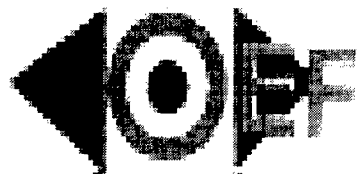


**MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA
FORMATION PROFESSIONNELLE**

**République du Mali
Un Peuple – Un But – Une Foi**

**AGENCE NATIONALE POUR
L'EMPLOI**

**OBSERVATOIRE DE L'EMPLOI ET
DE LA FORMATION**



Observatoire de l'Emploi et de la Formation

**BILAN DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR FORMEL
EN 2004**

ETUDE SUR LES GRANDES ENTREPRISES

PREMIER RESULTAT

Mai 2005

SIGLES ET ABREVIATIONS

ANPE :	Agence Nationale Pour l'Emploi ;
APEJ :	Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes ;
CA :	Chiffre d'Affaires ;
CAFPD :	Centre d'Analyse et de Formulation de Politiques de Développement ;
CNPI :	Centre National pour la Promotion de l'Investissement ;
CCIM :	Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali
CPS :	Cellule de Planification Statistique ;
CNPM :	Conseil National du Patronat du Mali ;
CSP :	Catégorie Socio-Professionnelle ;
DGI :	Direction Générale des Impôts ;
DNI :	Direction Nationale des Industries ;
DNSI :	Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique ;
EPAM :	Enquête Permanente Auprès des Ménages ;
FAFPA :	Fonds d'appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage ;
I :	Investissement ;
INPS :	Institut National de Prévoyance Sociale ;
MO :	Main d'œuvre ;
OEF :	Observatoire de l'Emploi et de la Formation ;
SDGE :	Sous-Direction des Grandes Entreprises ;
UEMOA :	Union Economique Monétaire Ouest Africain ;
VA :	Valeur Ajoutée.

SOMMAIRE

PREFACE.....	1
RESUME.....	2
INTRODUCTION.....	5
METHODOLOGIE DE L'ENQUETE.....	5
PREPARATION DE L'ENQUETE.....	6
Recrutement et formation du personnel d'enquête.....	7
ORGANISATION DES TRAVAUX DE TERRAIN.....	7
i. Charge de travail.....	7
ii. Communication.....	8
TRAITEMENT DES DONNEES ET ANALYSE.....	8
QUALITE DES DONNEES.....	9
DIFFICULTES RENCONTREES.....	9
PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE.....	11
CHAPITRE 1 : CARACTERISTIQUES DES GRANDES ENTREPRISES DU MALI EN 2004.....	12
1 Durée d'existence des grandes entreprises.....	12
2 Répartition spatiale des grandes entreprises du Mali en 2004.....	12
3 Régime de propriété Régime de propriété des grandes entreprises du Mali en 2004.....	13
4 Secteur et branche d'activité principale des grandes entreprises du Mali.....	14
5 Nationalité des promoteurs/gérants des entreprises.....	16
6 Age des gérants des grandes entreprises du Mali.....	17
7 Sexe des chefs des grandes entreprises du Mali.....	17
8 Taille des grandes entreprises du Mali.....	18
CHAPITRE 2 : INDICATEURS ECONOMIQUES DES GRANDES ENTREPRISES DU MALI EN 2003.....	21
1 Volume de chiffre d'affaires réalisé en 2003.....	21
1.1 Volume de chiffre d'affaires par région.....	21
1.2 Volume du chiffre d'affaires et Régime de propriété des entreprises.....	22
1.3 Volume de chiffre d'affaires, secteur et branche d'activité des entreprises.....	23
1.4 Volume de chiffre d'affaires et nationalité du gérant.....	24
1.5 Volume de chiffre d'affaires et âge du gérant.....	25
1.6 Volume de chiffre d'affaires et sexe du gérant.....	25
1.7 Volume de chiffre d'affaires et taille de l'entreprise.....	26
2 Volume des investissements réalisés au cours de l'année 2003.....	26
2.1 Investissement par région.....	26
2.2 Investissements réalisés en 2003 et le Régime de propriété des entreprises.....	27
2.3 Investissements, secteur et branche d'activité principale.....	29
2.4 Investissements et nationalité du gérant.....	31
2.5 Investissements et âge du gérant en 2003.....	31
2.6 Investissements et sexe du gérant.....	32
2.7 Investissements réalisés en 2003 et la taille de l'entreprise.....	32
3 Coût de la main-d'œuvre.....	33
3.1 Coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises du Mali et région en 2003.....	33
3.2 Coût de la main-d'œuvre et Régime de propriété des grandes entreprises.....	34
3.3 Coût de la main-d'œuvre et taille des grandes entreprises maliennes.....	35
3.4 Coût de la main-d'œuvre par secteur et branche d'activité principale.....	37
3.5 Coût de la main-d'œuvre et nationalité du gérant.....	38
3.6 Salaire et Coût mensuels moyens.....	39
4 Valeur ajoutée en 2003.....	44
4.1 Valeur ajoutée par région.....	44
4.2 Valeur ajoutée et Régime de propriété des entreprises.....	46
4.3 Valeur ajoutée et taille de l'entreprise.....	46
4.4 Valeur ajoutée et secteur et branche d'activité principale.....	47
4.5 Valeur ajoutée et nationalité du dirigeant de l'entreprise.....	48

4.6	Valeur ajoutée et âge du patron de l'entreprise.....	49
4.7	Valeur ajoutée des grandes entreprises et sexe du gérant	49
CHAPITRE III : L'EMPLOI		50
3.1	Volume de l'emploi global selon le statut et le sexe	50
3.2	Caractéristiques de l'emploi permanent.....	55
3.2.1	Par âge et sexe.....	55
3.2.2	Par Catégorie Socio-Professionnelle (CSP).....	56
3.2.3	Par Instruction.....	57
3.2.4	Emploi selon la région.....	58
3.2.5	Emploi selon le Régime de propriété de l'entreprise	59
3.2.6	Emploi selon la branche d'activité.....	60
CHAPITRE 4 : MOUVEMENT DU PERSONNEL.....		61
4.1	Emplois créés	61
4.1.1	Caractéristiques des emplois permanents créés.....	61
4.1.1.1	Emplois créés par âge et sexe.....	61
4.1.1.2	Emplois créés par CSP et sexe.....	62
4.1.1.3	Emplois créés par diplôme et sexe	63
4.1.2	Caractéristiques des entreprises créatrices d'emplois.....	63
4.1.2.1	Emplois créés par région.....	63
4.1.2.2	Emplois créés selon le Régime de propriété de l'entreprise	64
4.1.2.3	Emplois créés selon la taille de l'entreprise.....	65
4.1.2.4	Emplois créés selon l'activité de l'entreprise.....	65
4.2	Les Départs	66
4.2.1	Les motifs de départ.....	66
4.2.2	Les départs selon le Régime de propriété de l'entreprise.....	68
4.2.3	Les départs selon la taille de l'entreprise.....	68
4.2.4	Les départs selon l'activité de l'entreprise	68
CHAPITRE V : PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES EMPLOIS.....		70
5.1	Prévision de création d'emploi en 2005 et 2006.....	70
5.2	Les métiers porteurs.....	71
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS		74
ANNEXE.....		76

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N° 1 : Résultat des interviews sur le terrain	9
Tableau N° 2 : Répartition des entreprises selon le Régime, l'année de création	12
Tableau N°3 : Répartition des entreprises suivant la région	12
Tableau N°4 : Répartition des entreprises selon le Régime de propriété.....	13
Tableau N°5 : Répartition en % des grandes entreprises suivant le Régime de propriété la région	14
Tableau N°6 : Répartition des grandes entreprises maliennes selon la branche d'activité principale	15
Tableau N° 7 : Répartition des entreprises selon la nationalité du Gérant ou du Promoteur	16
Tableau N° 8 : Répartition des entreprises selon l'âge du Gérant ou du Promoteur	17
Tableau N° 9 : Répartition des entreprises selon le sexe du Gérant ou du Promoteur	17
Tableau N° 10 : Répartition des entreprises suivant la taille et le Régime de propriété.....	18
Tableau N° 11 : Répartition des grandes entreprises maliennes suivant la catégorie de taille en 2004.....	19
Tableau N° 12 : Taille moyenne des grandes entreprises suivant diverses caractéristiques	20
Tableau N° 13 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 par des grandes entreprises suivant la région Unité: FCFA.....	21
Tableau N° 14 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises suivant le Régime de propriété Unité: FCFA.....	22
Tableau N° 15 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises suivant le secteur et la branche d'activité principale Unité FCFA.....	23
Tableau N° 16 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises suivant la nationalité du promoteur ou du gérant Unité: FCFA.....	24
Tableau N° 17 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises suivant l'âge du promoteur ou du gérant Unité: FCFA.....	25
Tableau N° 18 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises suivant le sexe du promoteur ou du gérant Unité: FCFA.....	25
Tableau N° 19 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises suivant la taille de l'entreprise Unité: FCFA.....	26
Tableau N° 20 : Répartition du volume d'investissements réalisés en 2003 et le ratio investissement/chiffre d'affaires suivant la région de localisation de l'entreprise Unité: FCFA.....	26
Tableau N° 21 : Répartition du volume des investissements 2003 suivant le Régime de propriété de l'entreprise Unité: FCFA.....	27
Tableau N° 22 : Répartition du volume des investissements et du ratio investissements/chiffre d'affaires de 2003 suivant le secteur et la branche d'activité principale de l'entreprise Unité: FCFA	29
Tableau N° 23 : Répartition du volume d'investissements réalisés et du ratio I/CA suivant la nationalité du gérant Unité: FCFA.....	31
Tableau N° 24 : Répartition des investissements et du ratio I/CA en 2003 suivant l'âge du gérant.....	31
Tableau N° 25 : Répartition du volume des investissements et du ratio investissements chiffre d'affaires suivant le sexe du gérant de l'entreprise	32
Tableau N° 26 : Répartition du volume d'investissements 2003 des grandes entreprises suivant la taille de l'entreprise Unité: FCFA.....	32
Tableau N° 27 : Répartition du coût de la main-d'œuvre 2003 des grandes entreprises du Mali suivant la région. Unité: FCFA.....	33
Tableau N° 28 : Répartition du coût de la main-d'œuvre 2003 des grandes entreprises du Mali suivant le Régime de propriété. Unité: FCFA.....	34
Tableau N° 29 : Répartition du coût de la main-d'œuvre 2003 des grandes entreprises du Mali suivant la taille. Unité: FCFA.....	35
Tableau N° 30 : Répartition du coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises suivant le secteur et la branche d'activité principale. Unité: FCFA	37
Tableau N° 31 : Répartition de la main-d'œuvre suivant la nationalité du gérant en 2003.....	38
Tableau N° 32 : Répartition des entreprises selon les caractéristiques et le sexe.....	41
Tableau N° 33 : Répartition des entreprises selon l'âge et les caractéristiques	41
Tableau N° 34 : Répartition des entreprises selon les régions et les caractéristiques	42
Tableau N° 35 : Répartition des entreprises selon l'âge et les caractéristiques	42
Tableau N° 36 : Répartition des entreprises selon la branche d'activité et les caractéristiques	43
Tableau N° 37 : Répartition des entreprises selon la nationalité et les caractéristiques	44
Tableau N° 38 : Répartition de la valeur ajoutée des grandes entreprises 2003 suivant la région	45
Tableau N° 39 : Répartition de la valeur ajoutée 2003 suivant le Régime de propriété des entreprises	46
Tableau N° 40 : Répartition de la valeur ajoutée créée dans l'année 2003 par les entreprises selon la taille de l'entreprise.....	46

Tableau N° 41 : Répartition de la valeur ajoutée et taux de valeur ajoutée de l'année 2003 par les grandes entreprises maliennes selon la branche d'activité principale.....	47
Tableau N° 42 : Répartition de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée de l'année 2003 par les grandes entreprises selon la nationalité du promoteur ou du gérant. Unité: FCFA.....	48
Tableau N° 43 : Répartition de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée des entreprises en 2003 suivant l'âge du promoteur ou du gérant.....	49
Tableau N° 44 : Répartition de la valeur ajoutée créée dans l'année 2003 par les entreprises selon sexe du promoteur ou du gérant Unité: FCFA.....	49
Tableau N° 45 : Volume de l'emploi selon le statut et le sexe.....	51
Tableau N° 46 : Volume de l'emploi selon la région.....	52
Tableau N° 47 : Volume de l'emploi selon le Régime de propriété.....	53
Tableau N° 48 : Volume de l'emploi selon la branche d'activité.....	54
Tableau N° 49 : Caractéristiques de l'emploi permanent par âge et par sexe.....	56
Tableau N° 50 : Caractéristiques de l'emploi permanent selon la CSP et le sexe.....	56
Tableau N° 51 : Caractéristiques de l'emploi permanent selon le diplôme et le sexe.....	58
Tableau N° 52 : Répartition des effectifs du personnel permanent employé en 2004 selon la région.....	58
Tableau N° 53 : Répartition des effectifs du personnel permanent employé en 2004 selon le Régime de propriété...	59
Tableau N° 54 : Répartition des effectifs du personnel permanent employé en 2004 selon la branche d'activité principale.....	60
Tableau N° 55 : Caractéristiques des emplois créés en 2004 selon le statut et le sexe.....	61
Tableau N° 56 : Caractéristiques des emplois créés en 2004 selon l'âge et le sexe.....	62
Tableau N° 57 : Caractéristiques des emplois créés en 2004 selon la CSP et le sexe.....	62
Tableau N° 58 : Caractéristiques des emplois créés en 2004 selon le diplôme et le sexe.....	63
Tableau N° 59 : Répartition des effectifs du personnel permanent recruté au cours de l'année 2004 selon la région.....	64
Tableau N° 60 : Répartition des effectifs du personnel permanent recruté au cours de l'année 2004 selon le Régime de propriété.....	64
Tableau N° 61 : Répartition des effectifs du personnel permanent recruté au cours de l'année 2004 selon la taille de l'entreprise.....	65
Tableau N° 62 : Répartition des effectifs du personnel permanent recruté au cours de l'année 2004 selon la branche d'activité principale.....	66
Tableau N° 63 : Caractéristiques de l'emploi permanent selon les motifs de départ et le sexe au cours de l'année 2004.....	67
Tableau N° 64 : Départ du personnel permanent au cours de l'année 2004 selon le Régime de propriété.....	68
Tableau N° 65 : Départ du personnel permanent au cours de l'année 2004 selon la taille de l'entreprise.....	68
Tableau N° 66 : Départ du personnel permanent au cours de l'année 2004 selon la branche d'activité principale.....	69
Tableau N° 67 : Perspectives d'emploi à créer en 2005 - 2006 selon la catégorie socioprofessionnelle.....	70
Tableau N° 68 : Caractéristiques des métiers porteurs.....	72

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique N° 1 : Répartition des grandes entreprises du Mali suivant la région.....	13
Graphique N° 2 : Répartition en % des grandes entreprises suivant le Régime de propriété et la région.....	14
Graphique N° 3 : Répartition des grandes entreprises maliennes suivant le secteur d'activité en 2004.....	16
Graphique N° 4 : Répartition des grandes entreprises du Mali suivant la taille.....	18
Graphique N° 5 : Répartition des grandes entreprises du Mali suivant la catégorie de taille en 2004.....	19
Graphique N° 6 : Répartition du chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises maliennes suivant la région.....	21
Graphique N° 7 : Répartition du chiffre d'affaires des grandes entreprises maliennes suivant le Régime de propriété.....	22
Graphique N° 8 : Répartition du chiffre d'affaires des grandes entreprises suivant le secteur d'activité.....	24
Graphique N° 9 : Répartition du volume des investissements des grandes entreprises suivant la région.....	27
Graphique N° 10 : Répartition des investissements des grandes entreprises du Mali suivant le Régime de propriété.....	28
Graphique N° 11 : Répartition des investissements des grandes entreprises du Mali par secteur d'activité en 2003.....	30
Graphique N° 12 : Répartition du coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises du Mali en 2003 suivant la région.....	34
Graphique N° 13 : Répartition du coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises du Mali en 2003 suivant le Régime de propriété.....	35
Graphique N° 14 : Répartition du coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises du Mali en 2003 suivant le secteur d'activité.....	38
Graphique N° 15 : Répartition des entreprises selon les caractéristiques et le sexe.....	41
Graphique N° 16 : Répartition des entreprises selon les caractéristiques et le sexe.....	42
Graphique N° 17 : Répartition de la valeur ajoutée des grandes entreprises du Mali en 2003 suivant la région.....	45
Graphique N° 18 : Volume de l'emploi global selon le statut et le sexe.....	51
Graphique N° 19 : Volume de l'emploi selon la région.....	52
Graphique N° 20 : Volume de l'emploi selon le Régime de propriété.....	53
Graphique N° 21 : Caractéristiques de l'emploi permanent selon la CSP et le sexe.....	57
Graphique N° 22 : Répartition des effectifs du personnel permanent employé en 2004 selon la région.....	59
Graphique N° 23 : Caractéristiques de l'emploi permanent selon les motifs de départ et le sexe au cours de l'année 2004.....	67
Graphique N° 24 : Perspectives d'emploi à créer en 2005 - 2006 selon la catégorie socioprofessionnelle.....	71
Graphique N° 25 : Caractéristiques des métiers porteurs.....	72

PREFACE

Le Président de la République, depuis son élection en 2002, a initié une ambitieuse politique d'emplois dont l'essentiel est consacré aux jeunes de loin les plus vulnérables et les plus nombreux. La traduction concrète fut notamment :

- la création d'un Ministère chargé de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ;
- la création de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ),
- la mobilisation de nouvelles ressources humaines matérielles et financières,
- l'initiation de plusieurs forums, ateliers et de textes législatifs et réglementaires en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans la définition des stratégies de mise en œuvre de cette politique, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a initié différentes études et organisé plusieurs rencontres avec les structures techniques relevant de son Département.

C'est dans ce cadre que l'ANPE a décidé d'organiser une enquête destinée à identifier les entreprises les plus performantes en matière de création d'emplois au titre de l'année 2004.

L'enquête fut ainsi confiée à l'Observatoire de l'Emploi et de la Formation (OEF).

L'objectif recherché est de faire connaître annuellement les personnes et les entreprises qui contribuent véritablement à la politique qui vise le plein emploi et qui assureraient ainsi de fait le meilleur soutien à la volonté Présidentielle et aux actions du Ministère chargé de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Le Directeur Général de l'ANPE

Ibrahima N'DIAYE

RESUME

L'enquête emploi auprès des grandes entreprises du Mali, c'est-à-dire celles qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 200 millions de francs cfa par an et gérées au niveau de la Sous Direction des Grandes Entreprises (SDGE) de la Direction Générale des Impôts (DGI) a été réalisée auprès de 425 entreprises réparties sur l'ensemble du pays. Elle a permis de disposer d'informations actualisées et fiables sur :

- le volume des emplois en 2004 ;
- le volume des emplois créés en 2004 ;
- les indicateurs économiques en 2003 ;
- les perspectives de création d'emploi et l'évolution des métiers d'ici à 2007.

Le rapport d'analyse de l'enquête décrit le travail salarié et donne les caractéristiques essentielles au regard de la branche d'activité, de la CSP, du sexe, du niveau d'instruction, du contrat de travail, de la localité, etc. Une évaluation des principaux indicateurs économiques tels que le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée, la masse salariale, le coût de la main d'œuvre et une analyse de la formation professionnelle figurent également dans le rapport.

Comme principaux résultats issus de l'enquête, on retient que le secteur des grandes entreprises a réalisé un **volume de chiffre d'affaires de près de 1240 milliards de francs CFA en 2004**. Les entreprises de quatre branches d'activité réalisent 83% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises du secteur des grandes entreprises, à savoir :

- les «Activités extractives », 30,4% ;
- le Commerce, 21% ;
- la Production Electricité Gaz Eau, 21,0 % ;
- les Activités de fabrication, 15,0%.

Il ressort également que :

- 80 % du chiffre d'affaires des grandes entreprises sont réalisés par les entreprises dirigées par des gérants de nationalité malienne et non africaine. Les entreprises ayant des gérants de nationalité des pays de l'UEMOA ne réalisent que 4% du volume total de chiffre d'affaires des grandes entreprises ;
- 87,0 % du chiffre d'affaires des grandes entreprises sont réalisés par les entreprises privées et 12,2 % par les entreprises mixtes. Les entreprises publiques restent marginales.

Le secteur des grandes entreprises a versé dans l'économie au cours de l'année 2004 une **masse salariale de l'ordre de 96,5 milliards de francs CFA** dont 75 % à Bamako.

Les entreprises privées ont versé 63,5% de la masse salariale, les entreprises mixtes 31,0% et les entreprises publiques seulement 5,5%..

On note que 5 branches d'activité versent plus des ¼ de la masse salariale : « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » 17 % de la masse salariale, suivie des branches d'activité « Activités extractives » 16 %, « Activités financières » 15 %, « Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles » 15 % et « Activités de fabrication » 14 %.

70,3% de la masse salariale versée dans l'économie en 2004 sont réalisées par les entreprises gérées par des maliens et les non africains dont 41,6% par les entreprises gérées par des maliens et 28,7% par les entreprises ayant des non africains à leur tête.

Avec un taux de valeur ajoutée estimé à 31%, les grandes entreprises ne sont pas très créatrices de richesse. Toutefois, des disparités existent entre les régions, les statuts juridiques, la nationalité du gérant et la branche d'activité.

La presque totalité de la valeur ajoutée créée par les grandes entreprises (96,5%) est réalisée dans trois localités du pays : 43% à Bamako, 33% à Sikasso et 20,5% à Kayes.

Les entreprises gérées par des « Africains non UEMOA » et des « Non africains » créent plus de richesse pour l'économie nationale avec un taux de valeur ajoutée qui oscille autour de 36 %, contre 25 % pour les entreprises de nationalité dirigées par des maliens et des africains de nationalité UEMOA hors Mali (3 %).

Les branches d'activité à fort taux de valeur ajoutée sont respectivement les « Activité extractives » 53 %, l'« Immobilier » 51 %, les « transports et logistiques » 47 % et « Hôtels et restaurants » 46 %.

En 2003, les grandes entreprises maliennes ont investi 160,5 milliards de francs CFA.
On constate que :

- 68 % de ces investissements ont été réalisés à Bamako ;
- 97 % des investissements ont été réalisés par les entreprises privées et mixtes ;
- 47 % des investissements ont été réalisés par les entreprises dirigées par des maliens et 25 % par les entreprises dirigées par des non africains;
- 30 % des investissements ont été réalisés dans le commerce ;
- 18,8 % des investissements ont été réalisés dans la branche d'activité « Production et distribution d'électricité, gaz, eau ».

Le poids du coût de la main d'œuvre dans le chiffre d'affaires des grandes entreprises c'est-à-dire le pourcentage du coût de la main-d'œuvre par rapport au volume de chiffre d'affaires (Ratio MO/CA) est faible, 9 %.

Le salaire mensuel moyen des travailleurs des grandes entreprises est estimé à 176.620 francs CFA en 2003.

Les charges sur les salaires sont relativement importantes et représentent 21 % des salaires.

Le coût mensuel moyen de la main d'œuvre est estimé 213.614 francs CFA.

Au Mali, suivant les résultats de l'EPAM 2004, le secteur formel employait en 2004 un effectif de 147.441 salariés qui se répartissent comme suit :

- Les grandes entreprises du Mali employaient un effectif de 46.331 salariés représentant près de la moitié de l'ensemble des salariés du secteur formel privé ;
- La Fonction Publique employait 51.339 agents, les ONGs et association environ 8.903 salariés et les petites et moyennes entreprises (PME), c'est-à-dire celles qui réalisent moins de 200 millions de chiffres d'affaires par an, environ 40.868 travailleurs.

Les grandes entreprises et la Fonction Publique employaient au total en 2004 environ 97.670 salariés dont :

- 88,5 % d'hommes et 11,5 % de femmes ;

- 10 % de cadres supérieurs, 25 % de cadres moyens, 58 % d'ouvriers et d'employés ou d'agents d'exécution et 7 % de manœuvres.

Au niveau des grandes entreprises, on constate que :

- 1 salarié sur 4 est âgé de 15 à 29 ans et que près de 6 salariés sur 10 sont âgés de 15 à 40 ans ;
- près d'un tiers des salariés sont sans diplôme, 30 % ont au plus le CAP et 15% ont au plus le BT ;
- seulement 11,6 % des salariés sont titulaires d'une licence et plus ;
- 70 % des emplois sont permanents contre 27 % d'emplois non permanents et 3 % de stagiaires.

Le secteur des grandes entreprises et la Fonction Publique en 2004 ont créé 13.711 emplois. Parmi ces emplois créés, on note que :

- 31 % des emplois sont permanents ;
- 93 % des emplois offerts ont été occupés par les hommes ;
- suivant la catégorie socioprofessionnelle, 12 % des emplois ont été créés pour les cadres supérieurs, 23 % pour les cadres moyens et 65,4 % (près de 2 postes sur 3) pour des manœuvres ou des agents d'exécution.

Les perspectives de création d'emploi s'annoncent plutôt bonnes. **En 2005-2006, les grandes entreprises envisagent de créer environ 28.158 emplois** dont :

- 5.659 en 2005 et 22.499 en 2006 ;
- 60 % dans les entreprises privées et 39 % dans les entreprises mixtes ;
- 96 % des entreprises envisageant de recruter appartiennent à 6 branches d'activité : Activité de fabrication 65 %, Construction 11,6 %, Activité extractives 10,6 %, hôtels et restaurants 3 %, commerce et activités financières 2,3 %.

Les métiers porteurs dans l'économie au cours des prochaines années sont respectivement :

- les métiers de la gestion administrative et financière ;
- les métiers de commerce ;
- les métiers du BTP ;
- les métiers du transport et de la logistique ;
- les métiers de la production industrielle ;
- les métiers de la réparation et de la maintenance ;
- les métiers de la bouche, de l'hôtellerie et de la restauration.

INTRODUCTION

L'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) à travers l'Observatoire de l'Emploi et de la Formation (OEF), dont la mission principale est de mettre à la disposition des acteurs du marché du travail des informations actualisées sur l'emploi et la formation susceptibles d'aider à la prise de décision, a le plaisir de présenter la cinquième édition du Bilan de l'emploi dans le secteur formel pour 2004. Il se présente sous la forme d'une étude spécifique sur les grandes entreprises du Mali, c'est-à-dire celles qui réalisent un chiffre d'affaires annuel de 200 millions de francs CFA et plus.

Cette enquête a été réalisée en collaboration avec des partenaires techniques comme, le CNPM, la DNSI, la Sous-Direction des Grandes Entreprises (SDGE) de la Direction Générale des Impôts, la DN Industries, le FAFPA, l'INPS, le CNPI, la CCIM.

Le but de l'enquête est de déterminer le volume des emplois créés dans l'économie par les entreprises du secteur formel et de faire connaître aux autorités, partenaires sociaux, partenaires au développement du Mali et à l'ensemble du peuple malien le rôle considérable qu'elles jouent au plan du développement économique et social du pays.

Cette publication témoigne du souci de l'OEF de mettre à la disposition de tout utilisateur, et de manière régulière, un ensemble d'informations utiles pour l'appréciation de la performance de l'économie nationale à travers le comportement des entreprises du secteur moderne.

En plus de la publication des résultats, l'OEF constitue progressivement une base de données suffisamment fournie que le public peut consulter.

L'OEF remercie toutes les entreprises qui participent à travers leur réponse aux enquêtes. Cette participation témoigne de l'intérêt qu'elles accordent au partenariat entre le secteur privé et l'administration nécessaire à la mise en place d'une information économique et financière performante et capable de servir de base à la prise de décision.

L'OEF lance un appel aux entreprises qui n'ont pas répondu à l'enquête à le faire pour les opérations futures.

L'OEF accueillera avec un grand intérêt toute suggestion susceptible d'aider à l'amélioration de la qualité de ses prochaines publications, et toute initiative dans ce sens sera hautement appréciée.

METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

Objectifs de l'enquête

Comme objectifs spécifiques de l'enquête, il s'agit entre autres de connaître et caractériser :

- le volume des emplois dans le secteur formel malien en 2004 ;
- le volume des emplois créés dans le secteur formel malien en 2004 ;
- les indicateurs économiques du secteur formel malien en 2003 ;
- les perspectives de création d'emploi et l'évolution des métiers d'ici à 2007.

PREPARATION DE L'ENQUETE

Méthode d'enquête

Contrairement à l'EPAM 2004, une enquête auprès des ménages, qui porte sur la demande d'emploi ou l'offre de travail, la présente enquête auprès des entreprises porte sur l'offre d'emploi ou la demande du facteur travail. Son unité d'observation est l'établissement (entreprise, banque, service, etc.).

Champ de l'enquête

Compte tenu des délais impartis pour la réalisation de l'étude, l'enquête ne pouvait pas porter sur l'ensemble des entreprises du secteur formel du pays. Ont été concernées par cette enquête toutes les entreprises répertoriées au niveau de la Sous-Direction des Grandes Entreprises (SDGE) de la Direction Générale des Impôts sur l'ensemble du territoire national.

Ont été répertoriées au niveau de la SDGE toute entreprise présente sur le territoire national qui réalise un volume de chiffre d'affaires supérieur ou égal à 200 millions de francs CFA.

Couverture de l'enquête

L'enquête a porté sur l'ensemble des entreprises gérées par la SDGE. Les informations collectées sont relatives à l'année 2004 à l'exclusion des indicateurs économiques qui sont relatifs à l'année 2003.

Questionnaire de l'enquête

Le questionnaire administré comporte 6 parties:

- ☐ Identification de l'entreprise
- ☐ Indicateurs économiques
- ☐ Effectifs du personnel permanent employé en 2004
- ☐ Mouvement du personnel permanent (recrutements et départs)
- ☐ Evolution des métiers
- ☐ Perspectives d'emploi.

Variables d'enquête

Les informations suivantes ont été collectées sur les entreprises.

- Le volume des investissements réalisés au cours de l'année 2003
- Le volume de chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année 2003
- La valeur ajoutée créée au cours de l'année 2003
- L'effectif du personnel permanent au 31 décembre 2004
- L'effectif du personnel recruté au cours de l'année 2004
- L'effectif du personnel ayant suivi une formation professionnelle au cours de l'année 2004.

Recrutement et formation du personnel d'enquête

Le personnel de terrain de l'enquête, composé de superviseurs, contrôleurs, enquêteurs, et les agents de saisie, a été recruté selon les critères spécifiques à chacune des catégories.

Pour les enquêteurs, les critères suivants ont été retenus :

- être disponible pendant la durée de l'enquête ;
- être capable de travailler en équipe ;
- avoir une expérience dans les enquêtes ou être d'un niveau d'études supérieur.

Pour les contrôleurs (chefs d'équipe), les critères suivants ont été retenus :

- avoir une expérience du contrôle des enquêtes ;
- être de niveau d'études supérieur ;
- connaissance des concepts d'emploi, de sous-emploi, du chômage ;
- être capable de travailler en équipe ;

La supervision a été assurée par les cadres de l'OEF et de la DNSI.

L'ensemble du personnel d'enquête à savoir les enquêteurs, les contrôleurs et l'équipe informatique a suivi une formation d'une semaine sur le rôle du personnel d'enquête (agent enquêteur, contrôleur), le remplissage des questionnaires, les concepts, etc.

Pour ce faire, un manuel de l'enquêteur a été élaboré pour définir tous les termes et concepts utilisés dans les questionnaires, décrire et expliquer le processus et les questions posées. Il situe l'importance de l'enquête, précise le rôle des différents intervenants (enquêteurs, contrôleurs, superviseurs) ainsi que la conduite à observer. Le manuel est un document précieux pour l'ensemble du personnel d'enquête et sert de document de formation continue pour les agents de terrain pendant toute l'opération de collecte de données.

Aux termes de la formation, un exercice pratique a été réalisé et évalué. Cet exercice avait pour objectifs de :

- vérifier la qualité des questions et la qualité de l'information obtenue ;
- vérifier la clarté et la compréhension des terminologies utilisées dans les questionnaires par les enquêteurs et les enquêtés pour voir leur adéquation ;
- vérifier l'utilité des instructions données pour chaque question ;
- vérifier la meilleure façon d'organiser le travail d'équipe.

Le personnel d'enquête a été sélectionné sur la base des résultats de l'exercice.

ORGANISATION DES TRAVAUX DE TERRAIN

i. Charge de travail

Les travaux ont été organisés par équipe. Une équipe comprenait un contrôleur (chef d'équipe) et des enquêteurs. Au total, 100 enquêteurs et 25 contrôleurs étaient chargés de l'enquête. Ils ont travaillé sous la supervision des cadres de l'équipe centrale de l'OEF et de la DNSI. Des équipes étaient basées à Bamako et d'autres réparties entre les autres villes.

L'enquête proprement dite a consisté à administrer le questionnaire ci-dessus mentionné à chaque entreprise. Elle a débuté sur le terrain le 21 mars 2004.

La durée des travaux de terrain était fixée à un mois. La charge de travail maximum impartie à chaque enquêteur était de 5 entreprises.

Le travail du chef d'équipe lors de cette phase consistait à :

- introduire les enquêteurs auprès des entreprises;
- assister à quelques interviews notamment au début de l'enquête afin de rectifier le tir pour les enquêteurs qui auraient des difficultés et ;
- vérifier chaque jour la qualité des questionnaires qui lui étaient remis, afin éventuellement de renvoyer les enquêteurs sur le terrain et d'éviter ainsi des erreurs systématiques pour certains.

ii. Communication

Un comité chargé de conduire l'enquête a été mis en place et comprend : la SDGE de la DGI, l'INPS, la CCIM, le CNPM, la DNSI, l'APEJ, le FAFPA, le CNPI, la DNI.

Conformément aux recommandations du Comité et pour la réussite de l'opération un accent particulier a été mis sur le volet communication pour davantage amener les entreprises concernées à se soumettre aux questions des enquêteurs commis à cet effet.

Un certain nombre d'actions ou de dispositifs ont été ainsi mis en œuvre :

- tout d'abord le comité s'est réuni le 07 mars 2004 pour valider les documents techniques de l'enquête : termes de référence et questionnaires ;
- le Directeur de l'OEF a adressé une lettre au Président du CNPM, et aux Directeurs des Impôts, de l'INPS, de la Statistique pour solliciter leur soutien au bon déroulement des opérations de collecte de données sur le terrain ;
- une Lettre d'introduction signée du Directeur de l'OEF a été remise à chaque enquêteur et chef d'équipe. Cette lettre présente l'agent, le motif de son travail, l'objet de l'enquête et donne des garanties quant à la confidentialité des informations collectées ;
- chaque agent enquêteur et contrôleur a reçu un badge de l'OEF avec sa photo pour l'identifier clairement.

TRAITEMENT DES DONNEES ET ANALYSE

Le traitement des données et l'analyse des résultats se sont déroulés comme suit :

- **La vérification des questionnaires.** Il s'agit du contrôle de l'échantillon par rapport aux fiches de terrain et un contrôle sommaire de la cohérence des données. Les questionnaires étaient remis à la Cellule Informatique de la DNSI après vérification par les superviseurs ;
- **La codification des questions ouvertes, des professions, des activités.** Elle concerne les questions non codifiées avant l'enquête. Elle a été effectuée par l'équipe informatique de l'enquête.
- **La saisie et l'édition des données.** La saisie a été effectuée sur le logiciel CSPRO par une équipe d'agents de saisie formés à cet effet, sous la supervision de la Cellule Informatique

de la DNSI et des cadres statisticiens de la Division des Enquêtes. A l'issue de la saisie, une base de données en format SPSS a été constituée.

- **La tabulation.** Les programmes nécessaires à la sortie des tableaux de base pour la production du rapport d'analyse ont été élaborés avec le logiciel SPSS.

QUALITE DES DONNEES

Initialement, le fichier de la SDGE de la DGI mis à la disposition de l'enquête comprenait 464 entreprises. Sur le terrain, la fermeture de 39 d'entre elles a été constatée par les enquêteurs et confirmée par la SDGE/DGI. L'enquête a donc porté sur 425 entreprises réalisant un chiffre d'affaires au moins égal à 200 millions de FCFA.

Finalement, le résultat des interviews menées est indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau N° 1 : Résultat des interviews sur le terrain

Résultat de l'interview	Nombre	%
Entreprises enquêtées	361	85
Entreprises non retrouvées	27	6
Refus de répondre	37	9
Ensemble	425	100

L'enquête enregistre donc un taux de couverture de 85%. Avec un taux de réponse de 85 %, les résultats de l'enquête sont d'une qualité satisfaisante et sont à même d'être exploités et analysés. En effet, les données issues de l'étude constituent une estimation assez correcte de l'emploi dans le secteur moderne au Mali en 2004. Les entreprises non interviewées ont été considérées comme des non réponses dont le traitement statistique a permis de redresser les données.

A titre d'illustration, le recensement des unités industrielles 2003 réalisé conjointement par la DNSI, la CPS du Ministère de l'Industrie et du Commerce et le CAFPD a répertorié 243 entreprises industrielles au Mali qui employaient 13 127 salariés en 2002.

DIFFICULTES RENCONTREES

Deux difficultés majeures ont été rencontrées dans le cadre de la réalisation de l'enquête : la localisation des entreprises et le manque de coopération de certains employeurs à répondre à l'enquête.

Le problème de localisation de certaines entreprises était relatif à la non notification du changement d'adresses aux services fiscaux et aux administrations publiques.

Quant au manque de coopération, on a enregistré entre autres des cas de refus catégoriques, des délais de remplissage proposés qui excèdent souvent le délai imparti à l'enquête.

Face à ces difficultés, la Direction de l'OEF a étroitement collaboré avec la Direction Générale des Impôts à travers la Sous-Direction des Grandes Entreprises pour retrouver les bonnes adresses des entreprises concernées d'une part et d'autre part avec le CNPM pour lever la réticence à coopérer des entreprises récalcitrantes. Aussi, pour susciter la coopération

des entreprises qui ne voudraient pas répondre à l'enquête, le Directeur de l'OEF leur a adressé une lettre de sensibilisation et d'information à laquelle il a été annexée une copie de l'Ordonnance n°91-029/P-CTSP du 29 juin 1991 qui fait obligation à toute personne physique ou morale de répondre avec exactitude aux enquêtes statistiques officielles.

La présente publication, qui constitue le premier rapport d'analyse, résume les résultats de l'enquête et propose des recommandations selon les objectifs mentionnés ci-dessus. Les chiffres sont présentés dans des tableaux simples afin de permettre aux utilisateurs d'en extraire des données fiables pour traitement selon les besoins spécifiques des uns et des autres.

Elle donne une description relativement détaillée de la situation dans les grandes entreprises, à savoir les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel d'au moins 200 millions de francs CFA, du Mali en 2004.

Elle est subdivisée en chapitres respectant l'ordre des sections du questionnaire. Le premier chapitre porte sur les caractéristiques des établissements enquêtés, le second traite les indicateurs économiques des grandes entreprises en 2003, le troisième analyse l'emploi, le quatrième présente le mouvement du personnel des grandes entreprises et le cinquième aborde les perspectives d'évolution des emplois.

PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE

CHAPITRE 1 : CARACTERISTIQUES DES GRANDES ENTREPRISES DU MALI EN 2004

En 2004, la République du Mali comptait 425 entreprises classées dans la catégorie des grandes entreprises, c'est-à-dire celles réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 200 millions de francs CFA. L'analyse ci-dessous porte sur leurs différentes caractéristiques.

1 Durée d'existence des grandes entreprises

Tableau N° 2 : Répartition des entreprises selon le Régime, l'année de création

Année de création	Régime de Propriété			Total
	Public	Privé	Mixte	
Avant 1960	1	5	0	6
1960 – 1969	4	19	0	22
1970 – 1979	0	29	2	32
1980 – 1989	0	81	2	84
1990 – 1999	2	167	4	173
2000 – 2005	0	71	1	72
ND	1	35	0	36
Total	8	407	9	425
Age moyen	29	14,7	16,6	15
Age median	37	11	13,5	11
Age modal	8	9	11	9

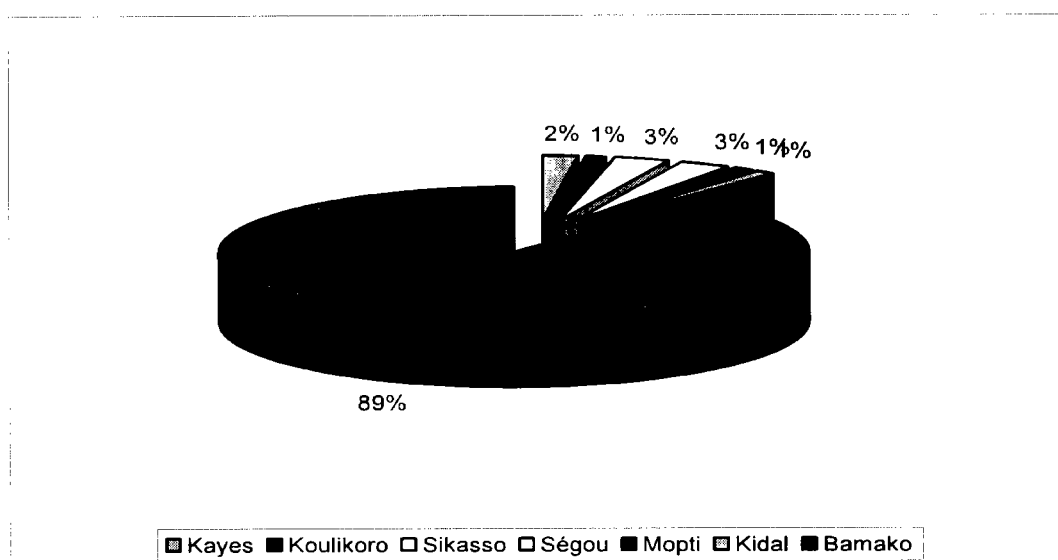
Le secteur industriel du Mali est en plein développement. De 6 grandes entreprises à l'indépendance, le Mali en compte aujourd'hui 425. Ce développement s'est accéléré depuis une quinzaine d'années. En effet, de 1990 à maintenant, 245 grandes entreprises, environ 53% du total, ont été créées. C'est ainsi que l'âge modal, celui qui correspond au plus grand nombre d'entreprises, est de 9 ans et l'âge médian, l'âge qui divise en deux classes d'effectif égal à la moitié de l'effectif total, de 11 ans. L'âge moyen est de 15 ans. On peut donc conclure que les grandes entreprises maliennes sont jeunes.

2 Répartition spatiale des grandes entreprises du Mali en 2004

Tableau N°3 : Répartition des entreprises suivant la région

Régions	Effectif	%
Kayes	9	2
Koulikoro	6	1
Sikasso	11	3
Ségou	12	3
Mopti	5	1
Kidal	5	1
Bamako	378	89
Ensemble	425	100

Graphique N° 1 : Répartition des grandes entreprises du Mali suivant la région



Le District de Bamako, la capitale politique du pays, apparaît être également la plus importante région économique du pays. En effet, 89% des grandes entreprises y sont implantées. Les autres régions viennent très loin derrière: Ségu 2,8%, Sikasso 2,5%, Kayes 2,2%. Les régions de Mopti et de Kidal sont les moins industrialisées du pays. Il apparaît clairement un déséquilibre régional avec une très forte concentration des grandes entreprises à Bamako au détriment, bien sûr, des autres régions du pays. Toutefois, les régions de Ségu, Sikasso et Kayes sont relativement mieux dotées que les régions de Koulikoro, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal.

3 Régime de propriété Régime de propriété des grandes entreprises du Mali en 2004

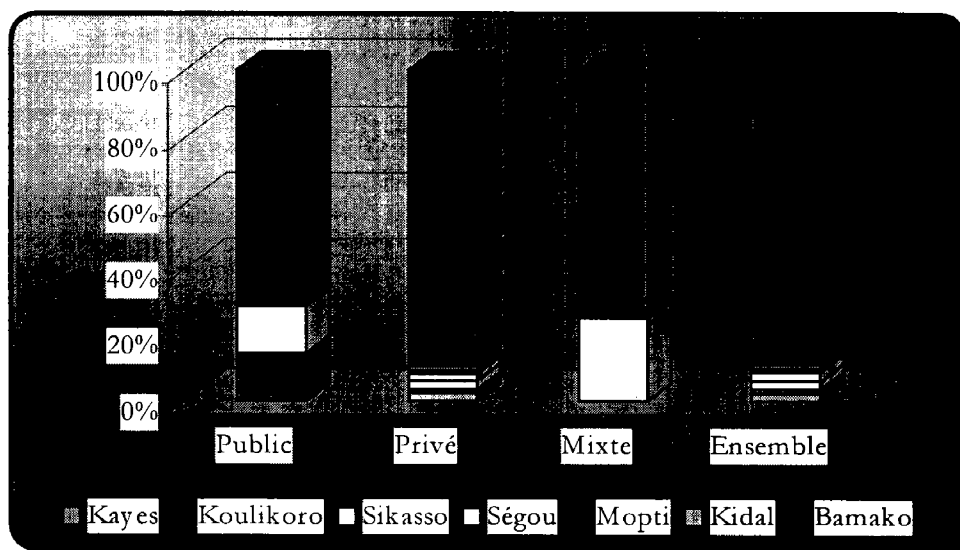
Tableau N°4 : Répartition des entreprises selon le Régime de propriété

Régime de propriété	Effectif	%
Public	8	2
Privé	407	96
Mixte	9	2
Ensemble	425	100

Tableau N°5 : Répartition en % des grandes entreprises suivant le Régime de propriété la région

Région	Régime de propriété			Total
	Public	Privé	Mixte	
Kayes	0%	2%	0%	2%
Koulikoro	14%	1%	0%	1%
Sikasso	0%	3%	0%	2%
Ségou	14%	2%	25%	3%
Mopti	0%	1%	0%	1%
Kidal	0%	1%	0%	1%
Bamako	71%	90%	75%	89%
Total	100%	100%	100%	100%

Graphique N°2 : Répartition en % des grandes entreprises suivant le Régime de propriété la région



On constate que l'immense majorité des grandes entreprises du Mali appartient au secteur privé. Les secteurs public et mixte représentent seulement environ 2% chacun. D'autre part, 71,4% des entreprises du secteur public, 89,6% des entreprises privées et 75% des entreprises mixtes se trouvent dans le District de Bamako. Le désengagement de l'Etat du secteur productif de l'économie est nettement perceptible.

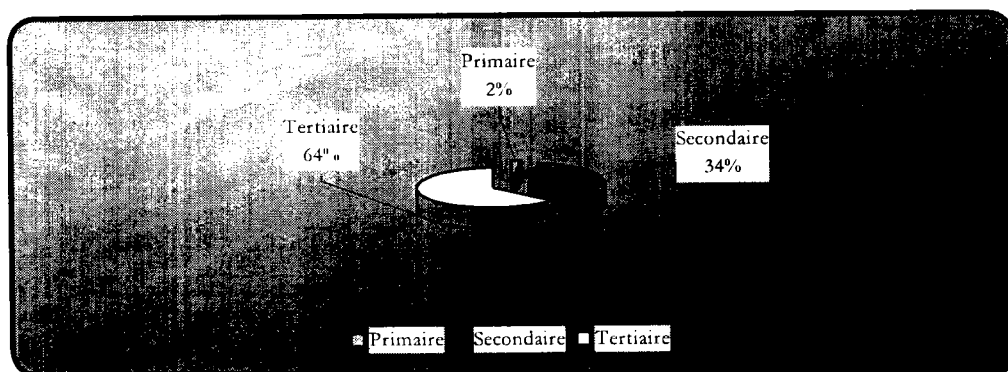
4 Secteur et branche d'activité principale des grandes entreprises du Mali

Il apparaît que 70% des grandes entreprises pratiquent la pluri-activité. On note ainsi une préférence des entreprises à la pratique de la pluri-activité. Cette préférence mériterait d'être analysée de façon approfondie pour comprendre les motivations réelles qui la sous-tendent

Tableau N°6 : Répartition des grandes entreprises maliennes selon la branche d'activité principale

Branche d'activité	Effectif	%
Agriculture, chasse et sylviculture	8	2
<i>Secteur primaire</i>	8	2
Activités extractives	15	4
Activités de fabrication	54	13
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	29	7
Construction	47	11
<i>Secteur secondaire</i>	146	34
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles	139	33
Hôtels et restaurants	12	3
Transports, activités des auxiliaires de transport et commun	32	8
Activités financières	29	7
Immobilier, location et services aux entreprises	25	6
Activités d'administration publique	12	3
Education	8	2
Santé et action sociale	5	1
Activités à caractère collectif ou personnel	5	1
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel dom	2	1
ND	2	1
<i>Secteur tertiaire</i>	271	64
Ensemble	425	100

Graphique N°3 : Répartition des grandes entreprises maliennes suivant le secteur d'activité en 2004



Le secteur tertiaire est le secteur d'activité dominant dans l'économie, avec environ 64% de grandes entreprises. Le secteur secondaire qui totalise environ 34% des grandes entreprises vient en deuxième position. Le secteur primaire est presque absent des grandes entreprises du Mali. En effet, le secteur primaire ne compte qu'à peine 2% des grandes entreprises

La répartition des grandes entreprises du Mali suivant la branche d'activité montre une très faible représentation des sociétés agricoles, de sylviculture et de chasse parmi les grandes sociétés maliennes. Le commerce et les activités de réparation de véhicules constituent les branches d'activités dominantes. En effet, une grande entreprise malienne sur trois appartient à cette branche. Viennent ensuite dans l'ordre les activités de fabrication (12,7%), le bâtiment et les travaux publics (environ 11%), le transport et les activités auxiliaires de transport (7,5%).

5 Nationalité des promoteurs/gérants des entreprises

Les Maliens sont de loin les plus nombreux parmi les promoteurs ou gérants de grandes entreprises au Mali. Il ressort que plus de 65% des promoteurs ou gérants de grandes entreprises sont des maliens. Toutefois, les investisseurs non africains sont importants et viennent en 2^{ème} position après les Maliens. Ils représentent un peu plus de 20% des promoteurs ou gérants de grandes entreprises. Les Africains non maliens de la Zone UEMOA représentent un peu plus de 4%.

Tableau N° 7 : Répartition des entreprises selon la nationalité du Gérant ou du Promoteur

Nationalité	Effectif	%
Malienne	278	65,4
Zone UEMOA (sauf Mali)	18	4,2
Africaine non-UEMOA	7	1,7
Non africaine	86	20,2
ND	36	8,6
Ensemble	425	100

6 Age des gérants des grandes entreprises du Mali

Tableau N° 8 : Répartition des entreprises selon l'âge du Gérant ou du Promoteur

Groupes d'âge	Effectif	%
25 - 29 ans	2	0,6
30 - 39 ans	53	12,5
40 - 49 ans	145	34,1
50 - 55 ans	80	18,8
Plus de 55 ans	99	23,3
ND	46	10,8
Ensemble	425	100

Ce sont les adultes de plus de 40 ans qui sont surtout des promoteurs ou des gérants de grandes entreprises au Mali. 87% des promoteurs ou gérants de grandes entreprises ont plus de 40 ans. Ainsi, on constate que la majorité des gérants de grandes entreprises a entre 40 et 55ans, 76% de l'ensemble de gérants. Les gérants de plus de 55 ans représentent environ 11%.

7 Sexe des chefs des grandes entreprises du Mali

Tableau N° 9 : Répartition des entreprises selon le sexe du Gérant ou du Promoteur

Sexe	Effectif	%
Homme	404	95
Femme	21	5
Ensemble	425	100

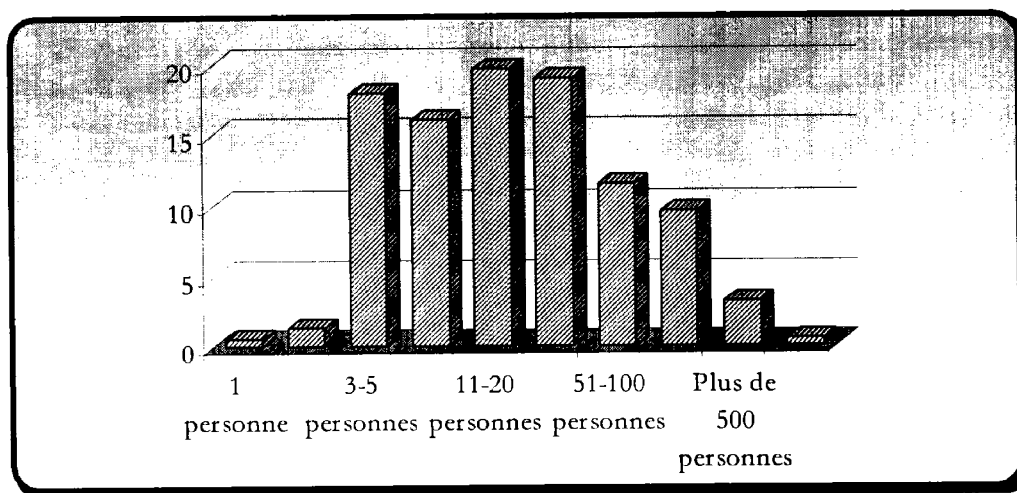
Il ressort qu'au Mali les femmes promotrices ou gérantes des grandes entreprises ne sont pas très nombreuses. En effet, elles ne représentent que seulement 5% des chefs de grandes d'entreprises.

8 Taille des grandes entreprises du Mali

Tableau N° 10 : Répartition des entreprises suivant la taille et le Régime de propriété

Taille de l'entreprise	Régime de propriété							
	Public		Privé		Mixte		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
1 seule personne	0	0,0	2	0,6	0	0,0	2	0,6
2 personnes	0	0,0	6	1,4	0	0,0	6	1,4
3-5 personnes	0	0,0	77	18,8	0	0,0	77	18,0
6-10 personnes	1	14,3	67	16,5	0	0,0	68	16,1
11-20 personnes	0	0,0	84	20,5	0	0,0	84	19,7
21-50 personnes	0	0,0	81	19,9	0	0,0	81	19,1
51-100 personnes	1	14,3	47	11,6	1	12,5	49	11,6
101-500 personnes	5	57,1	34	8,4	2	25,0	41	9,7
Plus de 500 personnes	1	14,3	7	1,7	6	62,5	14	3,3
Non déclaré	0	0,0	2	0,6	0	0,0	2	0,6
Total	8	100,0	407	100,0	9	100,0	425	100,0

Graphique N° 4 : Répartition des grandes entreprises du Mali suivant la taille



Dans la présente enquête, les grandes entreprises (c'est-à-dire celles réalisant un chiffre d'affaires d'au moins 200 millions de francs CFA) du Mali peuvent être reclassées selon la taille comme suit :

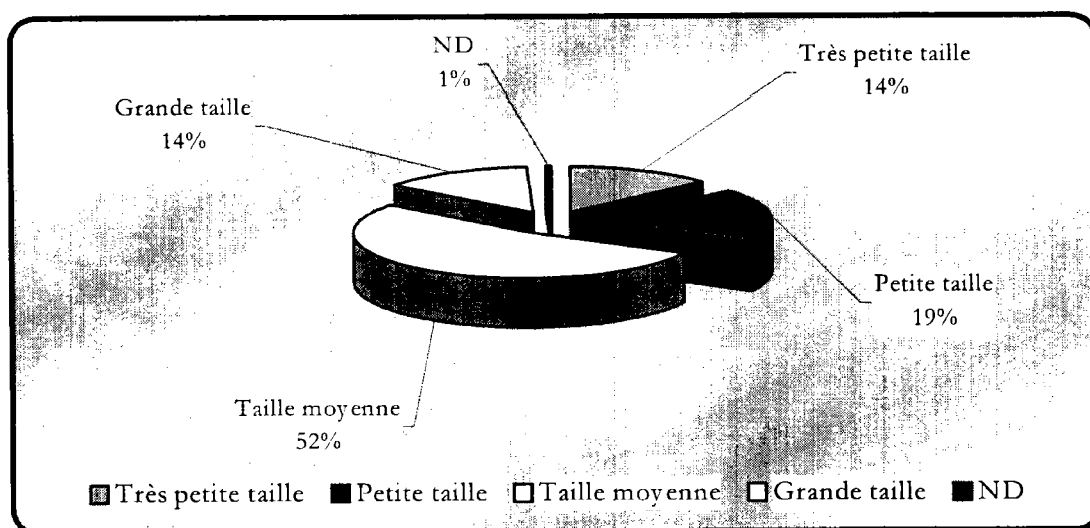
- Entreprise de très petite taille Moins de 5 employés
- Entreprise de petite taille 5 à moins de 10 employés
- Entreprise de taille moyenne 10 à moins de 100 employés
- Grande taille Plus de 100 employés

Suivant cette nomenclature, les 425 grandes entreprises maliennes se répartissent ainsi qu'il suit.

Tableau N° 11 : Répartition des grandes entreprises maliennes suivant la catégorie de taille en 2004

Catégorie de taille	Effectif	%
Entreprise de très petite taille	58	14
Entreprise de petite taille	81	19
Entreprise de taille moyenne	225	53
Entreprise de grande taille	59	14
ND	2	1
Ensemble de grandes entreprises	425	100

Graphique N° 5 : Répartition des grandes entreprises du Mali suivant la catégorie de taille en 2004



Globalement, les grandes entreprises maliennes sont de petite taille en terme de personnel. En effet, plus de 33 % des entreprises emploient moins de 10 employés. Seules environ 14% des entreprises ont un effectif de plus de 100 personnes. La taille médiane des entreprises est de 18 personnes. La taille moyenne des grandes entreprises est d'environ 76 employés. Cette taille moyenne varie suivant la caractéristique de l'entreprise.

Tableau N° 12 : Taille moyenne des grandes entreprises suivant diverses caractéristiques

Caractéristique	Taille moyenne
Statut juridique	
Public	438
Privé	53
Mixte	754
Secteur d'activité principale	
Primaire	249
Secondaire	98
Services	59
Nationalité du gérant	
Maliennne	60
UEMOA (sauf Mali)	82
Africains hors UEMOA	36
Non Africains	70
Sexe du Gérant	
Homme	74
Femme	103

Comme dit ci-dessus, les entreprises privées sont les plus nombreuses. Par contre elles sont les plus petites en terme d'effectif du personnel. En effet, elles enregistrent une taille moyenne d'environ 53 employés contre 438 employés pour les entreprises publiques et 754 employés pour les entreprises mixtes, les plus grandes en taille au Mali.

Les entreprises agricoles sont peu nombreuses parmi les grandes entreprises du Mali. Par contre celles qui existent sont de grande taille en terme d'effectif du personnel, les entreprises du secteur primaire présentant une taille moyenne de 249 employés contre 98 pour les entreprises industrielles. Les entreprises de services, les plus nombreuses parmi les grandes entreprises du Mali, enregistrent la plus faible taille moyenne, 59 employés.

On constate avec satisfaction que bien que très peu de femmes maliennes dirigent de grandes entreprises au Mali, celles qui le font dirigent des entreprises de grande taille. En effet, la taille moyenne des entreprises dirigées par une femme s'établit à environ 103 employés contre environ 74 pour celles ayant un homme à leur tête.

CHAPITRE 2 : INDICATEURS ECONOMIQUES DES GRANDES ENTREPRISES DU MALI EN 2003

1 Volume de chiffre d'affaires réalisé en 2003

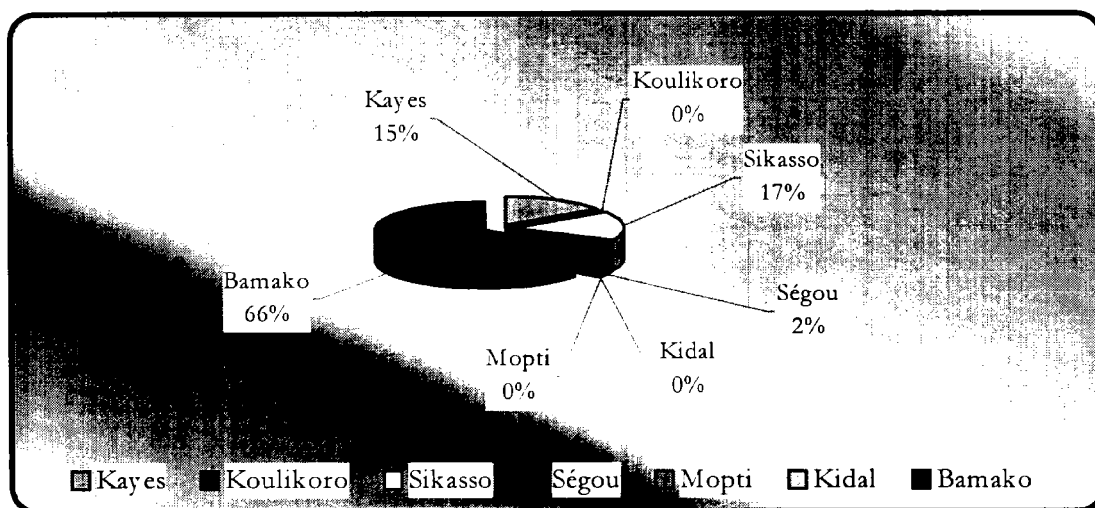
Le volume de chiffre d'affaires réalisé en 2003 par les grandes entreprises maliennes s'établit à environ 1239 milliards de francs CFA. La répartition de ce volume suivant les caractéristiques des entreprises est analysée ci-dessous.

1.1 Volume de chiffre d'affaires par région

Tableau N° 13 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 par des grandes entreprises suivant la région Unité: FCFA

Région	Chiffre d'affaires		Entreprises	
	Montant	%	Effectif	%
Kayes	192 001 227 411	16	9	2
Koulikoro	2 089 685 736	0	6	1
Sikasso	206 606 333 868	17	11	3
Ségou	28 598 607 976	2	12	3
Mopti	3 839 626 911	0	5	1
Kidal	1 225 886 834	0	5	1
Bamako	804 543 990 170	65	378	89
Ensemble	1 238 905 358 906	100	425	100

Graphique N° 6 : Répartition du chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises maliennes suivant la région



En 2003, les entreprises du District de Bamako ont réalisé 65% de l'ensemble du volume total de chiffre d'affaires des grandes entreprises, suivies de celles de la région de Sikasso 17%.

Les grandes entreprises de la région de Kayes se classent en troisième position avec environ 16%.

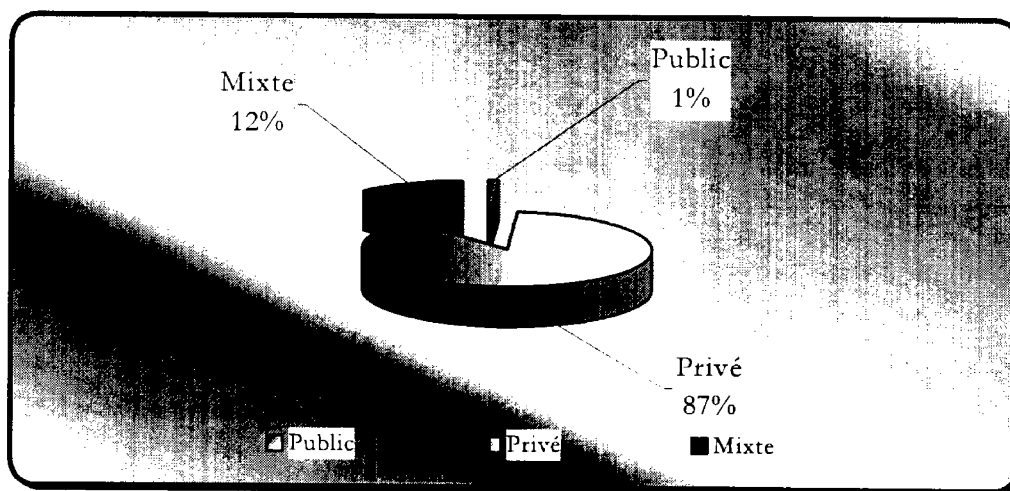
Le niveau de chiffre d'affaires réalisé par les grandes entreprises des régions de Sikasso et de Kayes est relativement plus élevé que celui réalisé par les grandes entreprises de Bamako. En effet, les grandes entreprises de Bamako qui constituent 89% des grandes entreprises du Mali n'ont en 2003 réalisé que 65% du total du chiffre d'affaires du groupe. Par contre, les grandes entreprises des régions de Sikasso et de Kayes qui ne représentent que respectivement 3% et 2% des grandes entreprises du Mali ont en 2003 réalisé respectivement 17% et 16% du chiffre d'affaires total du groupe.

1.2 Volume du chiffre d'affaires et Régime de propriété des entreprises

Tableau N° 14 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises suivant le Régime de propriété Unité: FCFA

Régime de propriété (Régime de Propriété)	Chiffre d'affaires		Entreprises	
	Montant	%	Effectif	%
Public	8 554 872 042	1	8	2
Privé	1 078 659 108 463	87	407	96
Mixte	151 691 378 401	12	9	2
Ensemble	1 238 905 358 906	100	425	100

Graphique N° 7 : Répartition du chiffre d'affaires des grandes entreprises maliennes suivant le Régime de propriété



Le secteur privé, qui constitue l'essentiel des grandes entreprises du Mali, réalise un peu plus de 87% du volume total de chiffre d'affaires. Les entreprises mixtes réalisent un peu plus de 12% tandis que les entreprises publiques réalisent moins de 1% du volume total de chiffres d'affaires réalisé par les grandes entreprises. Les entreprises publiques réalisent un chiffre d'affaires moyen 1,069 milliards contre 1,685 milliards pour les entreprises mixtes.

Le niveau de chiffre d'affaires réalisé par les grandes entreprises publiques est relativement plus élevé que celui réalisé par les grandes entreprises privées. En effet, grandes entreprises

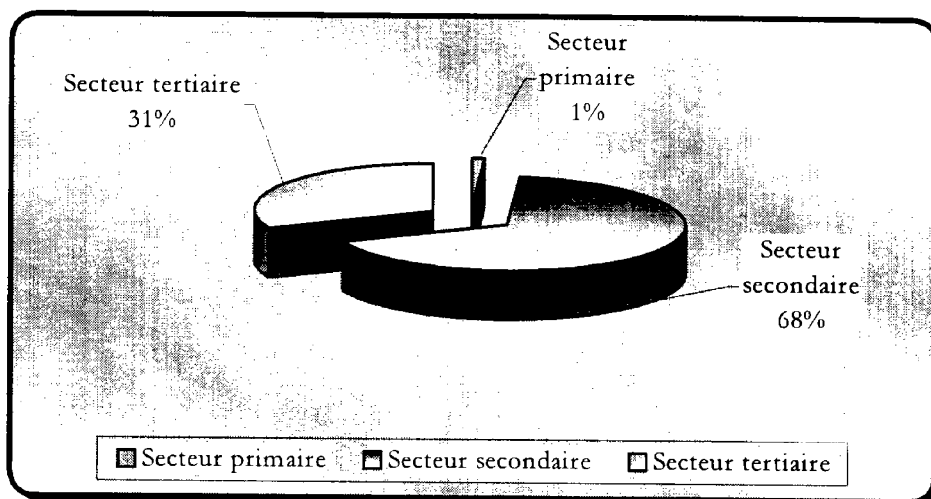
privées qui constituent 96% des grandes entreprises du Mali n'ont en 2003 réalisé que 87% du total du chiffre d'affaires du groupe. Par contre, les grandes entreprises publiques qui ne représentent que 2% des grandes entreprises du Mali ont en 2003 réalisé 12% du chiffre d'affaires total du groupe.

1.3 Volume de chiffre d'affaires, secteur et branche d'activité des entreprises

Tableau N° 15 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises suivant le secteur et la branche d'activité principale Unité FCFA

Secteur et branche d'activité	Chiffre d'affaires		Entreprises	
	Montant	%	Effectif	%
Agriculture, chasse et sylviculture	15 474 716 751	1	8	2
<i>Secteur primaire</i>	<i>15 474 716 751</i>	<i>1</i>	<i>8</i>	<i>2</i>
Activités extractives	376 339 332 128	30	15	4
Activités de fabrication	185 752 739 265	15	54	13
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	211 471 019 622	17	29	7
Construction	59 846 105 943	5	47	11
<i>Secteur secondaire</i>	<i>833 409 196 958</i>	<i>67</i>	<i>146</i>	<i>34</i>
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles	260 397 765 052	21	139	33
Hôtels et restaurants	6 829 391 745	1	12	3
Transports, activités des auxiliaires de transport et commun	34 743 648 376	3	32	8
Activités financières	38 099 599 401	3	29	7
Immobilier, location et services aux entreprises	11 445 203 288	1	25	6
Activités d'administration publique	3 519 672 729	0	12	3
Education	30 684 799 644	2	8	2
Santé et action sociale	1 362 736 661	0	5	1
Activités à caractère collectif ou personnel	2 361 680 486	0	5	1
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel dom	576 947 817	0	2	1
<i>Secteur tertiaire</i>	<i>390 021 445 197</i>	<i>31</i>	<i>268</i>	<i>63</i>
Ensemble	1 238 905 358 906	100	425	100

Graphique N° 8 : Répartition du chiffre d'affaires des grandes entreprises suivant le secteur d'activité



On note que le secteur secondaire, qui compte 34% de l'ensemble des grandes entreprises du Mali, réalise 67% du total du chiffre d'affaires. Le secteur tertiaire, qui compte 63% du nombre total de grandes entreprises n'a, en 2003, réalisé que 31% du volume total du chiffre d'affaires de l'ensemble des grandes entreprises. Les entreprises du secteur primaire ne réalisent que 1% du volume total de chiffre d'affaires.

Les mines arrivent en tête avec un volume de chiffre d'affaires représentant 30% du volume de l'ensemble des grandes entreprises du Mali, suivies des grandes entreprises de commerce et de réparation de véhicules et articles, 21% du volume total du chiffre d'affaires des grandes, de la branche "Production et distribution d'électricité, eau et gaz", 17% et de la branche "Activités de fabrication", 15%. Les entreprises engagées dans des activités de construction ne réalisent que 5% du total du chiffre d'affaires des grandes entreprises en 2003.

Plus spécifiquement, les grandes entreprises de commerce et de réparation de véhicules et articles, qui représentent 33% des entreprises n'ont réalisé que 21% du volume total du chiffre d'affaires des grandes entreprises. Cette branche d'activité se situe donc, en terme de volume de chiffre d'affaires en deuxième position, juste après les mines.

1.4 Volume de chiffre d'affaires et nationalité du gérant

Tableau N° 16 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises suivant la nationalité du promoteur ou du gérant Unité: FCFA

Nationalité	Chiffre d'affaire		Entreprises	
	Montant	%	Effectif	%
Maliennne	354 607 584 530	47	278	65
Zone UEMOA (sauf Mali)	53 782 848 182	1	18	4
Africaine non UEMOA	8 815 554 596	5	7	2
Non africaine	638 571 299 029	26	86	20
ND	183 128 072 569	22	36	9
Ensemble	1 238 905 358 906	100	425	100

Avec respectivement plus de 51% et près de 29% du volume total du chiffre d'affaires en 2003, les entreprises dirigées par les non-africains et les maliens réalisent l'essentiel du chiffre d'affaires des grandes entreprises du Mali. Les entreprises dirigées par des étrangers appartenant à l'espace UEMOA et Hors UEMOA ne réalisent que 5% du total du chiffre d'affaires en 2003.

1.5 Volume de chiffre d'affaires et âge du gérant

Tableau N° 17 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises suivant l'âge du promoteur ou du gérant Unité: FCFA

Groupe d'âge	Chiffre d'affaires		Entreprises	
	Montant	%	Effectif	%
25 - 29 ans	1 042 471 634	0	2	1
30 - 39 ans	44 793 879 279	4	53	13
40 - 49 ans	398 693 343 722	32	145	34
50 - 55 ans	385 511 309 801	31	80	19
Plus de 55 ans	204 461 725 955	17	99	23
ND	204 402 628 517	17	46	11
Ensemble	1 238 905 358 906	100	425	100

L'essentiel du volume du chiffre d'affaires total réalisé par les grandes entreprises maliennes en 2003 l'a été par les entreprises dirigées par des gérants adultes âgés de 40 à 55 ans, 63%. Cette situation se justifie par le nombre d'entreprises ayant un gérant de cette classe d'âge à leur tête, 53%. Les entreprises dirigées par de jeunes patrons de 30 – 39 ans, qui représentent 13% du total des grandes entreprises du Mali, n'ont réalisé que 4% du volume total du chiffre d'affaires des grandes entreprises.

1.6 Volume de chiffre d'affaires et sexe du gérant

Tableau N° 18 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises suivant le sexe du promoteur ou du gérant Unité: FCFA

Sexe	Chiffre d'affaires		Entreprises	
	Volume (en FCFA)	%	Effectif	%
Homme	1 211 728 033 600	98	404	95
Femme	27 177 325 306	2	21	5
Ensemble	1 238 905 358 906	100	425	100

Il ressort que les entreprises dirigées par des patrons de sexe féminin, qui représentent 5% de l'ensemble des entreprises, ne réalisent que 2% du volume total du chiffre d'affaires des grandes entreprises maliennes. En effet, l'essentiel du chiffre d'affaires a été réalisé par les entreprises ayant un homme à leur tête.

1.7 Volume de chiffre d'affaires et taille de l'entreprise

Tableau N° 19 : Répartition du volume de chiffre d'affaires 2003 des grandes entreprises suivant la taille de l'entreprise Unité: FCFA

Taille	Chiffre d'affaires		Entreprises	
	Montant	%	Effectif	%
1 seule personne (auto-emploi)	2 743 014 562	0	2	1
2 personnes	602 003 670	0	6	1
3-5 personnes	23 381 068 906	2	77	18
6-10 personnes	39 042 258 524	3	68	16
11-20 personnes	82 067 192 751	7	84	20
21-50 personnes	140 026 555 903	11	81	19
51-100 personnes	204 532 241 700	17	49	12
101-500 personnes	412 783 088 149	33	41	10
Plus de 500 personnes	333 727 934 741	27	14	3
Ensemble	1 238 905 358 906	100	425	100

On constate que le volume de chiffre d'affaires réalisé augmente avec la taille des entreprises. Il en résulte que ce sont les entreprises de taille moyenne (51 à 100 personnes) et de grande taille (plus de 100 employés) qui réalisent l'essentiel du volume total de chiffre d'affaires des grandes entreprises, environ 77%.

2 Volume des investissements réalisés au cours de l'année 2003

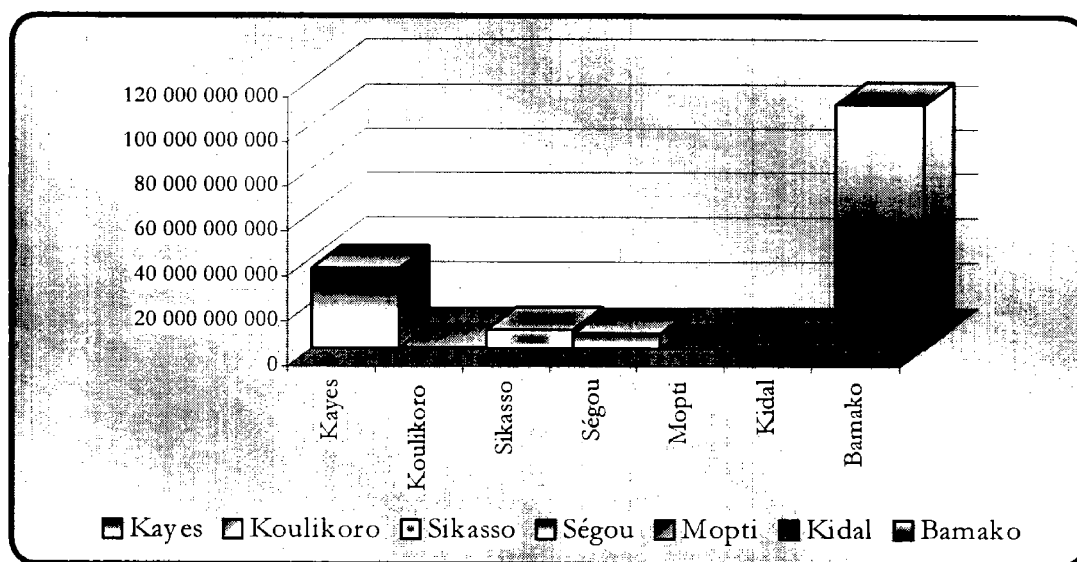
Le volume des investissements réalisés par les grandes entreprises s'élève en 2003 à environ 160 milliards 497 millions de FCFA. Ce volume d'investissement est ventilé suivant diverses caractéristiques des entreprises.

2.1 Investissement par région

Tableau N° 20 : Répartition du volume d'investissements réalisés en 2003 et le ratio investissement/chiffre d'affaires suivant la région de localisation de l'entreprise Unité: FCFA

Régions	Investissements		Entreprises		Ratio I/CA
	Montant	%	Effectif	%	
Kayes	35 332 979 435	22	9	2	18%
Koulikoro	200 963 635	0	6	1	10%
Sikasso	8 129 743 767	5	11	3	4%
Ségou	6 609 337 230	4	12	3	23%
Mopti	70 637 119	0	5	1	2%
Kidal	933 820 946	1	5	1	76%
Bamako	109 219 796 880	68	378	89	14%
Ensemble	160 497 279 013	100	425	100	13%

Graphique N° 9 Répartition du volume des investissements des grandes entreprises suivant la région



A l'instar du nombre de grandes entreprises, la plus grande partie des investissements est réalisée dans la région de Bamako, un peu plus de 68%. Par contre, la région de Sikasso, qui se classe en quatrième position en terme du nombre d'entreprises, se classe en deuxième position en termes d'investissements réalisés au cours de l'année 2003, avec un peu plus de 22% des investissements réalisés.

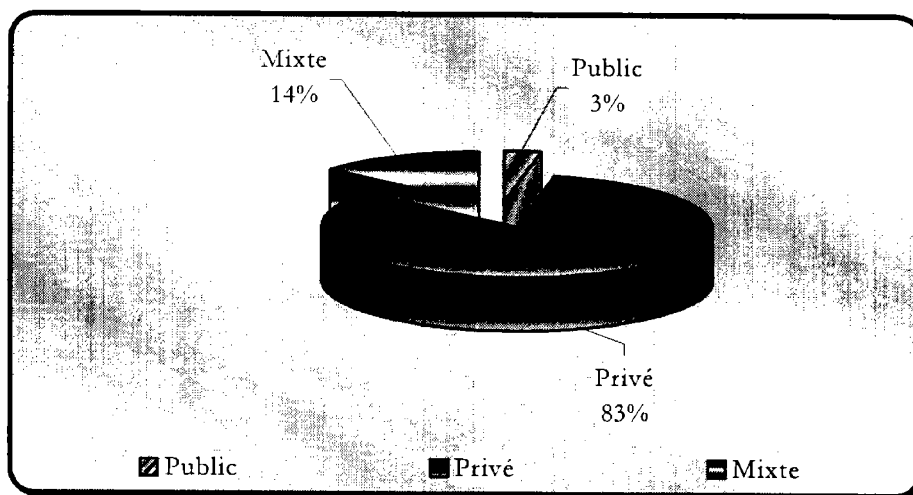
Le ratio investissements/chiffre d'affaires est un indicateur qui permet d'évaluer la part du chiffre d'affaires que les grandes entreprises investissent dans leurs activités pour améliorer leurs outils de production. Son niveau peut influencer le rythme de renouvellement des immobilisations. Ainsi, on constate que le ratio investissements/chiffre d'affaires est de 13% au niveau national. Ce niveau de ratio est moyen et varie beaucoup d'une région à l'autre. Pour les grandes entreprises de la région de Kidal ce ratio est le plus élevé, 76%. Pour celles de Bamako, le ratio s'établit à 14%.

2.2 Investissements réalisés en 2003 et le Régime de propriété des entreprises

Tableau N° 21 : Répartition du volume des investissements 2003 suivant le Régime de propriété de l'entreprise Unité: FCFA

Régime de propriété	Investissements		Entreprises		Ratio I/CA
	Montant	%	Effectif	%	
Public	4 970 604 951	3	8	2	58%
Privé	132 468 449 638	83	407	96	12%
Mixte	23 058 224 424	14	9	2	15%
Ensemble	160 497 279 013	100	425	100	13%

Graphique N° 10 : Répartition des investissements des grandes entreprises du Mali suivant le Régime de propriété



En 2003, les grandes entreprises privées ont réalisé l'essentiel des investissements, environ 83%, suivies des entreprises mixtes, qui ont réalisé environ 14% des investissements. Les entreprises publiques n'ont réalisé qu'un peu plus de 3% de l'ensemble des investissements réalisés en 2003 par les grandes entreprises.

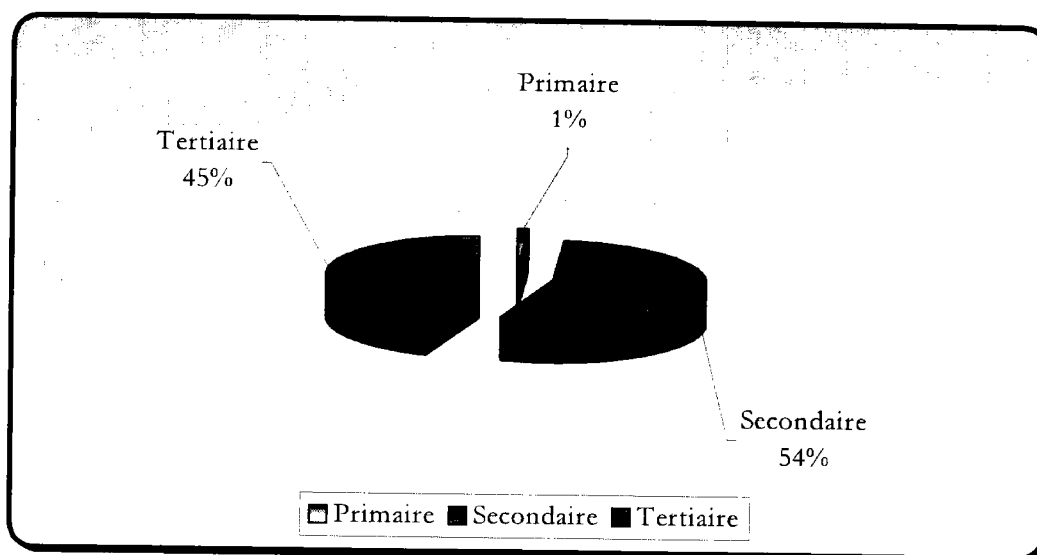
Il ressort que ce sont les grandes entreprises publiques qui présentent le ratio investissements/CA le plus élevé, 58%, suivies des entreprises mixtes. Les entreprises privées enregistrent le ratio le plus faible, 12%. Elles réinvestissent donc peu.

2.3 Investissements, secteur et branche d'activité principale

Tableau N° 22 : Répartition du volume des investissements et du ratio investissements/chiffre d'affaires de 2003 suivant le secteur et la branche d'activité principale de l'entreprise Unité: FCFA

Branche d'activité	Investissements				Ratio i/CA
	Montant	%	Effectif	%	
Agriculture, chasse et sylviculture	1 390 037 859	1	8	2	9%
<i>Secteur primaire</i>	<i>1 390 037 859</i>	<i>1</i>	<i>8</i>	<i>2</i>	<i>9%</i>
Activités extractives	38 160 102 625	24	15	4	10%
Activités de fabrication	10 537 294 126	7	54	13	6%
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	30 236 797 257	19	29	7	14%
Construction	8 692 906 802	5	47	11	15%
<i>Secteur secondaire</i>	<i>87 627 100 810</i>	<i>55</i>	<i>146</i>	<i>34</i>	<i>11%</i>
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles	48 746 114 700	30	139	33	19%
Hôtels et restaurants	2 839 751 411	2	12	3	42%
Transports, activités des auxiliaires de transport et commun	9 001 479 779	6	32	8	26%
Activités financières	4 454 155 463	3	29	7	12%
Immobilier, location et services aux entreprises	5 998 736 049	4	25	6	52%
Activités d'administration publique	180 662 150	0	12	3	5%
Education	105 313 027	0	8	2	0%
Santé et action sociale	69 459 834	0	5	1	5%
Activités à caractère collectif ou personnel	80 094 905	0	5	1	3%
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel dom	4 373 026	0	2	1	1%
<i>Secteur tertiaire</i>	<i>71 480 140 344</i>	<i>45</i>	<i>268</i>	<i>63</i>	<i>18%</i>
Ensemble	160 497 279 013	100	425	100	13%

Graphique N° 11 : Répartition des investissements des grandes entreprises du Mali par secteur d'activité en 2003



Les investissements réalisés en 2003 par les grandes entreprises du secteur primaire ne représentent qu'environ 1% de l'ensemble des investissements. Le volume des investissements réalisés par les entreprises du secteur secondaire a représenté 54 % du total des investissements et celui des entreprises du secteur tertiaire, 45 %.

La répartition du volume des investissements suivant la branche d'activité principale de l'entreprise apporte un nouvel éclairage. S'il confirme la domination des branches d'activité "commerce", « réparation et maintenance » avec un peu plus de 30% des investissements réalisés par les grandes entreprises en 2003, il montre le dynamisme des branches "Activités extractives" et "Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau" en matière d'investissement. En effet, bien que ne représentant respectivement que 3,8% et 7% du nombre total des grandes entreprises, elles ont réalisé respectivement environ 24% et 19% du volume total des investissements des grandes entreprises maliennes en 2003. La part du volume des investissements des entreprises agricoles est inférieure à 1%.

Le tableau ci-dessus montre que le secteur tertiaire présente un ratio de 18% contre 11% pour le secteur secondaire et 9% pour le secteur primaire. Relativement aux branches d'activité principale, ce sont les entreprises de la branche "Immobilier, location et services aux entreprises" qui affichent le ratio le plus élevé, 52%, suivies des hôtels et restaurants, 42%, et des entreprises de la branche "Transports? Activités des auxiliaires de transport", 26%.

2.4 Investissements et nationalité du gérant

Tableau N° 23 : Répartition du volume d'investissements réalisés et du ratio I/CA suivant la nationalité du gérant Unité: FCFA

Nationalité	Investissements		Entreprises		Ratio I/CA
	Montant	%	Effectif	%	
Malienne	75 347 318 061	47	278	65	21%
Zone UEMOA (sauf Mali)	1 131 577 590	1	18	4	2%
Africaine non UEMOA	7 928 887 329	5	7	2	90%
Non africaine	41 082 578 072	26	86	20	6%
ND	35 006 917 961	22	36	9	19%
Ensemble	160 497 279 013	100	425	100	13%

En 2003, ce sont les entreprises dirigées par des gérants de nationalité malienne qui ont le plus investi avec 47% du total des investissements de l'année, suivies des entreprises dont le gérant est de nationalité non africaine, environ 26%.

Au niveau du ratio I/CA, on constate que les entreprises dirigées par des africains non UEMOA ont enregistré un ratio I/CA de 90%. Le ratio des entreprises dirigées par des maliens s'établit à 21% et celui des entreprises gérées par des non africains se situe à 6%.

2.5 Investissements et âge du gérant en 2003

Tableau N° 24 : Répartition des investissements et du ratio I/CA en 2003 suivant l'âge du gérant

Groupe d'âge	Investissements en FCFA		Entreprises		Ratio I/CA
	Volume (en FCFA)	%	Effectif	%	
25 – 29 ans	38 201 173	0	2	1	4%
30 – 39 ans	7 991 002 010	5	53	13	18%
40 – 49 ans	58 669 202 774	37	145	34	15%
50 – 55 ans	31 454 619 673	20	80	19	8%
Plus de 55 ans	31 158 435 975	19	99	23	15%
ND	31 185 817 408	19	46	11	15%
Ensemble	160 497 279 013	100	425	100	13%

La plus grande partie des investissements des grandes entreprises a été réalisée par les entreprises dirigées par des patrons adultes, c'est-à-dire âgés de 40 – 49 ans, 37% des investissements. Les entreprises dirigées par des gérants de plus de 55 ans réalisent un peu moins de 20% des investissements totaux de l'année 2003. Au total, les entreprises dirigées par les adultes de plus de 40 ans réalisent 95% des investissements des grandes entreprises. Les entreprises dirigées par les jeunes patrons de moins de 40 ans n'ont réalisé que seulement 5% de l'ensemble des investissements des grandes entreprises en 2003.

3 Coût de la main-d'œuvre

Le coût de la main d'œuvre permet d'évaluer l'ensemble des coûts supportés par l'employeur pour l'emploi de la main d'œuvre. La notion statistique du coût de la main d'œuvre englobe la rémunération du travail accompli, les versements pour les heures rémunérées mais non effectuées, les primes et gratifications, les dépenses de sécurité sociale à la charge de l'employeur, les coûts de formation professionnelle et autres avantages (en nature, logement, transport, etc.). Plus la main d'œuvre coûte plus elle tend à décourager les investisseurs.

En 2003 les grandes entreprises ont eu un coût total de la main-d'œuvre d'environ 117 milliards de francs. Le poids du coût de la main d'œuvre dans le chiffre d'affaires des grandes entreprises c'est-à-dire le pourcentage du coût de la main-d'œuvre par rapport au volume de chiffre d'affaires (Ratio MO/CA) est faible, 9%.

Sur l'ensemble du coût total de la main-d'œuvre, la masse salariale se chiffre à environ 95,6 milliards. La part des salaires dans le coût de la main-d'œuvre est d'environ 83%.

3.1 Coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises du Mali et région en 2003

Tableau N° 27 : Répartition du coût de la main-d'œuvre 2003 des grandes entreprises du Mali suivant la région. Unité: FCFA

Régions	Coût de la main-d'œuvre			Masse salariale			Charges patronales	
	Montant	%	Ratio M.O/CA	Montant	%	Part Salaires dans la M.O	Montant	%
Kayes	16 036 950 478	14	8%	12 131 665 316	13	76%	3 905 285 162	19
Koulikoro	152 035 849	0	7%	130 283 319	0	86%	21 752 530	0
Sikasso	6 666 168 200	6	3%	5 539 490 421	6	83%	1 126 677 780	6
Ségou	7 260 955 464	6	25%	6 525 074 903	7	90%	735 880 561	4
Mopti	121 951 437	0	3%	113 587 607	0	93%	8 363 829	0
Kidal	97 344 837	0	8%	83 504 600	0	86%	13 840 237	0
Bamako	86 460 360 902	74	11%	72 045 034 329	75	83%	14 415 326 573	71
Ensemble	116 795 767 168	100	9%	96 568 640 496	100	83%	20 227 126 672	100

Toutefois, concernant le ratio I/CA, le ratio le plus élevé s'observe chez les entreprises gérées par de jeunes patrons de 30 – 39 ans, 18% et le plus faible chez celles dirigées par des patrons âgés de 25 à 29 ans.

2.6 Investissements et sexe du gérant

Tableau N° 25 : Répartition du volume des investissements et du ratio investissements chiffre d'affaires suivant le sexe du gérant de l'entreprise

Sexe	Investissements en FCFA		Entreprises		Ratio I/CA
	Volume	%	Effectif	%	
Homme	158 983 858 979	99	404	95	13%
Femme	1 513 420 034	1	21	5	6%
Ensemble	160 497 279 013	100	425	100	13%

En 2003, la presque totalité des investissements est réalisée par les entreprises dirigées par des hommes, environ 91% du total des investissements de l'année.

Il ressort du tableau ci-dessus que le ratio I/CA des entreprises dirigées par des hommes s'établit à 13% contre 6% pour les grandes entreprises dirigées par des femmes.

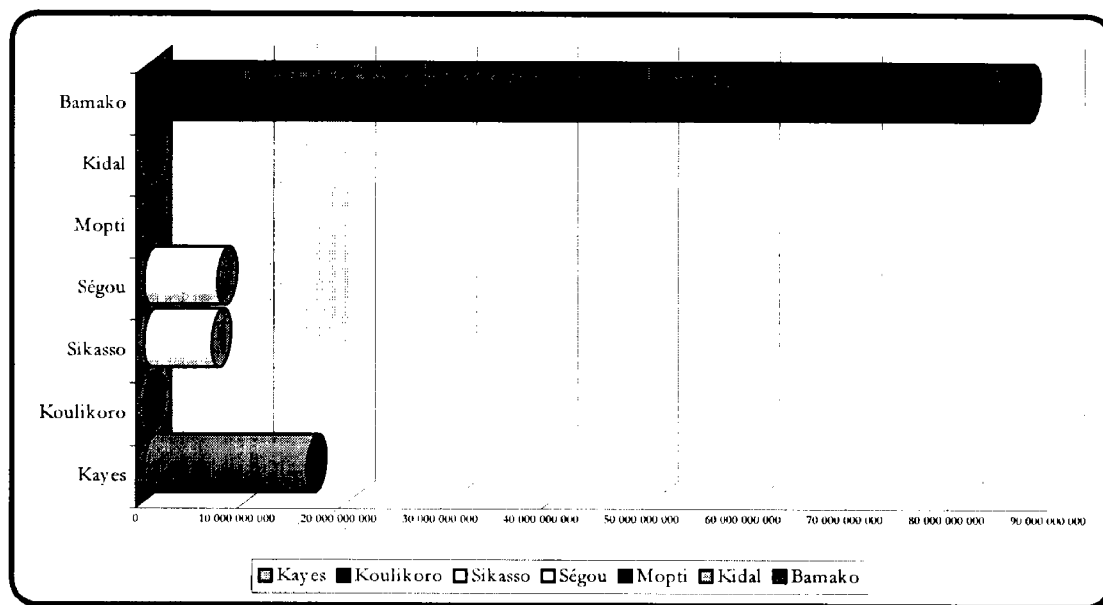
2.7 Investissements réalisés en 2003 et la taille de l'entreprise

Tableau N° 26 : Répartition du volume d'investissements 2003 des grandes entreprises suivant la taille de l'entreprise Unité: FCFA

Taille	Investissements		Entreprises		Ratio I/CA
	Montant	%	Effectif	%	
1 seule personne	25 959 858 373	16	2	1	946%
2 personnes	3 996 884	0	6	1	1%
3-5 personnes	3 539 695 641	2	77	18	15%
6-10 personnes	3 753 447 027	2	68	16	10%
11-20 personnes	12 557 797 383	8	84	20	15%
21-50 personnes	13 289 735 173	8	81	19	9%
51-100 personnes	8 163 258 298	5	49	12	4%
101-500 personnes	48 052 923 249	30	41	10	12%
Plus de 500 personnes	41 964 058 234	26	14	3	13%
Non déclaré	3 212 508 751	2	2	1	
Ensemble	160 497 279 013	100	425	100	13%

En 2003, l'essentiel des investissements des grandes entreprises a été réalisé par les entreprises de plus de 100 personnes, environ 56% de l'ensemble des investissements. Il faut remarquer la belle performance des entreprises ayant une seule personne en matière d'investissement en 2003. Cette catégorie d'entreprises a réalisé un peu plus de 16% de l'ensemble des investissements.

Graphique N° 12 : Répartition du coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises du Mali en 2003 suivant la région



On constate que le coût de la main-d'œuvre de grandes entreprises à Bamako représente 74% du coût total de la main-d'œuvre des grandes entreprises du Mali en 2003, suivi de celui de la région de Kayes, 14%. Le ratio MO/CA le plus élevé se rencontre dans la région de Ségou, 25%, suivie de Bamako, 11%.

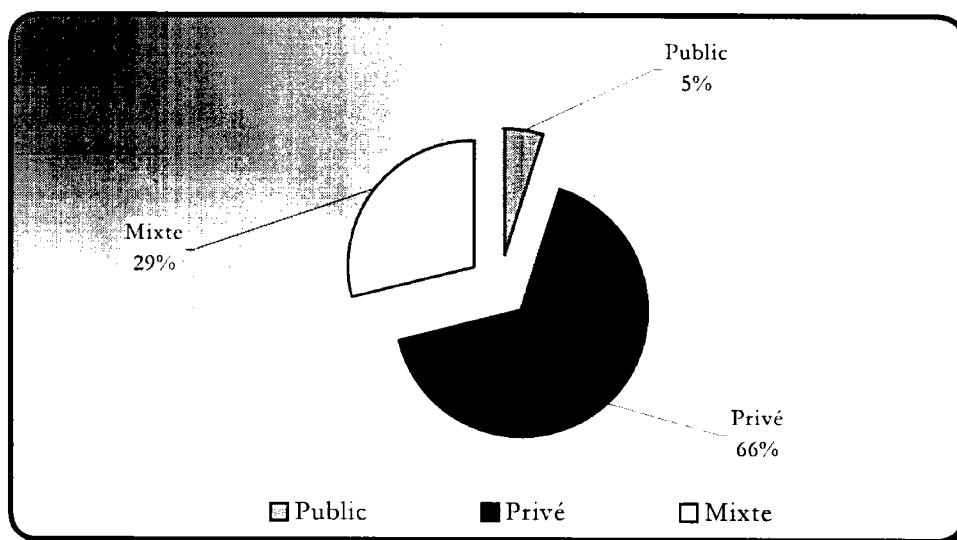
La répartition de la masse salariale suivant la région est identique à celle du coût total de la main-d'œuvre. Cependant, la part de la masse salariale, c'est-à-dire du revenu versé aux ménages, dans le coût total de la main-d'œuvre varie d'une région à l'autre. Les entreprises de la région de Mopti présentent la part la plus élevée, 93%, suivies de celles de Ségou, 90%. Ce sont les grandes entreprises de la région de Kayes qui présentent la part la plus faible, 76%.

3.2 Coût de la main-d'œuvre et Régime de propriété des grandes entreprises

Tableau N° 28 : Répartition du coût de la main-d'œuvre 2003 des grandes entreprises du Mali suivant le Régime de propriété. Unité: FCFA

Régime de propriété	Coût de la main-d'œuvre			Masse salariale			Charges patronales	
	Montant	%	Ratio MO/CA	Montant	%	Part des salaires dans la M.O	Montant	%
Public	5 977 401 578	5	70%	5 334 247 111	6	89%	643 154 467	3
Privé	77 338 396 471	66	7%	61 268 183 236	63	79%	16 070 213 235	79
Mixte	33 479 969 118	29	22%	29 966 210 149	31	90%	3 513 758 969	17
Total	116 795 767 168	100	9%	96 568 640 496	100	83%	20 227 126 672	100

Graphique N° 13 : Répartition du coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises du Mali en 2003 suivant le Régime de propriété



En terme de volume, les grandes entreprises privées en 2003 ont supporté la plus grande part du coût de la main d'œuvre des grandes entreprises du pays, 66%, suivies des entreprises mixtes, 29%. Les entreprises publiques n'ont supporté que seulement 5% du coût total de la main-d'œuvre des grandes entreprises du Mali en 2003. Les entreprises publiques ont un ratio MO/CA de 70%, contre 22% pour les entreprises mixtes et 7% pour les entreprises privées.

La part du coût de la main-d'œuvre versée aux ménages sous forme de salaire est de 90% pour les entreprises mixtes et 89% pour les entreprises publiques, contre 79% pour les entreprises privées.

3.3 Coût de la main-d'œuvre et taille des grandes entreprises maliennes

Tableau N° 29 : Répartition du coût de la main-d'œuvre 2003 des grandes entreprises du Mali suivant la taille. Unité: FCFA

Taille de l'entreprise	Coût main-d'œuvre			Masse salariale			Charges patronales	
	Montant	%	Ratio MO/CA	Montant	%	Part des salaires dans la M.O	Montant	%
1 personne	2 849 030	0	0	2 849 030	0	100%	0	0
2 pers	415 591 937	0	69	25 023 742	0	6%	390 568 195	2
3-5 pers	1 770 282 657	2	8	420 758 075	0	24%	1 349 524 582	7
6-10 pers	3 046 350 811	3	8	1 246 399 978	1	41%	1 799 950 832	9
11-20 pers	3 604 862 718	3	4	2 776 172 707	3	77%	828 690 011	4
21-50 pers	7 282 533 632	6	5	5 961 206 693	6	82%	1 321 326 939	7
51-100 pers	9 789 572 938	8	5	7 758 593 884	8	79%	2 030 979 054	10
101-500 pers	32 805 916 487	28	8	27 742 869 562	29	85%	5 063 046 925	25
Plus de 500 pers	58 077 806 956	50	17	50 634 766 823	52	87%	7 443 040 133	37
ND	212 940 977	0		212 940 977	0	100%	0	0
Total	116 795 767 168	100	9	96 568 640 496	100	83%	20 227 126 672	100

En 2003, les grandes entreprises de plus de 100 employés ont supporté l'essentiel du coût total de la main-d'œuvre, 78%. Le ratio MO/CA pour les entreprises de plus de 500 personnes est de l'ordre de 17%.

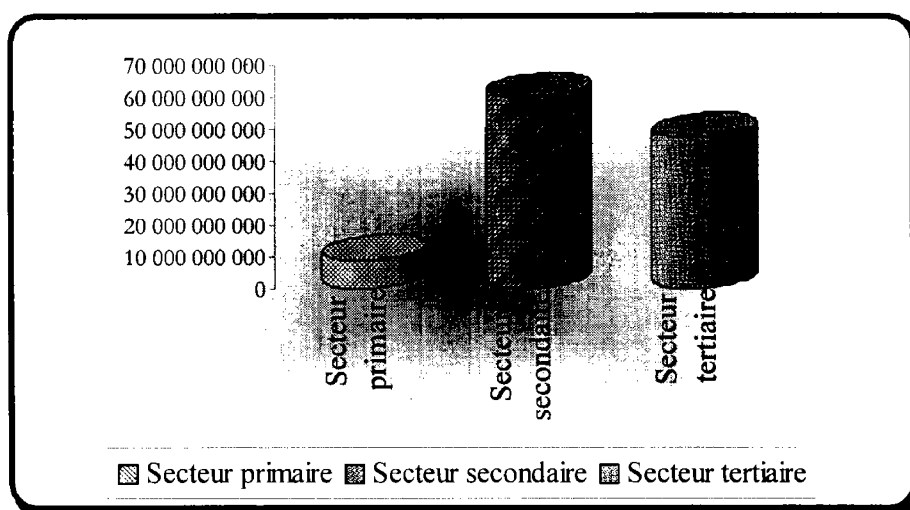
La part de la masse salariale dans le coût total de la main-d'œuvre varie beaucoup d'une classe à l'autre. Pour les entreprises d'une personne, elle est de 100%. Elle est presque monotone croissante suivant la taille de l'entreprise. Elle atteint 85% pour les entreprises de plus de 500 personnes.

3.4 Coût de la main-d'œuvre par secteur et branche d'activité principale

Tableau N° 30 : Répartition du coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises suivant le secteur et la branche d'activité principale. Unité: FCFA

Secteur et Branche d'activité	Coût de la main-d'œuvre			Masse salariale			Charges patronales	
	Montant	%	Ratio MO/CA	Montant	%	Part des sal. Dans la MO	Montant	%
Agriculture, chasse et sylviculture	9 059 594 477	8	59	8 950 316 810	9	99	109 277 667	1
<i>Secteur primaire</i>	9 059 594 477	8	59	8 950 316 810	9	99	109 277 667	1
Activités extractives	19 959 737 413	17	5	8 950 316 810	16	45	109 277 667	20
Activités de fabrication	15 669 423 795	13	8	13 386 438 561	14	85	2 282 985 235	11
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	19 428 839 793	17	9	16 573 343 575	17	85	2 855 496 218	14
Construction	5 084 032 470	4	8	4 259 906 643	4	84	824 125 827	4
<i>Secteur secondaire</i>	60 142 033 471	52	7	43 170 005 588	52	72	6 071 884 947	49
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles	19 862 853 244	17	8	14 044 385 618	15	71	5 818 467 626	29
Hôtels et restaurants	1 191 844 930	1	17	946 190 651	1	79	245 654 278	1
Transports, activités des auxiliaires de transport et commun	4 061 051 948	4	12	3 536 660 716	4	87	524 391 232	3
Activités financières	16 775 754 716	14	44	14 215 066 023	15	85	2 560 688 693	13
Immobilier, location et services aux entreprises	1 914 046 978	2	17	1 647 915 634	2	86	266 131 343	1
Activités d'administration publique	1 454 774 238	1	41	1 196 777 682	1	82	257 996 556	1
Education	547 004 464	1	2	472 195 388	1	86	74 809 076	0
Santé et action sociale	75 472 743	0	6	67 733 338	0	90	7 739 405	0
Activités à caractère collectif ou personnel	849 668 999	1	36	681 467 290	1	80	168 201 710	1
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel dom	861 666 959	1	149	725 663 572	1	84	136 003 387	1
<i>Secteur tertiaire</i>	47 594 139 219	41	12	37 534 055 912	39	79	10 060 083 307	50
Total	116 795 767 168	100	9	96 568 640 496	100	83	20 227 126 672	100

Graphique N°14 : Répartition du coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises du Mali en 2003 suivant le secteur d'activité



L'essentiel du coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises maliennes est supporté par les entreprises des secteurs secondaire (52% du total) et tertiaire (41%). Le coût de la main-d'œuvre du secteur primaire ne représente qu'environ 9% de l'ensemble du coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises. Le ratio MO/CA du secteur secondaire est de 7% contre 12% dans le secteur tertiaire. Il s'établit à 59% pour le secteur primaire. En conséquence, le coût de la main d'œuvre dans le secteur est préoccupant et serait à même de compromettre la rentabilité du secteur. A ce sujet, on se pose des questions sur la productivité du travail dans le secteur primaire.

La part de la masse salariale dans le coût de la main-d'œuvre est plus faible dans les grandes entreprises du secteur secondaire, 72% contre 79% dans celles du secteur tertiaire et 99% dans celles du primaire. On constate donc que le coût de la main d'œuvre dans le secteur primaire est essentiellement constitué de salaire.

3.5 Coût de la main-d'œuvre et nationalité du gérant

Tableau N° 31 : Répartition de la main-d'œuvre suivant la nationalité du gérant en 2003

Nationalité	Coût de la main-d'œuvre			Masse salariale			Charges patronales	
	Montant	%	Ratio MO/CA	Montant	%	Part Salaires dans MO	Montant	%
Maliennne	48 839 013 957	42	14	40 203 955 601	42	82	8 635 058 357	43
Zone UEMOA (sauf Mali)	3 968 929 832	3	7	3 712 397 577	4	94	256 532 256	1
Africaine non UEMOA	2 448 559 832	2	28	2 209 202 667	2	90	239 357 165	1
Non africaine	35 085 261 789	30	5	27 685 093 997	29	79	7 400 167 792	37
ND	26 454 001 757	23	14	22 757 990 655	24	86	3 696 011 103	18
Total	116 795 767	100	9	96 568 640 496	100	83	20 227 126 672	100

L'essentiel du coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises maliennes est supporté par les entreprises dirigées par les maliens (42% du total) et par les non-africains (30%). Le coût de la main-d'œuvre des entreprises dirigées par les patrons de nationalité UEMOA (sauf Mali) ne représente que 3% de l'ensemble du coût de la main-d'œuvre des grandes entreprises. Le ratio MO/CA des entreprises dirigées par les non-africains est de 28% contre 14% pour celles dirigées par les maliens. Il s'établit à 7% pour les entreprises dirigées par les patrons de nationalité UEMOA.

On remarque que la part de la masse salariale dans le coût de la main-d'œuvre est plus faible dans les grandes entreprises dirigées par les non-africains, 79% contre 94% pour les grandes entreprises dirigées par les patrons de nationalité UEMOA, 90% pour les entreprises dirigées par les patrons de nationalité africaine non UEMOA et 82% pour celles dirigées par les maliens.

3.6 Salaire et Coût mensuels moyens

En 2003, le salaire mensuel moyen dans les grandes entreprises au Mali s'établissait à 176.620 francs CFA. Toutefois, on relève les constats suivants :

- le salaire mensuel moyen des femmes est largement inférieur à celui des hommes : 71.131 franc CFA contre 182.569 francs CFA. Le salaire mensuel moyen des femmes est également inférieur au salaire mensuel moyen des travailleurs des grandes entreprises ;
- le salaire mensuel moyen des jeunes de moins de 40 ans est en général inférieur à celui des adultes de 40 à 55 ans. On constate par ailleurs que plus l'âge avance plus le salaire mensuel moyen croît. Ainsi, le salaire mensuel moyen des jeunes de moins de 30 ans s'élève à 91.149 francs CFA contre 241.563 francs CFA pour les adultes âgés de 40 à 49 ans ;
- c'est respectivement à Kayes et à Sikasso que le salaire mensuel moyen des travailleurs est le plus élevé avec 727.122 et 365.773 francs CFA. En effet, le niveau des salaires dans ces régions est lié à la présence d'entreprises minières qui versent pour la plupart des rémunérations intéressantes ;
- les salaires mensuels moyens sont notoirement faibles dans les régions de Kidal (26.039 francs CFA), Koulikoro (36.741 francs CFA) et Mopti (45.170 francs CFA) ;
- le salaire mensuel moyen des travailleurs des grandes entreprises de Bamako est estimé à 166.454 francs CFA et est légèrement inférieur au salaire mensuel moyen de l'ensemble des travailleurs des grandes entreprises, 176.620 francs CFA ;
- ce sont les travailleurs des grandes entreprises privées qui ont le salaire mensuel moyen le plus élevé (187.465 francs CFA), suivis des travailleurs des entreprises mixtes (171.350 francs CFA) et de ceux des entreprises publiques (118.401 francs CFA) ;
- selon les secteurs d'activité économiques, il ressort que c'est dans le secteur secondaire que le salaire mensuel moyen des travailleurs est le plus élevé (200.963 francs CFA), suivi du secteur tertiaire où le salaire mensuel des travailleurs est de

163.236 francs CFA. C'est dans le secteur primaire où le salaire mensuel moyen des travailleurs est le faible, 133.856 francs CFA ;

- selon la branche d'activité, les salaires mensuels moyens les plus élevés sont versés respectivement dans « l'Industrie extractives », 529.950 francs CFA, « les activités financières », 251.992 francs CFA et « la production et distribution d'électricité, gaz et eau », 200.963 francs CFA. Par contre, les salaires mensuels moyens les plus faibles sont perçus respectivement par les travailleurs des branches d'activité « Santé », 41.691 francs CFA, « Hôtels et restaurants », 48.149 francs CFA, « Construction », 95.847 francs CFA ;
- ce sont les travailleurs des grandes entreprises appartenant ou dirigées par des maliens qui perçoivent le salaire mensuel moyen le plus faible parmi l'ensemble des travailleurs des grandes entreprises. Les salaires mensuels moyens les plus élevés sont perçus par les travailleurs des entreprises dirigées par des africains de nationalité non UEMOA, 439.070 francs CFA suivis de ceux des entreprises dirigées par des expatriés non africains, 216.823 francs CFA.

Les charges sur les salaires dans les grandes entreprises sont relativement importantes et sont estimées à 21% du salaire. Un examen approfondi des charges selon différentes caractéristiques permet d'établir les constats ;

- les charges sur les salaires des hommes sont supérieures à celles sur les salaires des femmes, 21% contre 17,6% ;
- les charges sur les salaires sont élevées dans la région de Kayes, 32,2% ;
- c'est dans les grandes entreprises privées que les charges sur les salaires sont les plus élevées, 26,2% ;
- selon le secteur d'activité, c'est dans les entreprises du secteur tertiaire où les charges sur les salaires sont les plus élevées, 26,8% ;
- les charges sur les salaires des grandes entreprises qui ont à leur tête un malien sont importantes, 21,5%.

Le coût mensuel moyen de la main d'œuvre dans les grandes entreprises du Mali s'établit à 213.614 francs CFA. Il présente pratiquement les mêmes caractéristiques que le salaire mensuel moyen.

Tableau N° 32 : Répartition des entreprises selon les caractéristiques et le sexe

Caractéristiques	Sexe		Ensemble
	Homme	Femme	
Masse salariale	94 492 525 656	2 076 114 840	96 568 640 496
Coût de main d'œuvre	114 355 235 304	2 440 531 864	116 795 767 168
Nombre de salariés	43 131	2 432	45 563
Salaire mensuel moyen	182 569	71 131	176 620
Coût mensuel moyen de main d'œuvre	220 945	83 616	213 614

Graphique N° 15 : Répartition des entreprises selon les caractéristiques et le sexe

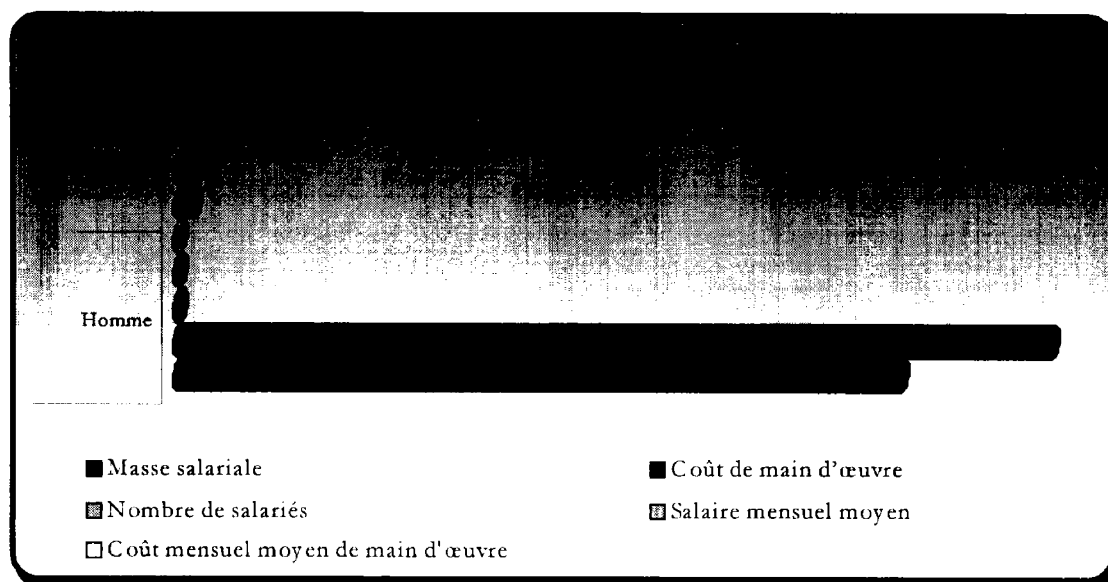


Tableau N° 33 : Répartition des entreprises selon l'âge et les caractéristiques

Groupe d'âge	Masse salariale annuelle	Coût de main d'œuvre annuel	Nombre de salariés	Salaire mensuel moyen FCFA	Coût mensuel moyen FCFA
25 – 29 ans	41 206 338	42 904 591	38	91 149	94 905
30 – 39 ans	3 946 578 949	5 441 900 302	2 896	113 559	156 586
40 – 49 ans	28 058 934 330	32 391 681 479	15 685	149 075	172 095
50 – 55 ans	29 075 897 783	35 755 624 577	10 030	241 563	297 058
Plus de 55 ans	11 733 442 193	14 596 708 041	6 857	142 607	177 407
ND	23 712 580 904	28 566 948 178	10 058	196 474	236 696
Total	96 568 640 496	116 795 767 168	45 563	176 620	213 614

Tableau N° 34 : Répartition des entreprises selon les régions et les caractéristiques

Région	Masse salariale annuelle	Coût de main d'œuvre annuel	Nombre de salariés	Salaire mensuel moyen FCFA	Coût mensuel moyen FCFA
Kayes	12 131 665 316	16 036 950 478	1 390	727 122	961 189
Koulikoro	130 283 319	152 035 849	295	36 741	42 876
Sikasso	5 539 490 421	6 666 168 200	1 262	365 773	440 168
Ségou	6 525 074 903	7 260 955 464	6 070	89 580	99 682
Mopti	113 587 607	121 951 437	210	45 170	48 496
Kidal	83 504 600	97 344 837	267	26 039	30 355
Bamako	72 045 034 329	86 460 360 902	36 068	166 454	199 760
Total	96 568 640 496	116 795 767 168	45 563	176 620	213 614

Tableau N° 35 : Répartition des entreprises selon l'âge et les caractéristiques

Régime de propriété	Masse salariale annuelle	Coût de main d'œuvre annuel	Nombre de salariés	Salaire mensuel moyen FCFA	Coût mensuel moyen FCFA
Public	5 334 247 111	5 977 401 578	3 754	118 401	132 677
Privé	61 268 183 236	77 338 396 471	27 235	187 465	236 636
Mixte	29 966 210 149	33 479 969 118	14 574	171 350	191 442
Total	96 568 640 496	116 795 767 168	45 563	176 620	213 614

Graphique N° 16 : Répartition des entreprises selon les caractéristiques et le sexe

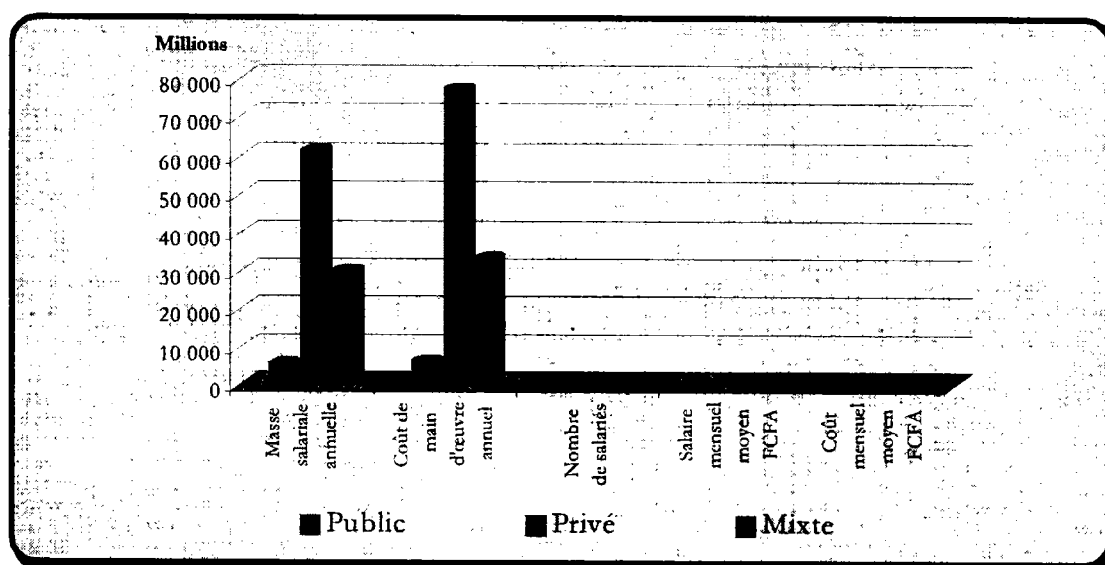


Tableau N° 36 : Répartition des entreprises selon la branche d'activité et les caractéristiques

Branche d'activité	Masse salariale annuelle	Coût de main d'œuvre annuel	Nombre de salariés	Salaire mensuel moyen FCFA	Coût mensuel moyen FCFA
Agriculture, chasse et sylviculture	8 950 316 810	9 059 594 477	5 572	133 856	135 491
Secteur primaire	8 950 316 810	9 059 594 477	5 572	133 856	135 491
Activités extractives	15 864 578 996	19 959 737 413	2 495	529 950	666 747
Activités de fabrication	13 386 438 561	15 669 423 795	9 040	123 395	144 439
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	16 573 343 575	19 428 839 793	5 530	249 762	292 795
Construction	4 259 906 643	5 084 032 470	3 704	95 847	114 390
Secteur secondaire	50 084 267 774	60 142 033 471	20 768	200 963	241 319
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles	14 044 385 618	19 862 853 244	6 164	189 863	268 521
Hôtels et restaurants	946 190 651	1 191 844 930	1 638	48 149	60 650
Transports, activités des auxiliaires de transport et commun	3 536 660 716	4 061 051 948	2 581	114 206	131 140
Activités financières	14 215 066 023	16 775 754 716	4 701	251 992	297 385
Immobilier, location et services aux entreprises	1 647 915 634	1 914 046 978	750	183 119	212 692
Activités d'administration publique	1 196 777 682	1 454 774 238	971	102 683	124 818
Education	472 195 388	547 004 464	514	76 485	88 603
Santé et action sociale	67 733 338	75 472 743	135	41 691	46 455
Activités à caractère collectif ou personnel	681 467 290	849 668 999	316	179 990	224 415
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel dom	725 663 572	861 666 959	1 392	43 457	51 601
Secteur tertiaire	37 534 055 912	47 594 139 219	19 161	163 236	206 987
ND			61	0	0
Total	96 568 640 496	116 795 767 168	45 563	176 620	213 614

Tableau N° 37 : Répartition des entreprises selon la nationalité et les caractéristiques

Nationalité	Masse salariale annuelle	Coût de main d'œuvre annuel	Nombre de salariés	Salaire mensuel moyen FCFA	Coût mensuel moyen FCFA
Maliennne	40 203 955 601	48 839 013 957	23 951	139 884	169 929
UEMOA	3 712 397 577	3 968 929 832	1 707	181 227	193 750
Afrique hors UEMOA	2 171 025 752	2 402 930 512	412	439 070	485 971
Reste du monde	27 641 818 537	35 036 362 380	10 624	216 823	274 825
ND	22 757 990 655	26 454 001 757	8 799	215 535	250 539
Total	96 568 640 496	116 795 767 168	45 563	176 620	213 614

4 Valeur ajoutée en 2003

La Valeur Ajoutée (VA) est la mesure de la production nouvelle réalisée dans une entreprise. Elle traduit la valeur que l'entreprise a effectivement ajoutée à la valeur des biens qu'elle a acheté à l'extérieur pour sa production.

Pour connaître la valeur d'une entreprise sur une période donnée, un an par exemple, on doit donc soustraire du chiffre d'affaires de l'entreprise (c'est à dire le montant de ses ventes dans l'année) le montant total des consommations intermédiaires (c'est à dire la valeur des produits achetés à d'autres entreprises pour être incorporés dans la production). On a donc, **Valeur Ajoutée brute = Chiffres d'affaires – Consommations intermédiaires**. La valeur ajoutée est dite brute car on n'a pas enlevé l'usure du capital, c'est à dire l'amortissement. L'analyse de la valeur ajoutée dans le présent rapport porte sur la valeur ajoutée brute.

Pour apprécier la création de valeur ajoutée dans une entreprise, on calcule souvent le taux de valeur ajoutée. En effet, **le taux de valeur ajoutée est le rapport entre la valeur ajoutée créée et le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise**. Il s'agit d'un indicateur qui détermine la capacité de création de richesse d'une entreprise.

Les grandes entreprises du Mali ont réalisé en 2003 une valeur ajoutée totale de 378,4 milliards de francs CFA représentant environ 30,5 % de leur chiffre d'affaires. La répartition de cette valeur ajoutée suivant différentes caractéristiques des entreprises figure ci-dessous.

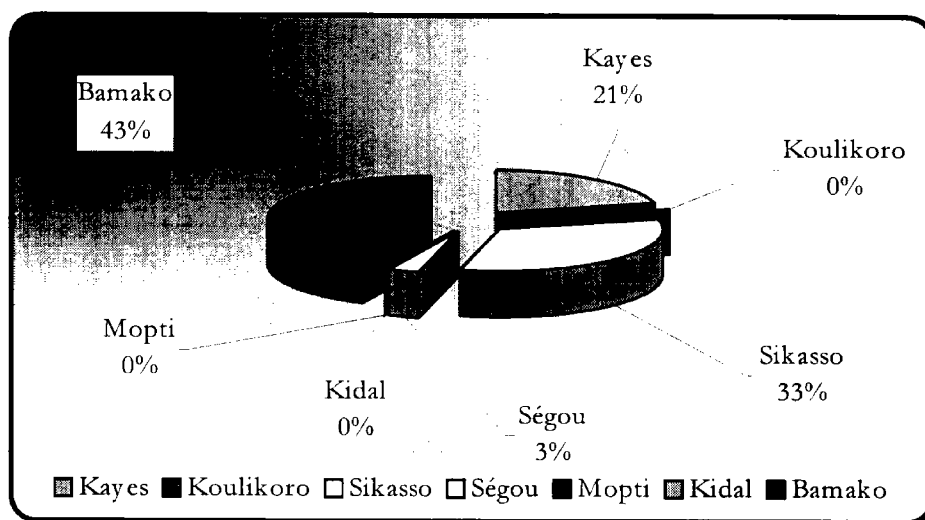
4.1 Valeur ajoutée par région

Le taux de valeur ajoutée VA/CA est le rapport en pourcentage de la valeur ajoutée et du chiffre d'affaires.

**Tableau N° 38 : Répartition de la valeur ajoutée des grandes entreprises 2003
suivant la région**

Régions	Valeur ajoutée en FCFA		Entreprises		Taux VA/CA
	Montant	%	Effectif	%	
Kayes	77 689 748 180	21	9	2	40
Koulikoro	457 047 455	0	6	1	22
Sikasso	125 009 510 886	33	11	3	61
Ségou	11 935 427 416	3	12	3	42
Mopti	82 932 688	0	5	1	2
Kidal	25 959 141	0	5	1	2
Bamako	163 261 925 581	43	378	89	20
Ensemble	378 462 551 347	100	425	100	31

**Graphique N° 17 : Répartition de la valeur ajoutée des grandes entreprises du Mali en
2003 suivant la région**



Le District de Bamako, avec 89% réalise 65% du chiffre d'affaires total des grandes entreprises, ne réalise que 43% de la valeur ajoutée totale du secteur. Par contre, les régions de Sikasso et de Kayes dont le chiffre d'affaires représente respectivement 17 % et 16% du chiffre d'affaires total des grandes entreprises réalisent respectivement 33% et 21% de la valeur ajoutée totale des entreprises. En somme, en 2003, les grandes entreprises des régions de Sikasso et de Kayes ont créé plus de richesse pour l'économie nationale que celles de Bamako.

Les entreprises de la région de Sikasso réalisent le taux de valeur ajoutée le plus élevé, 61%, suivies de celles de la région de Ségou, 42% et de celles de la région de Kayes, 40%. Le taux de valeur ajoutée des entreprises de Bamako est faible, 20%. Au niveau national, le taux observé est de 31%, est relativement faible.

4.2 Valeur ajoutée et Régime de propriétés des entreprises

Tableau N° 39 : Répartition de la valeur ajoutée 2003 suivant le Régime de propriétés des entreprises

Régime de propriété	Valeur ajoutée en FCFA		Entreprises		Taux VA/CA
	Montant	%	Effectif	%	
Public	2 557 685 138	1	8	2	30
Privé	288 078 161 134	76	407	96	27
Mixte	87 826 705 075	23	9	2	58
Ensemble	378 462 551 347	100	425	100	31

Les entreprises privées créent l'essentiel de la valeur ajoutée des grandes entreprises du pays, 76%. Les entreprises mixtes réalisent 23% de la valeur ajoutée totale. La contribution des entreprises publiques dans la création de valeur ajoutée de l'ensemble des grandes entreprises est presque nulle.

En outre on constate que le taux de valeur ajoutée des grandes entreprises privées est le plus faible, 27%. Elles ont donc créé peu de richesse en 2003 pour l'économie nationale.

Ce sont les grandes entreprises mixtes qui présentent le plus fort taux de valeur ajoutée, 58% soit plus du double de celui des entreprises privées.

Les entreprises publiques enregistrent un taux de valeur ajoutée de 30%.

4.3 Valeur ajoutée et taille de l'entreprise

Tableau N° 40 : Répartition de la valeur ajoutée créée dans l'année 2003 par les entreprises selon la taille de l'entreprise

Taille	Valeur ajoutée	%	Effectif	%
Moins de 5 employés	1 873 375 184	0,5	58	13,6
5 - 9 employés	2 378 833 606	0,6	81	19,1
10 - 49 employés	18 637 263 568	4,9	175	41,3
50 - 99 employés	19 535 502 882	5,2	49	11,6
100 - 199 employés	48 262 596 775	12,8	28	6,6
200 et plus	287 774 979 332	76	31	7,2
ND	0	0	2	0,6
Total	378 462 551 347	100	425	100

La répartition de la valeur ajoutée suivant la taille des entreprises montre que ce sont les entreprises de grandes tailles (100 salariés et plus) qui créent l'essentiel de la valeur ajoutée des grandes entreprises du pays, 89%. Les entreprises de petites tailles (moins de 10 salariés) créent très peu de valeur ajoutée.

Elle révèle en outre que le taux de valeur ajoutée des entreprises de grandes tailles est le plus élevé, 45% en moyenne pour les entreprises de plus de 100 salariés. Ces entreprises présentent des taux de valeur ajoutée trois à quatre fois supérieurs à ceux réalisés par les entreprises de petites tailles. Il ressort par ailleurs que plus la taille de l'entreprise est élevée plus elle réalise un taux de valeur ajoutée important. Ainsi, les taux de valeur ajoutée suivent une fonction dégressive des entreprises de plus grandes tailles aux entreprises de très petites tailles.

4.4 Valeur ajoutée et secteur et branche d'activité principale

Tableau N° 41 : Répartition de la valeur ajoutée et taux de valeur ajoutée de l'année 2003 par les grandes entreprises maliennes selon la branche d'activité principale

Secteur et Branche d'activité	Valeur ajoutée (en FCFA)		Entreprises		Taux VA/CA
	Montant	%	Effectif	%	
Agriculture, chasse et sylviculture	1 306 475 826	0	8	2	8
<i>Secteur primaire</i>	<i>1 306 475 826</i>	<i>0</i>	<i>8</i>	<i>2</i>	<i>8</i>
Activités extractives	200 595 456 777	53	15	4	53
Activités de fabrication	26 149 169 231	7	54	13	14
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	50 132 852 419	13	29	7	24
Construction	2 477 613 662	1	47	11	4
<i>Secteur secondaire</i>	<i>279 355 092 089</i>	<i>74</i>	<i>146</i>	<i>34</i>	<i>34</i>
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles	60 805 619 200	16	139	33	23
Hôtels et restaurants	3 118 185 454	1	12	3	46
Transports, activités des auxiliaires de transport et commun	16 341 028 004	4	32	8	47
Activités financières	7 294 283 309	2	29	7	19
Immobilier, location et services aux entreprises	5 887 874 252	2	25	6	51
Activités d'administration publique	331 869 649	0	12	3	9
Education	2 262 787 680	1	8	2	7
Santé et action sociale	52 977 839	0	5	1	4
Activités à caractère collectif ou personnel	881 145 401	0	5	1	37
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel dom	825 212 644	0	2	1	143
<i>Secteur tertiaire</i>	<i>97 800 983 432</i>	<i>26</i>	<i>268</i>	<i>63</i>	<i>25</i>
Ensemble	378 462 551 347	100	425	100	31

La quasi-totalité de la valeur ajoutée réalisée en 2003 l'a été par les entreprises des secteurs secondaire (74%) et tertiaire (environ 26%). La part de la valeur ajoutée du secteur primaire est négligeable.

Ainsi, il ressort que le secteur primaire réalise un taux de valeur ajoutée de 8% contre 34% pour le secteur secondaire et 25% pour le secteur tertiaire. On déduit donc que c'est le secteur secondaire qui, en 2003, a créé le plus de richesse dans l'économie nationale.

Concernant les entreprises du secteur secondaire, ce sont celles engagées dans les activités d'extraction qui créent la part la plus importante de la valeur ajoutée totale, 53%, suivies de celles de production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz, 13%. Les entreprises

engagées dans des activités de fabrication ne réalisent que 7% de la valeur ajoutée totale et celles de construction 1%.

Dans le secteur tertiaire, les entreprises de commerce, de réparation/maintenance ont généré 16% de la valeur ajoutée totale des grandes entreprises en 2003.

Au niveau des branches d'activité, ce sont les entreprises de la branche des industries extractives qui réalisent le taux de valeur ajoutée le plus élevé, 53%, suivies des entreprises immobilières, 51%. Les hôtels et restaurants et les entreprises de transport présentent des taux respectifs de 46% et 47%.

4.5 Valeur ajoutée et nationalité du dirigeant de l'entreprise

Tableau N° 42 : Répartition de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée de l'année 2003 par les grandes entreprises selon la nationalité du promoteur ou du gérant.
Unité: FCFA

Nationalité	Valeur ajoutée		Entreprises		Taux VA
	Volume	%	Effectif	%	
Maliennne	88 225 667 258	23	278	65	25%
Zone UEMOA (sauf Mali)	1 577 501 195	0	18	4	3%
Africaine non UEMOA	3 213 297 536	1	7	2	36%
Non africaine	227 090 227 144	60	86	20	36%
ND	58 355 858 213	15	36	9	32%
Ensemble	378 462 551 347	100	425	100	31%

Les entreprises dirigées par des gérants de nationalité non africaines ont réalisé la plus importante part de la valeur ajoutée en 2003, 60%,. Les entreprises dirigées par des patrons maliens n'ont réalisé que 23% de la valeur ajoutée totale des grandes entreprises.

Sur le plan du taux de valeur ajoutée, les entreprises dirigées par les non africains et les Africains hors UEMOA ont enregistré des taux de 36%, contre 25% pour les grandes entreprises dont les patrons sont maliens.

4.6 Valeur ajoutée et âge du patron de l'entreprise

Tableau N° 43 : Répartition de la valeur ajoutée et du taux de valeur ajoutée des entreprises en 2003 suivant l'âge du promoteur ou du gérant

Groupe d'âges	Valeur ajoutée en FCFA		Entreprises		Taux VA
	Montant	%	Effectif	%	
25 - 29 ans	223 762 526	0	2	1	21
30 - 39 ans	6 905 513 222	2	53	13	15
40 - 49 ans	155 193 447 532	41	145	34	39
50 - 55 ans	113 596 516 232	30	80	19	29
Plus de 55 ans	55 535 363 188	15	99	23	27
ND	47 007 948 648	12	46	11	23
Ensemble	378 462 551 347	100	425	100	31

Les grandes entreprises dirigées par des patrons âgés de 40 à 55 ans ont réalisé, en 2003, l'essentiel de la valeur ajoutée, 71%. Pour ce qui concerne le taux de valeur ajoutée, ce sont les entreprises dirigées par des patrons adultes de 40 – 49 ans qui ont enregistré le taux de valeur ajoutée le plus élevé, 39%, suivies de celles dont les patrons adultes sont âgés de 50 – 55ans, 29% et celles dirigées par des responsables âgés de plus de 55 ans, 27%.

4.7 Valeur ajoutée des grandes entreprises et sexe du gérant

Tableau N° 44 : Répartition de la valeur ajoutée créée dans l'année 2003 par les entreprises selon sexe du promoteur ou du gérant Unité: FCFA

Sexe	Valeur ajoutée		Entreprises		Taux VA
	Montant	%	Effectif	%	
Homme	375 040 028 522	99	404	95	31
Femme	3 422 522 826	1	21	5	13
Ensemble	378 462 551 347	100	425	100	31

Les entreprises dirigées par les hommes, qui représentent 95% de l'ensemble des grandes entreprises du Mali ont réalisé 99% du volume total de valeur ajoutée des grandes entreprises maliennes en 2003 et enregistrent un taux de valeur ajoutée de 31% contre 13% pour les grandes entreprises dont les patrons sont des femmes.

CHAPITRE III : L'EMPLOI

Au terme de l'article L1 de la loi 92-020 du 23 septembre 1992 portant Code du travail en République du Mali, est considéré comme travailleur, toute personne en activité professionnelle contre rémunération sous l'autorité d'une autre personne appelée employeur, à l'exclusion des fonctionnaires, des magistrats et les membres des forces armées.

L'emploi permanent et temporaire et les stages sont les trois formes d'emploi qu'on retrouve dans les entreprises modernes.

Sont considérés comme travailleurs permanents les salariés payés régulièrement pendant une durée relativement longue (minimum de 12 mois). Ces travailleurs doivent en principe permettre à l'entreprise de réaliser sa production régulière normale.

Les travailleurs non permanents sont utilisés à titre temporaire par l'entreprise pour réaliser des objectifs conjoncturels de production. Ils peuvent être recrutés pour quelques heures, ou quelques jours ou plusieurs mois. Ils peuvent aussi être régulièrement repris. Les entreprises du secteur moderne leur font recours pour diverses raisons:

- remplacement temporaire du personnel permanent absent (maladie, maternité, congé, etc.) ;
- hausse saisonnière ou conjoncturelle de l'activité.

Les stagiaires sont de deux sortes : les stagiaires sous contrat de qualification et les stagiaires simples ou bénévoles. Les stagiaires sous contrat de qualification sont ceux qui ont signé avec l'entreprise un contrat de 6 mois renouvelables selon les dispositions de l'arrêté n° 92-022/ P-CTSP/ 018 du 22 Février 1992.

Au Mali, suivant les résultats de l'EPAM 2004, le secteur formel employait en 2004 un effectif de 147.441 salariés qui se répartissaient comme suit :

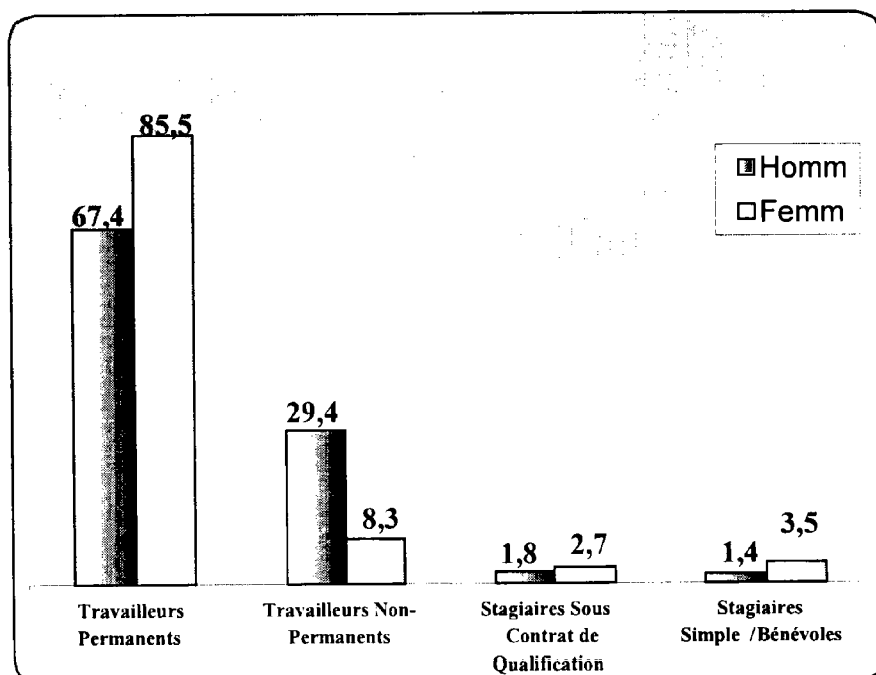
- les grandes entreprises du Mali, 46.331 salariés représentant plus de la moitié de l'ensemble des salariés du secteur formel privé ;
- les petites et moyennes entreprises (PME), c'est-à-dire celles qui réalisent moins de 200 millions de chiffres d'affaires par an, environ 40.868 travailleurs ;
- la Fonction Publique employant 51.339 agents, les ONGs et association environ 8.903 salariés.

3.1 Volume de l'emploi global selon le statut et le sexe

En 2004, les grandes entreprises du Mali employaient 46.331 travailleurs repartis comme indiqué :

- 32.202 travailleurs permanents, 69,5% ;
- 12.490 travailleurs non-permanents, 27% ;
- 1 639 stagiaires (3,5%) dont 871 sous contrat de qualification et 768 stagiaires simples ou bénévoles.

Graphique N° 18 : Volume de l'emploi global selon le statut et le sexe



Parmi les travailleurs des grandes entreprises, les hommes sont les plus nombreux, 40.988 travailleurs (88,5%) contre 5.343 femmes (11,5%).

Selon la nature des emplois occupés, on constate que plus des 2/3 des emplois sont permanents et le reste repart entre les non-permanents, 27 % et les stagiaires, 3,5%.

Bien que 88 % des emplois permanents des grandes entreprises soient occupés par les hommes, il ressort que les femmes salariées permanentes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes salariés permanents : 86 % des femmes contre 67 % des hommes.

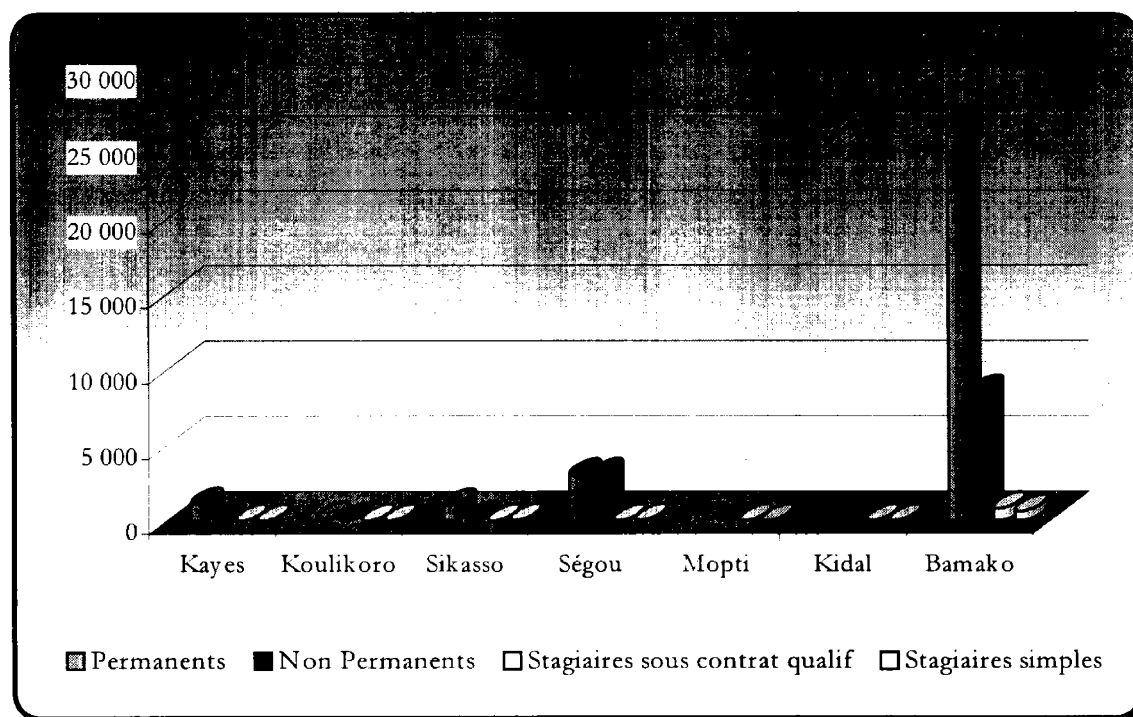
Tableau N° 45 : Volume de l'emploi selon le statut et le sexe

Statuts	Sexe				Ensemble	
	Homme		Femme		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
Travaillleurs Permanents	27 636	67,4	4 567	85,5	32 202	69,5
Travaillleurs Non-Permanents	12 046	29,4	444	8,3	12 490	27
Stagiaires Sous Contrat de Qualification	729	1,8	142	2,7	871	1,9
Stagiaires Simple/Bénévoles	578	1,4	190	3,5	768	1,7
Total	40 988	100	5 343	100	46 331	100

Tableau N° 46 : Volume de l'emploi selon la région

Région	Permanents	%	Non Permanents	%	Stagiaires sous contrat qualif	%	Stagiaires simples	Total	%
Kayes	1 112	3,4	285	2,3	1	0,1	12	1410	3,0
Koulikoro	199	0,6	92	0,7	6	0,7	7	304	0,6
Sikasso	1 047	3,2	211	1,7	12	1,4	50	1320	2,8
Ségou	3 039	9,4	3 054	24,3	11	1,2	47	6151	13,3
Mopti	105	0,3	105	0,8	0	0	1	211	0,5
Kidal	92	0,3	169	1,3	7	0,8	1	269	0,6
Bamako	26 608	82,6	8 574	68,6	834	95,7	650	36666	79,7
Ensemble	32 202	100	12 490	100	871	100	768	46331	100

Graphique N° 19 : Volume de l'emploi selon la région



Les emplois dans les grandes entreprises se concentrent dans les entreprises qui opèrent à Bamako. En effet, les grandes entreprises présentes à Bamako emploient 85% de l'ensemble des travailleurs (permanents, non permanents et stagiaires) des grandes entreprises du Mali. Elles sont suivies de très loin par celles qui sont basées à Ségou avec seulement 13,3% des travailleurs des grandes entreprises.

Parmi les travailleurs des grandes entreprises, les non permanents constituent un contingent important (27%). Toutefois, on constate que les non permanents sont beaucoup plus nombreux dans l'effectif du personnel des grandes entreprises des régions Kidal (61,7%), de

Mopti et de Ségou (50% de travailleurs). L'effectif des non permanents est relativement faible dans le personnel des grandes entreprises de Sikasso (16%), Kayes (20,4%) et Bamako (23%).

Tableau N° 47 : Volume de l'emploi selon le Régime de propriété

Régime de propriété	Perma-nents	%	Non perma-nents	%	Stagiaire sous contrat	%	Stagiaire simple	%	Total	%
Public	3 623	11,3	125	1	18	2	84	10,9	3850	8,3
Privé	21 613	67,1	5 328	42,4	445	50,8	474	61,3	27860	60,1
Mixte	6966	21,6	7 037	56,3	408	47,2	210	27,3	14621	31,6
Total	32 202	100	12 490	100	871	100	768	100	46331	100

Les emplois dans les grandes entreprises se concentrent majoritairement dans les entreprises privées. Ces entreprises emploient 60% de l'ensemble des travailleurs (permanents, non permanents et stagiaires) des grandes entreprises du Mali. Elles sont suivies de loin par les entreprises mixtes, 31,6%. Les grandes entreprises publiques emploient peu de travailleurs.

On constate par ailleurs que les non permanents sont beaucoup plus nombreux dans l'effectif du personnel des grandes entreprises mixtes, près de la moitié du personnel (48%).

Graphique N° 20 : Volume de l'emploi selon le Régime de propriété

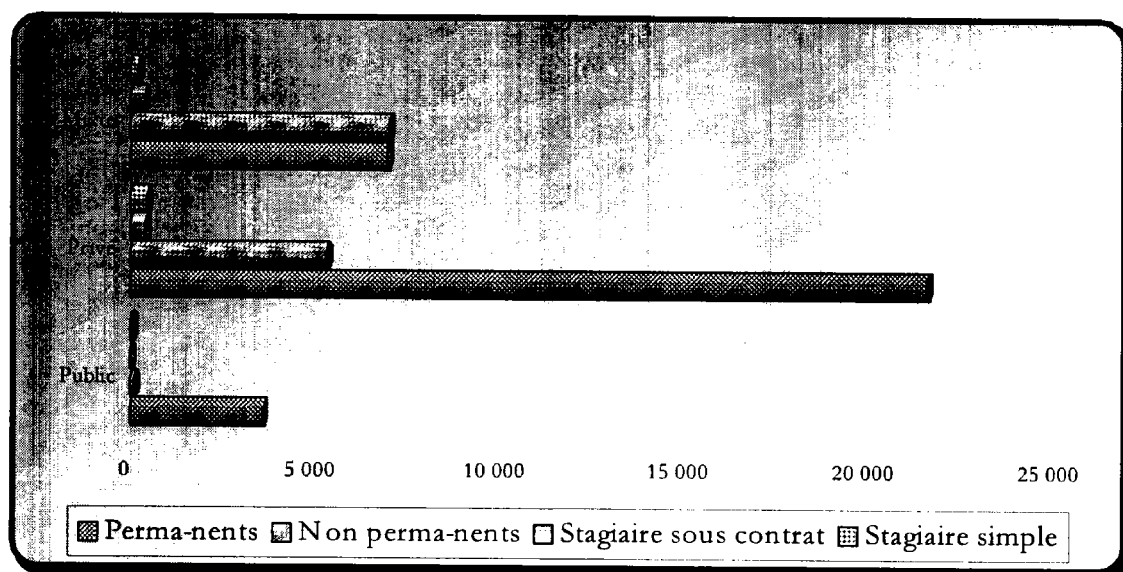


Tableau N° 48 : Volume de l'emploi selon la branche d'activité

	Permanents	%	Non permanents	%	Stagiaires sous contrat	%	Stagiaires simples	%	Total	%
Agriculture, chasse et sylviculture	2 060	6,4	3 522	28	21	2,4	224	29,2	5827	12,6
Activités extractives	2 136	6,6	360	2,9	13	1,5	13	1,7	2522	5,5
Activités de fabrication	5 352	16,5	3 708	29,5	31	3,5	43	5,5	9134	19,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	4 944	15,3	587	4,7	30	3,4	60	7,8	5621	12,1
Construction	1 923	5,9	1 776	14,1	26	3	36	4,6	3761	8,1
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles	4 364	13,5	1 334	10,7	427	49,0	81	10,4	6206	13,4
Hôtels et restaurants	1 630	5	8	0,1	8	0,9	25	3,2	1671	3,6
Transports, activités des auxiliaires de transport et commun	2 094	6,5	440	3,5	60	6,9	140	18,1	2734	5,9
Activités financières	4 377	13,5	142	1,1	208	23,8	75	9,7	4802	10,4
Immobilier, location et services aux entreprises	527	1,6	221	1,8	6	0,7	27	3,5	781	1,7
Activités d'administration publique	935	2,9	21	0,2	20	2,3	32	4,1	1008	2,3
Education	201	0,6	301	2,4	15	1,8	9	1,2	526	1,1
Santé et action sociale	71	0,2	65	0,5	0	0	4	0,5	140	0,3
Activités à caractère collectif ou personnel	308	1	5	0	5	0,5	0	0	318	0,6
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel dom	1 219	3,8	0	0	0	0	0	0	1219	2,6
ND	62	0,2	0	0	0	0	0	0	62	0,1
Total	32 202	100	12 490	100	871	100	768	100	46331	100

Les emplois dans les grandes entreprises se concentrent dans les entreprises privées qui exercent principalement dans quatre branches d'activités à savoir « Activités de fabrication, 19,7% », « Commerce, 13,4% », « Agriculture, 12,6% », « Production d'électricité, gaz, eau, 12,1% » et « Activités financières, 10,4% ». Ces entreprises emploient 68% de l'ensemble des travailleurs (permanents, non permanents et stagiaires) des grandes entreprises du Mali.

On constate par ailleurs que les non permanents sont beaucoup plus nombreux dans l'effectif du personnel des grandes entreprises qui exercent dans l'agriculture, 60% suivies de celles qui sont dans l'éducation, 57%, la construction, 47%, la fabrication, 41% et le commerce, 22%.

3.2. Caractéristiques de l'emploi permanent

3.2.1 Par âge et sexe

Plus de la moitié (59 %) du personnel permanent des grandes entreprises du secteur formel au Mali sont jeunes c'est à dire ont moins de 40 ans. Les jeunes de moins de 25 ans sont très peu nombreux dans les effectifs salariés, des grandes entreprises.

Les travailleurs de moins de 20 ans sont très peu nombreux dans les grandes entreprises. Les jeunes à cet âge sur le marché de l'emploi à la recherche d'un emploi sont généralement des déperdus scolaires ou des jeunes migrants sans qualification professionnelle. On peut donc déduire que ces jeunes rencontrent des difficultés à se faire recruter dans les grandes entreprises.

Il importe toutefois de mentionner que 644 travailleurs des grandes entreprises ont plus de 55 ans et doivent normalement bientôt partir à la retraite. Des dispositions devraient donc être prises pour assurer leur remplacement aussi bien par les entreprises que par les services publics d'emploi.

Les hommes salariés sont légèrement plus jeunes que les femmes salariées : 60 % des hommes salariés ont moins de 40 ans contre 53 % des femmes.

En somme, l'emploi permanent est essentiellement masculin et jeune en 2004. Parmi les 32 202 travailleurs permanents des grandes entreprises, 86% sont des hommes, près de 3 travailleurs sur 5 (59%) ont entre 15-39 ans.

Tableau N° 49 : Caractéristiques de l'emploi permanent par âge et par sexe

Groupe d'âges	Sexe				Ensemble	
	Homme		Femme		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
15 - 19 ans	138	0,5	14	0,3	161	0,5
20 - 24 ans	1 548	5,6	196	4,3	1 739	5,4
25 - 29 ans	4 892	17,7	785	17,2	5 668	17,6
30 - 39 ans	9 894	35,8	1 420	31,1	11 335	35,2
40 - 49 ans	7 600	27,5	1 352	29,6	8 952	27,8
50 - 55 ans	2 985	10,8	754	16,5	3 703	11,5
Plus de 55 ans	580	2,1	46	1	644	2
Total	27 636	100	4 567	100	32 202	100

3.2.2 Par Catégorie Socio-Professionnelle (CSP)

L'analyse de la structure des emplois dans les grandes entreprises montre que les ouvriers et les employés sont de loin les plus nombreux avec 55 % de l'effectif total des personnels permanents. Seulement 10 % de l'effectif des salariés des grandes entreprises sont des cadres supérieurs. Ceci dénote qu'en terme d'encadrement, un cadre encadre environ 10 agents.

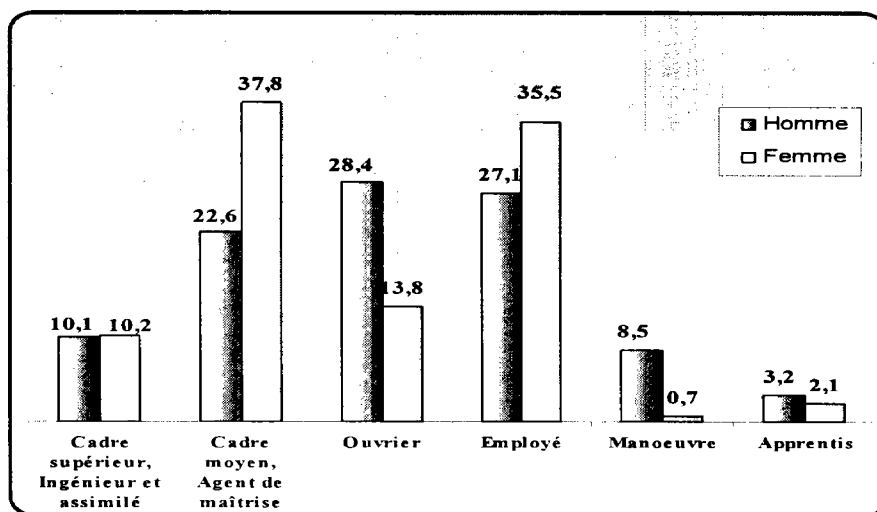
Selon le sexe, on constate que près de la moitié des femmes salariées des grandes entreprises sont des cadres (supérieurs ou moyens) contre seulement près du tiers des hommes salariés.

Tableau N° 50 : Caractéristiques de l'emploi permanent selon la CSP et le sexe

CSP	Sexe				Ensemble	
	Homme		Femme		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
Cadre supérieur, Ingénieur et assimilé	2 804	10,1	466	10,2	3 269	10,2
Cadre moyen, Agent de maîtrise	6 235	22,6	1 724	37,8	7 959	24,8
Ouvrier	7 862	28,4	628	13,8	8 490	26,3
Employé	7 498	27,1	1 620	35,5	9 118	28,4
Manœuvre	2 356	8,5	34	0,7	2 390	7,4
Apprentis	881	3,2	94	2,1	975	3
Total	27 636	100	4 567	100	32 202	100

L'essentiel des effectifs est constitué de catégories intermédiaires

Graphique N° 21 : Caractéristiques de l'emploi permanent selon la CSP et le sexe



3.2.3 Par Instruction

45 % des travailleurs des grandes entreprises sont titulaires de CAP et BT dont 30 % de détenteurs de CAP et 15 % de BT. Face à ce constat, certaines interrogations demeurent à savoir :

- la domination des travailleurs titulaires de CAP et de BT dénote-t-elle la préférence des employeurs des grandes entreprises pour les diplômes professionnels ?
- les cursus des formations professionnelles correspondent-ils plus aux besoins des entreprises que ceux des formations supérieures ou académiques ?

Seulement 12 % de l'effectif des travailleurs des grandes entreprises sont titulaires d'une licence au plus.

Il est important de noter que près du tiers du personnel permanent travaillant dans les grandes entreprises du secteur formel n'ont aucun diplôme, phénomène beaucoup plus fréquent chez les hommes, 35 % que, chez les femmes, 13 %.

Les femmes salariées titulaires d'un diplôme sont les plus nombreuses : 87 % contre 65 % des hommes.

Tableau N° 51 : Caractéristiques de l'emploi permanent selon le diplôme et le sexe

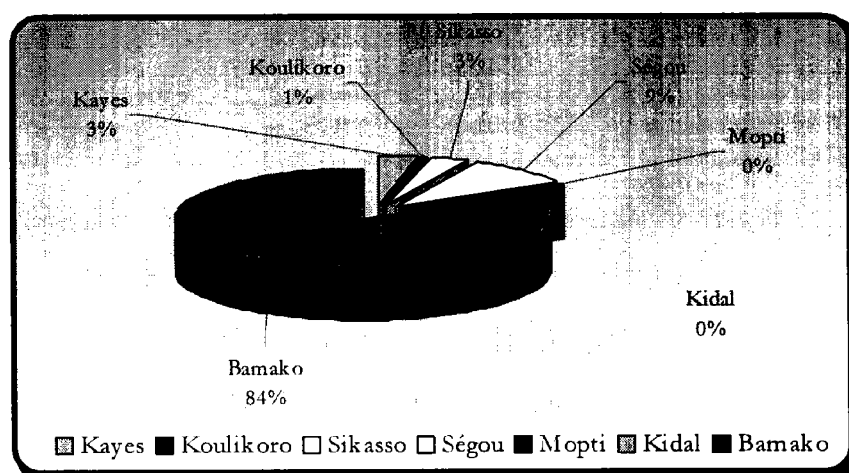
Diplômes	Sexe				Ensemble	
	Homme		Femme		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
Sans diplôme	9 673	35	593	13	10 266	32,3
CAP	8 109	29,3	1 417	31	9 526	29,5
BT	3 900	14,1	1 048	23	4 948	15,2
DUT/BTS/DUTS	2 349	8,5	779	17,1	3 128	9,5
Licence	509	1,8	135	3	645	2
Maîtrise	2 125	7,7	330	7,2	2 455	7,6
DEA et Plus	970	3,5	264	5,8	1 234	3,8
Total	27 636	100	4 567	100	32 202	100

3.2.4 Emploi selon la région

Tableau N° 52 : Répartition des effectifs du personnel permanent employé en 2004 selon la région

Régions	Personnel permanent employé en 2004		
	Effectif	%	Nombre d'entreprises
Kayes	1 112	3,4	8
Koulikoro	199	0,6	6
Sikasso	1 047	3,2	11
Ségou	3 039	9,4	12
Mopti	105	0,3	5
Kidal	92	0,3	5
Bamako	26 788	82,7	379
Ensemble	32 382	100	425

Graphique N° 22 : Répartition des effectifs du personnel permanent employé en 2004 selon la région



On note une très forte concentration des emplois des grandes entreprises dans le District de Bamako. En effet, les grandes entreprises de la capitale économique, Bamako emploient près de 83% de l'ensemble du personnel des grandes entreprises du Mali. Elles sont suivies de très loin par les entreprises de Ségou avec seulement 9% de l'ensemble des travailleurs des grandes entreprises.

3.2.5 Emploi selon le Régime de propriété de l'entreprise

Tableau N° 53 : Répartition des effectifs du personnel permanent employé en 2004 selon le Régime de propriété

Régime de propriété	Personnel permanent employé en 2004		
	Effectif	%	Nombre d'entreprises
Public	3 632	11,2	8
Privé	21 613	66,7	407
Mixte	7 136	22	9
Ensemble	32 382	100	425

Les deux tiers des travailleurs des grandes entreprises se trouvent dans les entreprises privées. La structure des emplois dans le secteur productif s'est complètement inversée avec la restructuration du secteur des sociétés et entreprises d'Etat à la faveur de la mise en œuvre des différents programmes d'ajustement structurel. On constate ainsi que ce sont les entreprises publiques qui emploient le moins de travailleurs dans les grandes entreprises.

3.2.6 Emploi selon la branche d'activité

Tableau N° 54 : Répartition des effectifs du personnel permanent employé en 2004 selon la branche d'activité principale

Branche d'activité	Personnel Permanent employé en 2004						
	Homme		Femme		Total		%
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	
Agriculture, chasse et sylviculture	1 906	6,9	142	3,1	2 048	6,4	1,9
Activités extractives	2 056	7,4	68	1,5	2 124	6,6	3,3
Activités de fabrication	4 854	17,6	469	10,3	5 323	16,5	12,7
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	4 432	16	484	10,6	4 916	15,3	6,6
Construction	1 830	6,6	82	1,8	1 912	5,9	11,1
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles	3 595	13	744	16,3	4 339	13,5	33,0
Hôtels et restaurants	1 507	5,5	114	2,5	1 621	5	2,8
Transports, activités des auxiliaires de transport et commun	1 886	6,8	197	4,3	2 083	6,5	7,5
Activités financières	2 668	9,7	1 685	36,9	4 352	13,5	7,1
Immobilier, location et services aux entreprises	419	1,5	105	2,3	524	1,6	5,9
Activités d'administration publique	660	2,4	270	5,9	930	2,9	2,8
Education	161	0,6	39	0,9	200	0,6	1,9
Santé et action sociale	48	0,2	22	0,5	71	0,2	1,2
Activités à caractère collectif ou personnel	205	0,7	101	2,2	306	1	1,2
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel dom	1 375	5	16	0,4	1 392	4,3	0,5
ND	33	0,1	28	0,6	61	0,2	0,5
Total	27 636	100	4 567	100	32 202	100	100,0

59% des travailleurs des grandes entreprises se concentrent dans les entreprises exerçant dans les branches d'activité « Activité de fabrication, 16,5% », « Production électricité, gaz, eau, 15,3% », « Commerce, 13,5% » et « Activités financières, 13,5% ».

CHAPITRE 4 : MOUVEMENT DU PERSONNEL

4.1 Emplois créés

Au cours de l'année 2004, les grandes entreprises du secteur formel au Mali ont créé 12 622 emplois. On constate que les $\frac{3}{4}$ (75 %) des travailleurs recrutés sont des non-permanents. 95% des travailleurs recrutés dans l'année sont des hommes.

Toutefois, par rapport à la nature des emplois occupés, on constate que les femmes sont moins concernées par les emplois précaires que les hommes. En effet, 63,4% des femmes recrutées en 2004 occupent des emplois permanents contre seulement 23,4% des hommes.

Tableau N° 55 : Caractéristiques des emplois créés en 2004 selon le statut et le sexe

Statut	Sexe				Ensemble	
	Homme		Femme		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
Personnel Non-Permanent	9 182	76,6	233	36,6	9 415	74,6
Personnel Permanent	2 803	23,4	404	63,4	3 207	25,4
Total	11 985	100	637	100	12 622	100

4.1.1 Caractéristiques des emplois permanents créés

4.1.1.1 Emplois créés par âge et sexe

En 2004, les grandes entreprises ont recruté 3 207 travailleurs permanents, soit un taux de recrutement de 11 %. Le taux de recrutement est le rapport du nombre de recrutements effectués et de la population totale concernée. Il ressort que 87% des emplois créés ont été occupés par les hommes contre seulement 13% par les femmes. Toutefois, le taux de recrutement est pratiquement identique pour les 2 sexes : 10% pour les hommes, 9% pour les femmes.

Au Mali les grandes entreprises recrutent surtout les jeunes de moins de 40 ans, 87,6 % des emplois créés. Toutefois, ce sont surtout des jeunes de 20 à 39 ans que les grandes entreprises recrutent (36,4% des recrutements). Par contre, elles font moins recours aux jeunes de moins de 20 ans, seulement 1,4 % des recrutements.

Cette dominance est beaucoup plus présente chez les jeunes de 30 ans avec 36,4 % de l'effectif du personnel recruté par les grandes entreprises en 2004. les jeunes femmes de moins de 30 ans sont celles qui s'insèrent le plus avec 41 % contre 35,9 % chez les hommes.

Tableau N° 56 : Caractéristiques des emplois créés en 2004 selon l'âge et le sexe

Groupe d'âge	Sexe				Ensemble	
	Homme		Femme		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
15 – 19 ans	40	1,4	4	0,9	44	1,4
20 – 24 ans	540	19,3	57	14,2	597	18,8
25 – 29 ans	1 008	35,9	166	41,0	1 173	36,4
30 – 39 ans	857	30,6	141	34,9	998	31,0
40 – 49 ans	276	9,9	27	6,6	303	9,6
50 – 55 ans	73	2,6	8	1,9	81	2,5
Plus de 55 ans	9	0,3	2	0,5	11	0,3
Total	2 803	100	404	100	3 207	100

4.1.1.2 Emplois créés par CSP et sexe

Les grandes entreprises ont majoritairement créé en 2004 des emplois d'ouvrier et d'employé (53%). On remarque que 76% des emplois créés ont été occupés par trois catégories socio-professionnelles à savoir les « Employés » 36%, les « Ouvriers » 28% et les « Manœuvres » 11,5%. Ainsi, il en résulte que les employés, les ouvriers et les manœuvres sont les emplois les plus demandés par les grandes entreprises.

Avec un effectif de 743, les cadres (supérieurs et moyens) recrutés en 2004 ne représentent que seulement 23% des recrutements effectués par les grandes entreprises.

Parmi ces cadres recrutés, on constate que 25 % sont des femmes.

Toutefois, la structure des recrutements selon le sexe diffère. Ainsi, on note que :

- 45% des femmes recrutées sont des cadres (supérieurs et moyens) contre seulement 20% des hommes ;
- 64% des hommes recrutés sont des employés ou des ouvriers contre 37% des femmes.

Tableau N° 57 : Caractéristiques des emplois créés en 2004 selon la CSP et le sexe

CSP	Sexe				Ensemble	
	Homme		Femme		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
Cadre supérieur, Ingénieur et assimilé	200	7,1	65	16,1	265	8,2
Cadre moyen, Agent de maîtrise	361	12,9	118	29,2	478	14,8
Ouvrier	839	29,9	61	15,1	900	28,2
Employé	1 057	37,7	87	21,6	1 144	35,8
Manœuvre	297	10,6	73	18	369	11,5
Apprentis	50	1,8	0	0	50	1,6
Total	2 803	100	404	100	3 207	100

4.1.1.3 Emplois créés par diplôme et sexe

Près de la moitié des travailleurs permanents (48,4%) recrutés en 2004 ne possèdent pas de diplôme. Seulement 11% des effectifs recrutés sont titulaires d'une licence et plus. Les titulaires de CAP sont de loin les plus nombreux parmi les travailleurs permanents recrutés (25%). Les titulaires du CAP et dans une moindre mesure ceux de BT, de DUT et de maîtrise sont les plus sollicités par les grandes entreprises.

83% des femmes recrutées dans les grandes entreprises sont des diplômées dont 29,2% sont titulaires de licence et plus contre 48 % d'hommes diplômés dont seulement 8,3% de titulaires de licence et plus.

Tableau N° 58 : Caractéristiques des emplois créés en 2004 selon le diplôme et le sexe

Diplômes	Sexe				Ensemble	
	Homme		Femme		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
Sans diplôme	1 453	51,8	70	17,3	1 522	48,4
CAP	723	25,8	61	15	784	24,7
BT	196	7	71	17,7	268	8,1
DUT/BTS/DUTS	198	7,1	84	20,8	282	8,4
Licence	48	1,7	23	5,8	71	2,1
Maîtrise	149	5,3	52	12,8	200	6,0
DEA et Plus	37	1,3	43	10,6	80	2,2
Total	2 803	100	404	100	3 207	100

4.1.2 Caractéristiques des entreprises créatrices d'emplois

4.1.2.1 Emplois créés par région

Au cours de l'année 2004, près de 9 emplois permanents sur 10 créés par les grandes entreprises l'ont été par les entreprises localisées à Bamako. Les grandes entreprises des autres régions ont été timides en matière de création d'emploi en 2004 à l'exception de la région de Kidal où elles ont créé 241 emplois. Il en résulte ainsi un déséquilibre régional des marchés de travail, déséquilibre qui favorise l'exode de la main d'œuvre des villes secondaires et des zones rurales vers Bamako.

Tableau N° 59 : Répartition des effectifs du personnel permanent recruté au cours de l'année 2004 selon la région

Région	Personnel permanent recruté au cours de l'année 2004	
	Effectif	%
Kayes	45	1,4
Koulikoro	11	0,3
Sikasso	38	1,2
Ségou	46	1,4
Mopti	0	0
Kidal	241	7,5
Bamako	2 825	88,1
Ensemble	3 207	100

4.1.2.2 Emplois créés selon le Régime de propriété de l'entreprise

Tableau N° 60 : Répartition des effectifs du personnel permanent recruté au cours de l'année 2004 selon le Régime de propriété

Régime de Propriété	Personnel permanent recruté au cours de l'année 2004	
	Effectif	%
Public	6	0,2
Privé	3 124	97,4
Mixte	77	2,4
Ensemble	3 207	100

Selon le statut juridique, on relève que les entreprises privées sont les plus pourvoyeuses d'emplois. Ces entreprises ont en 2004 créé la presque quasi totalité des emplois des grandes entreprises (97,4%). Elles sont suivies de loin par les entreprises mixtes qui n'ont créé que 2,4% des emplois des grandes entreprises. Les entreprises publiques ne recrutent pratiquement plus. Il en résulte que maintenant dans le secteur productif, le secteur privé a pris la relève des entreprises publiques qui, jadis étaient les plus pourvoyeuses d'emplois.

4.1.2.3 Emplois créés selon la taille de l'entreprise

Tableau N° 61 : Répartition des effectifs du personnel permanent recruté au cours de l'année 2004 selon la taille de l'entreprise

Taille	Personnel permanent recruté au cours de l'année 2004	
	Effectif	%
Moins de 5 employés	25	0,8
5 - 9 employés	243	7,6
10 - 49 employés	453	14,1
50 - 99 employés	445	13,9
100 – 199 employés	397	12,4
200 et plus	1 644	51,3
ND	0	0
Total	3 207	100

Parmi les grandes entreprises ce sont les entreprises de grandes tailles qui recrutent plus. Ainsi, 51% des recrutements des grandes entreprises ont été effectués par les entreprises de 200 salariés et plus. Les entreprises de moins de 50 salariés n'ont effectué au cours de l'année 2004 que 23 % des recrutements des grandes entreprises. Les entreprises de petites tailles (moins de 5 salariés) ont très peu recruté en 2004.

4.1.2.4 Emplois créés selon l'activité de l'entreprise

Les entreprises évoluant dans les secteurs tertiaire et secondaire ont créé en 2004 la presque quasi totalité des emplois des grandes entreprises avec respectivement 52,1% et 47,7% des emplois créés. Les grandes entreprises du secteur primaire ne créent pratiquement pas d'emplois.

Au cours de la même année, on remarque que les entreprises des branches d'activité « activités extractives », « activités de fabrication » et « construction », « hôtels et restaurants » et « commerce » ont été les plus pourvoyeuses d'emplois.

Tableau N° 62 : Répartition des effectifs du personnel permanent recruté au cours de l'année 2004 selon la branche d'activité principale

Branche d'activité	Personnel permanent recruté au cours de l'année 2004	
	Effectif	%
Agriculture, chasse et sylviculture	5	0,1
Secteur primaire	5	0,1
Activités extractives	470	14,6
Activités de fabrication	446	13,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	187	5,8
Construction	427	13,3
Secteur secondaire	1530	47,7
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles	339	10,6
Hôtels et restaurants	405	12,6
Transports, activités des auxiliaires de transport et commun	94	2,9
Activités financières	152	4,7
Immobilier, location et services aux entreprises	50	1,6
Activités d'administration publique	14	0,4
Education	10	0,3
Santé et action sociale	4	0,1
Activités à caractère collectif ou personnel	45	1,4
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel dom	551	17,2
ND	10	0,3
Secteur tertiaire	1672	52,1
Ensemble	3 207	100

4.2 Les Départs

En 2004, 1 904 travailleurs permanents ont quitté leurs emplois dont 1742 hommes (91,5 %) et 161 femmes (8,5 %). Le taux de départ dans les grandes entreprises est de 10 %. Le taux de départ est le rapport du nombre de départ et de la population des travailleurs permanents. Toutefois, le taux de départ des femmes est légèrement plus important (9 %) que celui des hommes (6 %).

4.2.1. Les motifs de départ

Les principales causes des départs des grandes entreprises sont généralement provoquées par les employeurs par suite de licenciement du personnel soit près du tiers.

Les trois premières raisons de départ des grandes entreprises sont :

- le licenciement, 29 % ;
- la fin de contrat, 28 % ; et
- la démission, 24 %.

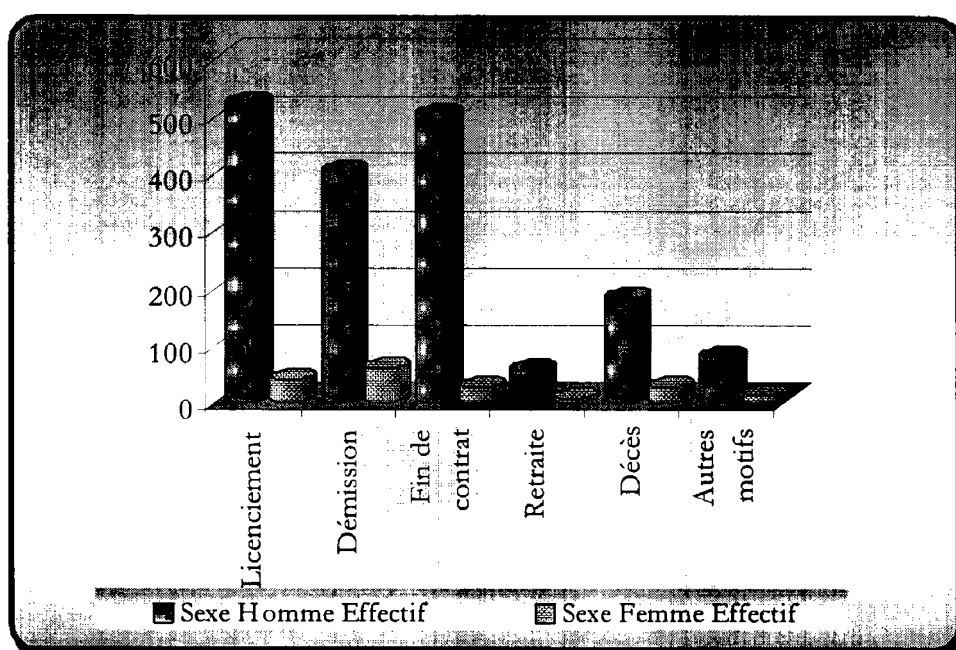
Le contrat de 525 salariés sont arrivés à terme en 2004 et n'ont pas été renouvelés.

Selon le sexe, on constate que les femmes démissionnent plus de leur emploi que les hommes.

Tableau N° 63 : Caractéristiques de l'emploi permanent selon les motifs de départ et le sexe au cours de l'année 2004

Motifs de départ	Sexe				Ensemble	
	Homme		Femme		Effectif	%
	Effectif	%	Effectif	%		
Licenciement	522	29,9	39	24,1	560	29,4
Démission	404	23,2	57	35,0	460	24,2
Fin de contrat	502	28,8	24	14,6	525	27,6
Retraite	54	3,1	6	3,6	60	3,2
Décès	182	10,5	24	14,6	206	10,8
Autres motifs	79	4,5	13	8,0	92	4,8
Total	1 742	100	161	100	1 904	100

Graphique N° 23 : Caractéristiques de l'emploi permanent selon les motifs de départ et le sexe au cours de l'année 2004



4.2.2 Les départs selon le Régime de propriété de l'entreprise

Tableau N° 64 : Départ du personnel permanent au cours de l'année 2004 selon le Régime de propriété

Régime de propriété	Départ du personnel permanent au cours de l'année 2004	
	Effectif	%
Public	27	1,4
Privé	1 777	93,3
Mixte	100	5,3
Ensemble	1 904	100

En 2004, en terme de volume, 93% des travailleurs qui ont quitté les grandes entreprises travaillaient dans les entreprises privées contre 5,3% qui travaillaient dans les entreprises mixtes et 1,4% dans les entreprises publiques.

4.2.3 Les départs selon la taille de l'entreprise

Tableau N° 65 : Départ du personnel permanent au cours de l'année 2004 selon la taille de l'entreprise

Taille de l'entreprise	Départ du personnel permanent au cours de l'année 2004	
	Effectif	%
Moins de 5 employés	8	0,4
5 - 9 employés	47	2,5
10 - 49 employés	571	30
50 - 99 employés	252	13,2
100 - 199 employés	292	15,3
200 et plus	733	38,5
Ensemble	1 904	100

En terme de volume, les départs de travailleurs des entreprises de grande taille sont les plus importants :

- 38,5% des travailleurs qui ont quitté les grandes entreprises travaillaient dans les entreprises de plus de 200 salariés ;
- 67% des travailleurs qui ont quitté les grandes entreprises travaillaient dans les entreprises de plus de 50 salariés ;

4.2.4 Les départs selon l'activité de l'entreprise

En terme de volume, les travailleurs qui ont quitté les grandes entreprises en 2004 travaillaient presque tous dans les secteurs tertiaires (48,3%) et secondaires (47,1%)

Toutefois, les départs sont plus importants dans les entreprises opérant dans les branches d'activité « Construction » et « Activités de fabrication ».

Tableau N° 66 : Départ du personnel permanent au cours de l'année 2004 selon la branche d'activité principale

Branche d'activité	Départ du personnel permanent au cours de l'année 2004	
	Effectif	%
Agriculture, chasse et sylviculture	22	1,2
Secteur primaire	22	1,2
Activités extractives	40	2,1
Activités de fabrication	323	16,9
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	105	5,5
Construction	429	22,5
Secteur secondaire	897	47,1
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles	155	8,2
Hôtels et restaurants	144	7,5
Transports, activités des auxiliaires de transport et commun	115	6,1
Activités financières	73	3,8
Immobilier, location et services aux entreprises	47	2,5
Activités d'administration publique	26	1,4
Education	9	0,5
Santé et action sociale	6	0,3
Activités à caractère collectif ou personnel	25	1,3
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel dom	380	20
ND	5	0,2
Secteur tertiaire	919	48,3
Ensemble	1 904	100

CHAPITRE V : PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES EMPLOIS

Les perspectives en matière de création d'emploi, sur la période 2005 – 2006, s'analysent en terme de prévision d'embauches que pourront faire les entreprises du secteur formel enquêtées en 2004 et les emplois emplois/métiers les plus sollicités.

5.1 Prévision de création d'emploi en 2005 et 2006

Les perspectives en terme de création d'emploi dans l'économie par les grandes entreprises s'annoncent plutôt bonne dans les prochaines années.

Ainsi, en 2005 et 2006 les grandes entreprises du Mali envisagent de créer 28 158 emplois permanents dont 5 659 (20 %) en 2005 et 22 499 (80 %) en 2006.

L'analyse des emplois à créer dans les deux années à venir montrent que :

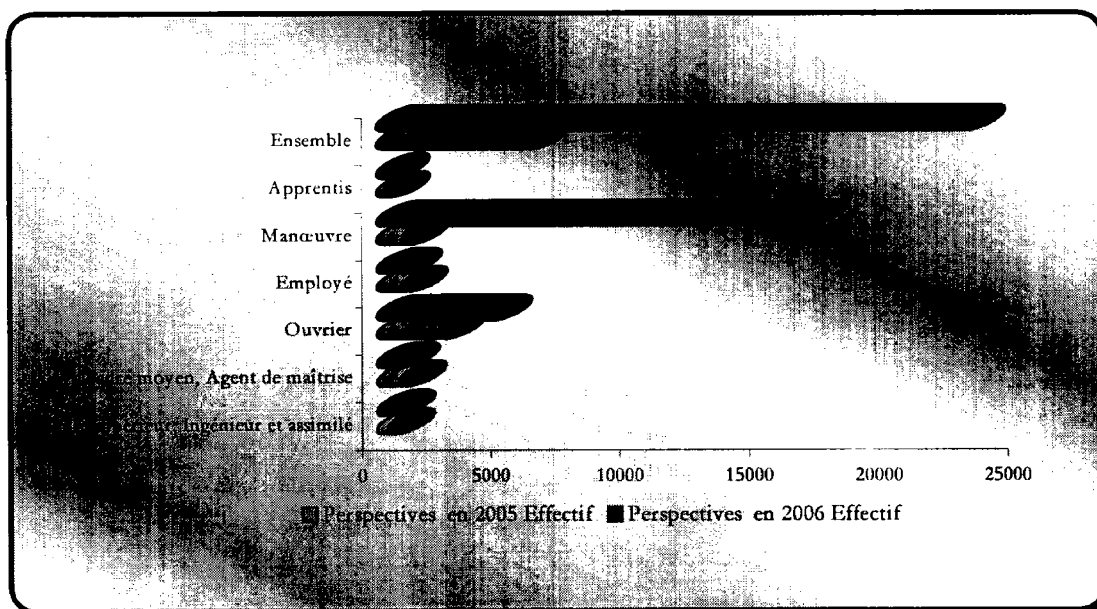
- 62 % des perspectives de recrutement seraient en faveur des manœuvres, 23 % en faveur des ouvrier et 6 % en faveur des employés ;
- 91 % des offres d'emplois seraient exprimées en faveur de 3 Catégories Socio-Professionnelles (CSP), il s'agit des Manœuvres, Ouvriers et Employés ;
- les perspectives de création d'emploi des cadres (supérieurs et moyens) dans les grandes entreprises seraient modestes, 8 % de l'effectif.

La structure des emplois à créer diffère selon les années. En 2005 ce sont les ouvriers qui seraient les plus recrutés suivis des manœuvres, tandis qu'en 2006 les manœuvres seraient les plus sollicités suivi de loin par les ouvriers.

Tableau N° 67 : Perspectives d'emploi à créer en 2005 - 2006 selon la catégorie socioprofessionnelle

CSP	Perspectives d'emploi à créer en 2005		Perspectives d'emploi à créer en 2006		TOTAL 2005-2006	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Cadre supérieur, Ingénieur et assimilé	377	6,7	391	1,7	768	2,7
Cadre moyen, Agent de maîtrise	834	14,7	582	2,6	1 416	5,0
Ouvrier	2 351	41,5	4 204	18,7	6 555	23,3
Employé	911	16,1	696	3,1	1 607	5,7
Manœuvre	941	16,6	16 403	72,9	17 344	61,6
Apprentis	246	4,3	224	1	470	1,7
Ensemble	5 659	100	22 499	100	28 158	100,0

Graphique N° 24 : Perspectives d'emploi à créer en 2005 - 2006 selon la catégorie socioprofessionnelle



5.2 Les métiers porteurs

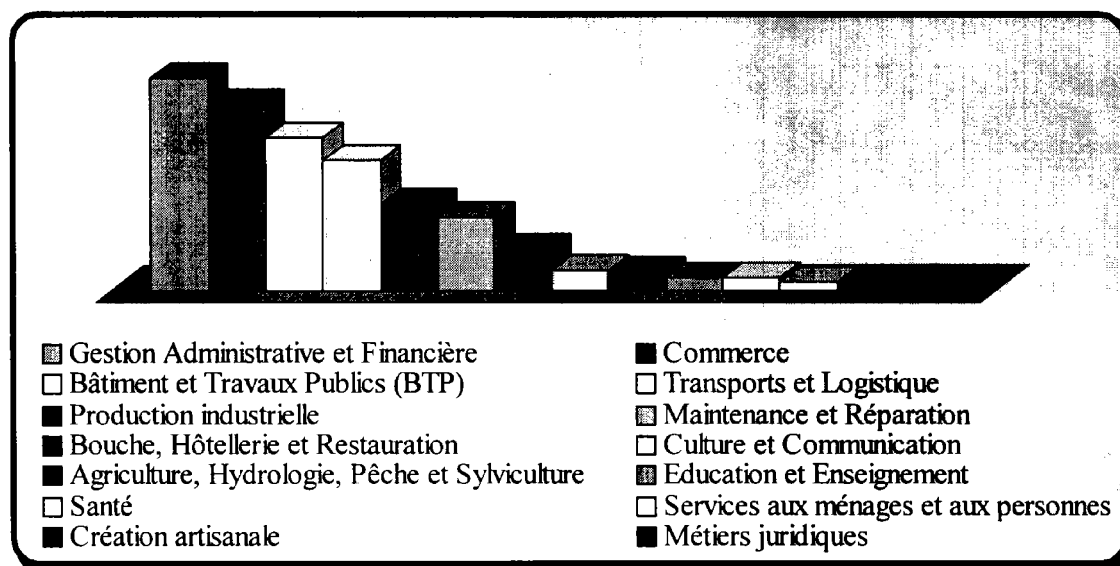
Les métiers les plus porteurs recensés dans les entreprises du secteur formel sont les métiers de Gestion Administrative et Financière, 46,4 % suivis des métiers de commerce 40,4 %, du BTP 33 %, des Transports et de la logistique 28 %, de la production industrielle 19 % et de la maintenance 16 %..

Les métiers les moins porteurs recensés au niveau de ces entreprises sont respectivement les métiers Juridiques (1,6 %) et les métiers de création artisanale (1,9 %).

Tableau N° 68 : Caractéristiques des métiers porteurs

Métiers porteurs	%
Gestion Administrative et Financière	46,4
Commerce	40,4
Bâtiment et Travaux Publics (BTP)	33,2
Transports et Logistique	28,2
Production industrielle	18,8
Maintenance et Réparation	16
Bouche, Hôtellerie et Restauration	9,1
Culture et Communication	4,7
Agriculture, Hydrologie, Pêche et Sylviculture	4,1
Education et Enseignement	3,1
Santé	3,1
Services aux ménages et aux personnes	2,2
Création artisanale	1,9
Métiers juridiques	1,6
Total	100

Graphique N° 25 : Caractéristiques des métiers porteurs



Selon la région, les métiers porteurs se présentent comme indiqué ci dessous :

- **Région de Kayes** : les métiers porteurs sont les métiers de la production industrielle, des transports et de la logistique, et de la gestion administrative et financière ;

- **Région de Koulikoro** : les métiers porteurs sont les métiers du Bâtiment et des Travaux Publics, de la maintenance/réparation, de la gestion administrative et financière, des transports et de la logistique, de la bouche/hôtellerie/restauration ;
- **Région de Sikasso** : les métiers porteurs sont les métiers des transports et de la logistique, de la maintenance/réparation, de la production industrielle, de la gestion administrative et financière ;
- **Région de Ségou** : les métiers porteurs sont les métiers des transports et de la logistique, de l'agriculture, hydrologie, pêche, sylviculture, de la gestion administrative et financière, du Bâtiment et des Travaux Publics, de la production industrielle, de la maintenance/réparation ;
- **Région de Mopti** : les métiers porteurs sont les métiers du Bâtiment et des Travaux Publics, des transports et de la logistique, les métiers juridiques et les métiers de la gestion administrative et financière ;
- **Région de Kidal** : les métiers porteurs sont les métiers du Bâtiment et des Travaux Publics, de la gestion administrative et financière, de l'éducation et de l'enseignement ;
- **District de Bamako** : les métiers porteurs sont les métiers de la gestion administrative et financière, du commerce, du Bâtiment et des Travaux Publics, des transports et de la logistique, de la production industrielle, de la maintenance/réparation.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En conclusion, on relève que les grandes entreprises investissent peu (**160,5 milliards de francs CFA en 2003**) et réalisent peu de valeur ajoutée c'est-à-dire créent peu de richesse (**378,4 milliards de francs CFA en 2003**).

Les charges sur les salaires qu'elles supportent sont relativement importantes (21 %). Le salaire mensuel moyen des travailleurs des grandes entreprises est estimé à 176.620 francs CFA en 2003. Le coût mensuel moyen de la main d'œuvre est estimé 213.614 francs CFA.

Selon la structure des emplois, on note que 30 % des emplois dans les grandes entreprises sont des emplois temporaires. 63 % des grandes entreprises exercent dans le secteur tertiaire contre 34 % dans le secondaire. Au niveau national, on constate un fort déséquilibre régional en matière de développement économique entre Bamako et les autres régions du pays. La ville de Bamako à elle seule totalise 89 %, 83 % des emplois et 80 % des emplois totaux (permanents et temporaires), 75 % de la masse salariale et 68 % des investissements des grandes entreprises. En matière d'emploi, on constate un déséquilibre notoire entre hommes et femmes. En effet, les femmes ne représentent que 14 % des emplois des grandes entreprises.

Le secteur des grandes entreprises en 2004 a créé 12 622 emplois. Parmi ces emplois créés, on note que :

- 25 % des emplois sont permanents ;
- 95 % des emplois offerts ont été occupés par les hommes ;

Les perspectives de création d'emploi s'annoncent plutôt bonnes. **En 2005-2006, les grandes entreprises envisagent de créer environ 28.158 emplois** dont : 5.659 en 2005 et 22.499 en 2006.

Les résultats de la présente étude permettent de dégager quelques pistes pour améliorer l'emploi dans les entreprises du secteur formel en général et des grandes entreprises en particulier. Parmi les plus urgentes, il convient de mentionner les approches ci-dessous.

1. **Encourager et soutenir l'investissement dans les industries pour stimuler la création de richesse dans l'économie.** La promotion des investissements doit couvrir l'ensemble du territoire national pour éviter le développement inégal des régions et freiner le phénomène d'exode rural massif vers principalement Bamako. Le Mali présente des atouts réels qui méritent d'être mis en exergue afin de susciter davantage les investissements privés. Parmi ces atouts, il y a tout d'abord la sécurité des capitaux à cause du climat social apaisé qui y règne, l'émergence d'un système démocratique authentique, l'adhésion aux principes de la bonne gouvernance et surtout le renforcement du cadre institutionnel avec la création d'un ministère chargé de la promotion des investissements et enfin l'existence d'un guide et d'un code des investissements attractifs, entre autres. L'Etat pourrait conjuguer des mesures d'incitation et des programmes d'investissements publics susceptibles de stimuler l'investissement privé.

2. **Encadrer et appuyer les grandes entreprises à travers la formation continue des travailleurs pour améliorer la productivité et la qualité des produits,** toutes choses susceptibles de concourir à la durabilité des emplois. En effet, le secteur formel est le secteur créateur d'emplois décents au Mali. Toutefois, une frange importante de la main-d'œuvre souffre malheureusement de la précarité des emplois. Le renforcement des capacités des travailleurs des grandes entreprises du secteur formel favoriserait certainement le développement des activités et améliorerait la rentabilité des entreprises. En outre, l'amélioration de la productivité des entreprises permettrait d'augmenter les investissements et d'impulser l'amélioration des revenus des travailleurs. La productivité dépend, au-delà du volume de la main-d'œuvre et de sa dotation technique, de la qualité de cette main-d'œuvre. En effet la faiblesse de la productivité est lourde de conséquence en ce qui concerne les performances du système économique, toutes choses qui agissent sur la demande de travail au niveau national (offre d'emploi). Ladite formation sera d'autant plus porteuse d'efficacité que des investissements auront tout aussi été consentis en équipements et technologies diverses pour ne pas limiter à terme les bénéfices attendus.
3. **Encourager les entreprises à créer davantage d'emplois.** Dans ce cadre, des mesures d'aide à la création d'emplois mériteraient d'être mises en place surtout que les perspectives de création d'emploi d'ici à 2007 s'annoncent plutôt bonnes dans l'économie. Des dispositions vigoureuses devraient être prises par les services publics d'emploi à savoir l'ANPE et l'APEJ pour accompagner et aider les entreprises à traduire leur projet de création d'emplois en réalité. Ces mesures seraient nécessaires pour soutenir les différents programmes d'emplois développés actuellement par l'ANPE et l'APEJ notamment les programmes de stage.
4. **Corriger les différentes discriminations qui existent sur le marché du travail notamment entre les hommes et les femmes, les différentes régions entre autres.** Il s'agit de mettre un accent particulier sur la prise en compte de la dimension genre dans tous les programmes d'emploi pour corriger les différentes discriminations. Des indicateurs bien spécifiques doivent être définis pour s'assurer de la mise en œuvre efficace desdits programmes.
5. **Améliorer l'encadrement du marché du travail et le rendement des services publics d'emplois** afin de faire face aux besoins immenses et multidimensionnels (emploi, formation professionnelle, apprentissage, etc.) des entreprises. Il urge d'adapter leurs stratégies aux réalités du marché du travail en développant un véritable partenariat avec les entreprises. En effet, on constate que les canaux formels de recherche d'emplois sont très peu fréquentés par les entreprises. Face à ce constat, les Services Publics d'emploi doivent étroitement collaborer pour assurer un meilleur encadrement du marché du travail.

ANNEXE

LISTE DES GRANDES ENTREPRISES ENQUÊTEES AU MALI EN 2004

N°	RAISON SOCIALE	SIGLE
1	Eskom Energie Manantali Sa	ESKOM SA
2	Station Shell	SHELL
3	Station Total	TOTAL
4	Société d'Exploitation des Mines d'Or de Sadiola	SEMOS SA
5	Segala Mining Corporation	SEMICO SA
6	Tanboura Mining Company/Nevsun	TAMICO SA
7	Société des Mines de Loulo Sa	SOMILO
8	Société d'Exploitation des Mines d'Or de Yatela	SEMOY
9	Entreprise Kampola Sarl	E.K
10	Etablissement Baba Sanogo Boulangerie Moderne Sanogo et Frères	BMSF
11	Compagnie Malienne de Navigation	COMANAV
12	Inacom Industries Navales et Constructions Métalliques	INACOM
13	Société Africaine de Nutrition Animale	SANA SA
14	La Sikassoise	
15	Pharmavet Kone	
16	Le Panier de la Ménagère	
17	Société Malienne de Transport Routier Etat	SOMATRIE
18	Mali Sud Labo Sarl	
19	Datong Trade Entreprise Sarl	DTF.MALI
20	Exploitation Minière	MORILA S.A
21	Société N'Diaye et Frères	SNF
22	Compagnie de Transport Yacouba Traore	Y.T
23	Etablissement Amadou O Simaga	A.O.S
24	Balanzan Transport	
25	Ould M'bareck Attaher	AOM
26	Compagnie Malienne des Textiles S.A	COMATEX
27	Agence D'exécution des Travaux d'Infrastructures et d'Equipements	AGETIER
28	Alimentation Générale Sessine Moukarzel	
29	Complexe Sucrier du Sukala Supérieur	SUKALA S.A
30	Etablissement Coulibaly et Frères (Bassirou Coulibaly)	
31	Office du Niger	O.N
32	Société de Production de Fertilisants Bactériens	PROFEBA
33	Société Mamadou Yattasseny et Frères	SOMAYAF
34	Etablissement Emilk Boussaer	
35	Etablissement Jean Bignat	
36	Entreprise Générale de Bâtiment	EGEBAT

37	Entreprise Terist	TERIST
38	Bâtir Isse Tazidert	
39	Entreprise de Construction Abyou	ECA
40	Entreprise Yacouba Belco Maiga	EMBY
41	Djigué SA	
42	Equip bail Mali	EQUIPBAIL
43	Société de Gestion du Pétrole	SGP
44	Société Djiré	
45	Sarl - Bureau Boutique Distribution	BBD
46	Société D'ingénierie en Energie	SINERGIE
47	Société Emile Achcar et Fils (Saf)	SAF
48	Société des Détergents du Mali	SODEMA
49	Restaurant Wagons Lits	SRWL
50	Ciments et Matériaux du Mali	CMM SA
51	Société Malienne de Transport	SOMATRA
52	Société Doucoure et Frères	SODOUF
53	Société Générale de Transit	SOGETRA
54	Société de Négoce International	SONIT-MALI
55	Société Malienne pour le Développement de la Production d'Art	SOMADEPA
56	Société Malienne de Construction et de Fabrique	SOMACOF
57	Associated Business Machines Mali	ABM
58	Assurances Générales de France Mali	A.G.F MALI
59	Société Malienne de Peinture et Colorant	SOMAPEC
60	Société Nouhoum Kouma	SNK
61	Society Golf Service	SGS
62	Société Interafricaine de Transit (Sitra)	SITRA
63	Polyclinique Pasteur-Medical	
64	Cigogne Sa	BANIKONO
65	Centre d'Achats de Médicaments	CAMED
66	Caisse Nouvelle d'Assurance et de Réassurance Sa	CNAR-SA
67	Société des Eaux Minérales du Mali	SEMM
68	Ste Seydou B Tounkara Et Fils	SBT
69	Tata Groupe Informatique	TATA
70	Total Mali Sa	TOTAL
71	Société des Tanneries du Mali Sa	TAMALI
72	Bramali Distribution Boisson	BRADIBO
73	Société des Brasseries du Mali	BRAMALI
74	Boulangerie Malienne Sa	BOUMA SA
75	Boulangerie Dabala Sarl	
76	Burotic Services Sa	BS SA

77	Kempinski Hotel El Farouk	K.H.L.F
78	Pâtisserie Boulangerie Express	.
79	Institut National De Prévoyance Sociale	INPS
80	Ikatel Sa	IKATEL SA
81	Groupe Achcar Mali (Entreprise Transit)	GAM
82	Gauff Ingenieur	TBG
83	Notaria Gaoussou Haidara	NATARIA
84	Compagnie Internationale de Change	COMI-
85	Générale Malienne d'Entreprises	GME
86	Centre de Formation Professionnelle en Nouvelles Technologie de l'Inf.Et	CFPNTIC-
87	Grand Distributeur Céréaliier du Mali	GDCM-SA
88	Grande Confiserie du Mali	GCM
89	Grands Moulins du Mali	GMM
90	Somassaff Entreprise	SE
91	Société Yattassaye et Compagne	SOYATT
92	Touba Mining	TM
93	Syatels Industries Sa	SI.SA
94	Transformation d'acier	SOTAMALI
95	West African Tannery	WAT
96	Avadamatex. Sa	
97	Ouma-Negoce-Suarl	OU-MA
98	Société Azar Libre Service	ALS
99	Société Bassidiki Toure	SOBATO
100	Société des Télécommunications du Mali	SOTELMA
101	Society Sidi Boubacar Bally & Fils	BALLY.SA
102	Sodef (Ste Djigue Et Frères)	SODEF
103	Pharmacie Populaire du Mali	PPM
104	Société Africaine de Peinture et Colorants	SAPEC
105	Transit Import Export	TRANIMEX
106	Saidou Kamian	S.K
107	S.A.R.L	UMAPLAST
108	Oumar Cisse	
109	Oumar Toure Lais	MICHELIN
110	Pharmacie Le Fouta	FOUTA
111	Sahel Aviation Service	SAS
112	Pharmacie Cathedrale	PC
113	Laborex Mali	LABOREX
114	New Gold Mali Sa	NGM
115	Moussa Coulibaly	
116	Moh Construction Métallique et Bâtiment	EMOCOMB

117	Etablissements Mafahaidara	EMH
118	Madjou Simpara	EMS
119	Malamine Simpara	QUEMASI
120	Entreprise Mahamadou Traore	EMATRA
121	Mahamadou Nimaga dit Bains	
122	Kenedougou Voyage	
123	Cabinet et Expertise Comptable et de Communication	EGCC
124	Maersk Mali	
125	Daouda Kone/Mondiale Commerce	MC
126	Danaya Sa	
127	Coopération Pharmaceutique Malienne	COPHARMA
128	Etablissement Djo Seydou Malle Medivet.	
129	Société Transit Domo Oulogem Sa	STE TDOSA
130	Degui Doumbia	SDD
131	Cooperation Jamana	C.J
132	Conseil Ingénieur et Recherche Appliquée	CIRA.SARL
133	Etablissements Dramane Nimaga	MONDIAL
134	Razel Mali	RDM
135	Transrail	TR
136	Colina Mali Sa	COLIMA SA
137	Compagnie d'Assurances et de Réassurance Sabu Nyuman	SN
138	Ets Niaga Tembely	
139	Télévision par Satellite	MC
140	Groupe Tennous pour le commerce	GTC
141	Société Amara Doucoure &Fils	SOADF
142	Ste Colas Agence Mali	COLAS
143	Nima Sarl	NIMA
144	Kouma Alimentation Moderne	KOUMALIM
145	Royal Air Maroc	AIR MAROC
146	Grand Grenier du Bonheur	GGB
147	Assurance Lafia Sa	
148	Gmi Audit (Groupe Malien D'informatique et D'audit)	GMI AUDIT
149	Groupe Malien d'Informatique Distribution	GMI
150	Officine Badji Soussoko	OBS
151	Star Oil Mali	
152	Megatel	
153	Mbt Sarl(Mamadou B Tounkara Sarl)	MBT SARL
154	Entreprise Mamadou Abdoulaye Camara	MAC
155	Atelier d'Architecture et d'Urbanisme	AAU
156	Timbouctou	

157	Etablissement Mama Dabita	ETS MAMA
158	Mali Catering Sa	MALI
159	Société Malienne de Promotion Hôtelière	SMPH
160	Société Sénégalaise d'Exploitation de Carrières	SOSECAR
161	Tamoil Mali Sa	TAMOIL
162	Profilage et Transformation des Métaux	TOLMALI
163	Société Tidiane Kanadji	SOTIKAF
164	Société Malienne de Financement	SOMAFI
165	Sada Sa	
166	Koni Expertise	
167	Société Industrielle de Moulage et de Revêtement	SIMOREV
168	Société Nationales des Tabacs et Allumettes du Mali Sa	SONATAM
169	Société Malienne de Produits Chimiques & Divers	SMDP
170	Usine Céramique du Mali	UCMA SA
171	Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques	UMPP
172	Unité de Formation et d'Appui aux Entreprises(Génie Civil Mines Rt	UFAE/GCMI
173	Unité de Formation et d'Appui aux Entreprises	UFAE/MB
174	Hôtel Nord Sud	SGH HOTEL
175	Askia Transit Sarl	SARL
176	Pharmacie du Carrefour de Magnambougou	DCM
177	Air Sénégal International	ASI
178	Agence de Cessions Immobilières	ACI
179	Agence Mali Management	AMM
180	Prestataire de Services	ANSER
181	Gamby Auto	
182	Etude de Mr Ahmadou Touré	EAT
183	Maîtrise d'Ouvrage Déléguée	AGETIPE
184	Société Malienne de Gardiennage et Surveillance	SOMAGES
185	Zénith Energie Développement	ZED
186	Pharmacie Mieux Vivre	PMV
187	Metalux Sarl	METALUX
188	Valimex Industrie Sa	VI
189	Louis Berger International	LB INT
190	Lido Société Anonyme	LIDO SA
191	Librairie Papeterie du Soudan Sa	LPS
192	Office Malien d'Entretien de Nettoyage et de Service	OMENES
193	Sampana	SMPANA
194	Oter Sa	OTER SA
195	Bull Afrique Mali	BULL
196	Centre de Promotion de Produits Vétérinaire	CEPROVET

197	Centre de Diagnostic Médical	CDM
198	Banque Nationale de Développement Agricole du Mali	BNDA
199	Banque Malienne de Solidarité Sa	BMS SA
200	Bagname Camara	BC
201	Bakeba Keita	BK
202	Vente d'hydrocarbures sur Commission	
203	Bureau d'Etude et d'Ingénieurs Conseils	BETICO
204	Banou Makadji	
205	Banque Commerciale du Sahel	BCS
206	Banque de Développement du Mali	BDM
207	Entreprise Oumar Konare	EOK
208	Plastique Elastomères du Mali	PEM
209	Randgold Ressource Mali Sarl	
210	Laya Karambe	
211	Société des Travaux Equipements et de Construction au Mali	STECO
212	Sgf Et F/Société Garba Fofana Et Frères	SGF ET F
213	Société Dramera et Frères	SODRAF
214	Asea Brown Boveri	ABB
215	Sotrat-Mali (Société de Transit et Transport)	SOTRAT
216	Agri 2000	AGRI 2000
217	Société d'Equipement du Mali	SEMASA
218	Air France	
219	Editions-Imprimerie du Mali Sa	EDIM-SA
220	Dhl International Mali Sarl	DHL
221	Entreprise de Construction Soukouna et Maïga	ECOSOMA
222	Compass Mali S/C Saer	CM
223	Dupé Sa	DUPE
224	Eco Bank Mali	EBM
225	Diesel Electricité Services	DES
226	Diffusion Industrielle Automobile Commerciale Fadoul au Mali	DIACFA
227	Binke Transport	BT
228	Général Electricque Mali	GEM
229	Groupe Sabbague Industrie	GSi
230	Etablissement Sidi Mohamed Sylla	ESMS
231	Entreprise Siaka Samake Construction Métalliques et Bâtiments	ESCMB
232	Service d'Experts pour les Ressources Naturelles l'Environnement au Sahel	SERNES
233	Ste Amadou Baba Konate et Frères	ABK
234	Société Internationale de Télécommunications Aeronotique	SITA
235	Général Malienne de Représentation de Commerce et d'Industrie	GEMARCI
236	SCAC Delmas Vieljeux Mali Sa	SDV-MALI

237	Société Malienne de Fabrication d'Articles Métalliques	SOMAFAM
238	Société Malienne des Jeux et de Loisirs	SMJL
239	Afrique Service	AS
240	Société Malienne de Promotion Immobilière	SOMAPIM
241	Society Industrielle. Et de Conditionnement de Mali	SICOMA
242	Société Générale d'entreprise Electromécanique	SGEEM-BTP
243	Société Bâtiment Industrie Import-Mali Sarl	BATIIM . SA
244	Société Lassana Sylla Et Fils	SLDF
245	Star Informatique Sarl	SI
246	Ags Frasers Mali Sarl	AGS MALI
247	Graphique Industrie Sa	GI SA
248	Société Malienne d'importation de Matériels Divers	SOMIMAD
249	Société Djigue Issa Et Sadio	SODIES
250	Cummins S/C Saer	
251	Société Malienne des Grand Magasins	MALIMAG
252	Société D'expertise Comptable Diarra	SEC
253	Société D'Assistance de Révision d'Expertise Comptable et d'Informatique	SARECI
254	Mali Protection des Cultures	MPC
255	Industrie Laitière de Bamako	MALI LAIT
256	Cfao Motors	CMM
257	Entreprise Souccar At Fils	ESF
258	Ets Askia Informatique Sa	EAI
259	Efica Sa (Electricité Froid Industriel Conditin D Air	EFICA
260	Emballe Mali	EMBAL
261	Entreprise Thera et Frère	ETF
262	Etablissement Amadou Keita	EAK
263	Pharmacie F Keita	PFK
264	Grand Travaux de Marseille et Herlic Sarl	GTMH
265	Fofy Industries	
266	Fabrication Plaques Immatriculées	FPI
267	Geomechanik Bohrg Sellscheff (Groupe Faraco International	GEOMECHA
268	Ethiopian Airlines	EA
269	Office National des Postes	ONP
270	Office des Produits Agricoles du Mali	OPAM
271	Informatique Télécommunications Audit	INFOCOM
272	Injelec	
273	Cabinet Makanguile	CIM
274	Société Nouvelle D'assurance Vie	SONAVIE
275	Le Babemba Sa (Société Anonyme)	
276	Multi-Mali Sa	MULTI-M

277	Malitel	MALITEL
278	Consortium D'Entreprises	CDE
279	Souleymane D Coulibaly	SDC
280	Société Soleil Service	SSS
281	Société du Pari Mutuel Urbain	PMU MALI
282	Etablissement Ousmane Toure	EOT
283	Quincaillerie Générale Ibrahima Tomota	QIT
284	Chiysler Jeep	DRCHYSLEIJ
285	Hady Fofana Tem	TEM
286	Groupement Ingénieurs Conseils pour le Développement	GID
287	Société Malienne des Piles	SOMAPIL
288	Industrie de boissons et de Glace	IBG
289	Industrie Malienne de Métallurgie de profilage Transformation	IMETAL
290	Soc Malienne d'Exploitation Hôtel	SONEHA
291	Issa Yara	
292	Informatique et Développement	I & D
293	Mati-Construction	MATI-
294	Mande Hotel-Smigh Sa	MH
295	Manutention Africaine Mali	MANUTENTI
296	Pharmacie Officine Coura	MANTALA
297	Megasat-Sa	MEGASAT
298	Etablissements Jean Azar	ETS JEAN
299	Vision des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit	JEMENI
300	Huilerie Cotonnière du Mali	HUICOMA
301	Heptare-Sarl Commerçant(Import-Export)	
302	Inter Confort Service	ICS
303	Niuma Belleza	NIUMA
304	Bcm Mali Sa	
305	Luxe Beaute Boubacar Keita	ETOILE
306	Banque Internationale.pour Le Mali	BIM-SA
307	Société Nationale des Travaux de Construction de Henan de Chine	CHECEC
308	Agri Mali Services Sa	AMS
309	Boulangerie Moderne Badjelika	BMB
310	Cfao Technologie	CFAO
311	Abou Bah	
312	Afric Diffusion	AD
313	Société Malienne de Froid d'Electricité et de Construction	SOMAFREC
314	Abdoulaye Sékou Sow	NOTAIRE
315	Ste Mohamoudou Djiré	
316	Vente de Programmes de Chaînes Etrangère	MALI TV

317	Société d'études et d'applications Chimique	SOCETEC
318	Inter Africaine de Distribution	IAD
319	Société Yattassaye-Fils	SIMPEX
320	Société Tabadou Et frère	SOTAF
321	Diarra Transport	
322	Gam Sa Générale Alimentaire Malienne	GAM SA
323	Groupe d'Ingénieurs Consultants	GIC
324	Iam Gold Mali Sarl	
325	N'Gary Transport.	
326	Office Etudes Technique Optimales et de Coordination	OFETOC
327	Société des Mines de Syama	SOMISY
328	Ste.Demenagement Internationaux Saint Michel	DISM SARL
329	Union Africaine de Transit et Transports	UATT
330	Tambadou Plastique	TP
331	Société Générale d'ingénierie d'outre-Mer de Chine	COVEC-
332	Compagnie Sahélienne d'entreprises	CSE
333	Africa-Lab Mali	
334	La Fourmi	
335	Compagnie Malienne de Développement des Textiles	CMDT
336	Société Moderne de Pneumatique Malien	SMPM
337	Air Algerie	AH
338	La Malienne de l'automobile	MA
339	Pâtisserie Restaurant Bybloss	RELAX
340	Metal Soudan	MS
341	Afribone Mali	AFRIBONE
342	African Explosive Limited	AEL MALI
343	Gaoussou Abdoul Gadre Konate	CADET
344	Résidence Kome	RK
345	Société Africaine de Chaussures et Articles en Plastique	SOACAP
346	Société Malienne de nattes en plastique et de tube Orange	SOMANAP
347	Office de Gardiennage et de Surveillance	OGS
348	Banque Internationale Pour Le Commerce Et L'industrie Au Mali	BICIM
349	Groupement des Grands Garages	GGG SA
350	Banque de l'Habitat du Mali	BHM-SA
351	Omnium Mali Sa	OMA SA
352	Badji-Bio-Medical-Equipement-Para	B.E.P
353	Imprimerie Mme Togola Maimouna	
354	Exploitation d'une Boulangerie Industrielle/Import Export	SEDF
355	Abattoir Frigorifique de Bamako Sarl	AFB
356	Cgasf-Sarl	CGASF

357	Lave Garde	AIGLE
358	Société Malienne d'Industrie pour le Bâtiment	SOMIBAT
359	Bittar Transport	BITTAR-
360	Energie du Mali Sa	EDM S.A
361	Shell Mali	

LISTE DES CAS DE REFUS

N°	RAISON SOCIALE	SIGLE
1	Mouctar Konte	
2	Lta Mali Sa	LTA
3	Assurances Lafia	
4	Société Cheickna Doucoure Et Fils	
5	Etablissement Gagny Lah	
6	Mali Lait Sa	
7	Avnel Mali Sarl	
8	Société Madala Kouma Et Frères	SOMAKOF
9	Société Karamoko Frère Et Fils	
10	Société Kagnassy Et Fils	
11	Société Ivoirienne de Raffinage	SIR
12	Matériaux de Construction Et Mobiliers De Bureaux	BATIMAT
13	Société Emaillage Galvanisation	SEG
14	Djonke Yaranangore	D-Y
15	Société Lah Et Fils	SLF
16	Société Industrielle Des Produits Alimentaires	SIPAL
17	Société Malienne Des Produits Pétroliers	SOMAPP
18	Ste Emile Dergham Et Fils	FDF
19	Sanke Transport	SANKE
20	Société Industrielle Moderne De Plastique	SIMPLAST
21	West African Drilling Services Mali Sarl	WADS
22	Wacom Informatique	WT
23	Fougerolles Internationale Mali	FIM
24	Etablissement Soumahila Diabagate	ESD
25	Mali gaz (Société Malienne Des Gaz Industriel)	MALIGAZ
26	Microstore Sarl	
27	Société d'état Chinois	SEC
28	Boulangerie du Niger	
29	Hydro-Sahel	
30	Houd Baby	
31	Horizon Cathering	

32	Bathily Textile	BATEX-CI
33	Setigui Sidibe	
34	Moolman Mining Yatela	
35	Libyan Arab Foreign Investment Comp	
36	Abdoul Wahab Moulekafou	AFRIQUE AUTO
37	Abilab Afrique de L Ouest	

LISTE DES ENTREPRISES NON-RETROUVEES

N°	RAISON SOCIALE	SIGLE
1	Ste des Brasseries et G Internationale	
2	Générale Malienne Pour le Commerce International	GMCI
3	Générale Mali de Rep.de Cce D'ind	
4	Global M 2000 Suarl	
5	Métal Mali	
6	Travaux Mobiles De Construction	TMC
7	Société Générale des Pétroles	S.G.P
8	Agence Vatech Mali	
9	Arma Export	
10	Société Internationale de Bâtiment et Génie Civil	
11	Société Malienne d'Electronique	
12	Société Malienne d'Etanchéité et de Carrel	
13	Société d'ingénieur Conseil	
14	Electric Mali	EM
15	Gite Sabunyuma	
16	Electricité Industrielle Nord France	EINF
17	Fayida Sarl	FS
18	Société Petro Mali Sarl	
19	Société mianka Energy Mining Electrical Corpo	SMEMEC
20	Somimeno	SOMIMENO
21	Hamidou Siby Dit Bainy	
22	Mamoutou Coulibaly	
23	Transit Oil	TO
24	Entreprise Nouvelle Togolaise Des Travaux	ENTT
25	Zahlco	ZAHLCO-SA
26	Entreprise Travaux Ingénierie	ETI
27	Abdoulaye Kebe	AK

LISTE DES ENTREPRISES FERMEES

N°	RAISON SOCIALE	SIGLE
1	Soumaila Diaby	ETS S.D
2	Société Ba Et Fils	SODIBAF
3	Société Commerciale Transit Et Transport	S.C.T.T
4	Société de Restauration Européen	SOSEXHO
5	Somia	SOMIA
6	Entreprise de Btp	"LE GÎTE"
7	Société de Transport Urbain de Bamako	STUB
8	Succur Coninor Compagnie Minière Or	SCCM
9	Group Fiye Mali	
10	Diedy N'diaye	ATN
11	Geo-Services International	GSI
12	Charbel Sîd Gandour	
13	Baba Diawara	
14	Société Malienne des Hydrocarbures	
15	Société Malienne de Produits Chimiques	SMPC
16	Commerce Général Du Mali	C.G.M
17	Camille Saouma	
18	Samtco	
19	Arabian American Gold	
20	Alstom Services	
21	Anglo Gold Exploration	
22	Groupe Brgm	
23	Aliou Keita	
24	Air Mali	
25	Société Malienne d'Emballage en Papier Coton	SOME PAC
26	Entreprise Africaine de Construction et d'Aménagement	EACA
27	Entreprise Travaux d'Aménagement Urbains et Ruraux	ETAUR
28	Entreprise de Travaux e d'Etudes de Projets	ETEP
29	Nord-France Entreprises Internationales-Mali	
30	Industrie Malienne Pour l'Agriculture	IMAG
31	Régie de Chemin de Fer du Mali	RCFM
32	Malienne de l'Audit de l'Expertise Comptable et de l'Organisation	MAECO
33	Société Manka Energy Electrical Corpo	
34	Société Minière de Kalako	
35	Sahélienne Bâtiment Travaux	SBT
36	Compagnie Française de Textile	CET
37	Compagnie Internationale des Travaux	CIT
38	Entreprise Dibo	ED
39	Kara Fadoul	